

VOLUME

2

COMPTES PUBLICS 2020-2021

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

SUR LE FONDS CONSOLIDÉ

DU REVENU :

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2021

VOLUME

2

COMPTES PUBLICS 2020-2021

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

SUR LE FONDS CONSOLIDÉ

DU REVENU :

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2021

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

Comptes publics 2020-2021 – Volume 2

**Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Novembre 2021**

**ISSN 0706-2869 (Imprimé)
ISSN 1925-1815 (PDF)**

© Gouvernement du Québec, 2021

Table des matières

Avant-propos	1
--------------------	---

Définitions	5
-------------------	---

Section A : Fonds général

1. Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits

Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits.....	15
---	----

État de l'emploi des crédits	17
------------------------------------	----

2. Informations sommaires sur les revenus et dépenses

Sommaire des revenus et des dépenses des portefeuilles	25
--	----

Revenus des portefeuilles par catégories	26
--	----

Dépenses des portefeuilles par programmes et par missions.....	28
--	----

Dépenses des portefeuilles par supercatégories	38
--	----

Dépenses de transfert des portefeuilles par bénéficiaires et par catégories.....	40
--	----

Dépenses d'affectation à un fonds spécial des portefeuilles par catégories.....	42
---	----

Sommaire des supercatégories de dépenses et d'investissements relatives à la rémunération	43
---	----

3. Revenus, crédits, dépenses et autres coûts par portefeuilles

Assemblée nationale	47
---------------------------	----

Personnes désignées par l'Assemblée nationale	59
---	----

Affaires municipales et Habitation	71
--	----

Agriculture, Pêcheries et Alimentation	87
--	----

Conseil du trésor et Administration gouvernementale	99
---	----

Conseil exécutif	115
------------------------	-----

Culture et Communications	131
---------------------------------	-----

Économie et Innovation	143
------------------------------	-----

Éducation et Enseignement supérieur	157
---	-----

Énergie et Ressources naturelles	179
--	-----

Environnement et Lutte contre les changements climatiques	191
---	-----

Famille	203
Finances	217
Forêts, Faune et Parcs	235
Immigration, Francisation et Intégration	247
Justice	259
Relations internationales et Francophonie	275
Revenu	287
Santé et Services sociaux	289
Sécurité publique	309
Tourisme	327
Transports	337
Travail, Emploi et Solidarité sociale	349

4. Comptes à fin déterminée

Revenus des comptes à fin déterminée	364
Dépenses par missions pour les comptes à fin déterminée	370
Dépenses par supercatégories pour les comptes à fin déterminée	376

Section B : Fonds spéciaux

1. Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées

Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées	387
--	-----

2. Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements de chacun des fonds spéciaux

Affaires municipales et Habitation	
Fonds régions et ruralité	392
Conseil du trésor et administration gouvernementale	
Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux	394
Culture et Communications	
Fonds Avenir Mécénat Culture	396
Fonds du patrimoine culturel québécois	397

Économie et Innovation	
Capital ressources naturelles et énergie	400
Fonds du développement économique	401
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	402
Éducation et Enseignement supérieur	
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	404
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	405
Énergie et Ressources naturelles	
Fonds des ressources naturelles	408
Fonds de transition énergétique	409
Fonds d'information sur le territoire	410
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	412
Fonds vert	414
Famille	
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	418
Finances	
Fonds de financement	420
Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux	421
Fonds des générations	422
Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	423
Fonds du centre financier de Montréal	424
Fonds du Plan Nord	425
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	426
Fonds relatif à l'administration fiscale	427
Forêts, Faune et Parcs	
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	430
Justice	
Fonds Accès Justice	434
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	435
Fonds des registres du ministère de la Justice	436
Fonds du Tribunal administratif du Québec	437
Fonds relatif aux contrats publics	438

Santé et Services sociaux	
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis.....	440
Fonds de soutien aux proches aidants	441
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	442
Sécurité publique	
Fonds de la région de la Capitale-Nationale	444
Fonds des services de police	445
Tourisme	
Fonds de partenariat touristique.....	448
Transports	
Fonds aérien.....	450
Fonds de gestion de l'équipement roulant	451
Fonds de la sécurité routière	452
Fonds des réseaux de transport terrestre	453
Travail, Emploi et Solidarité sociale	
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	456
Fonds de développement du marché du travail.....	457
Fonds des biens et des services.....	458
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	459
Fonds du Tribunal administratif du travail	460
Fonds québécois d'initiatives sociales	461
3. Sommaire des états financiers des fonds spéciaux	464

Avant-propos

Le volume 2 des Comptes publics est préparé par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Il présente des renseignements financiers portant sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux sections. La première section expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés à chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième section présente les revenus des fonds spéciaux ainsi que leurs dépenses et leurs investissements approuvés et réalisés.

Contenu du volume 2

Section A : Fonds général

Cette section rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé, ou de celles dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont :

- l'Assemblée nationale;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- les ministères et les organismes budgétaires de l'administration gouvernementale.

Cette section rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu¹. L'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

L'information est présentée par portefeuilles, terme qui évoque soit l'Assemblée nationale, soit les personnes qu'elle désigne, soit un ensemble de programmes sous la responsabilité d'un ministre, soit les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation « Revenu »).

La comparaison des dépenses et autres coûts avec les crédits autorisés est conforme à la présentation dans le *Budget de dépenses 2020-2021*.

Le fonds général rend compte de ses opérations financières selon les conventions adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites dans les notes complémentaires des états financiers consolidés du gouvernement.

¹ Le ministre des Finances exerce également les fonctions du ministre du Revenu.

Avant-propos (suite)

Pour les besoins du présent volume :

- les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003);
- les revenus de l'impôt sur le revenu et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus dans la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant au sens de la Loi soit un acompte sur l'impôt à payer, soit une somme payée en trop de l'impôt à payer;
- les gains ou les pertes pouvant résulter d'opérations de restructuration entre deux entités du fonds général sont comptabilisés à la dette nette, l'année suivant celle où l'opération a eu lieu. En effet, lorsque de telles restructurations ont lieu en cours d'année financière, elles ne sont pas reflétées immédiatement dans le volume 2 puisque la reddition de comptes s'effectue selon la structure budgétaire en vigueur lors de l'approbation parlementaire des crédits.

Certaines données de 2019-2020 ont été retraitées pour tenir compte de l'incidence de la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert. Également, certaines données de 2019-2020 ont été reclassées afin qu'elles soient conformes à la structure des portefeuilles et des programmes du *Budget de dépenses 2020-2021*. Les principales modifications apportées aux structures de programmes sont présentées aux pages 8 et 9 du *Budget de dépenses 2020-2021 – Crédits des ministères et organismes*.

La section A se divise en quatre parties.

- La première partie présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.
- La deuxième partie présente des informations sommaires sur les revenus et les dépenses de l'ensemble des portefeuilles.
- La troisième partie présente le détail des revenus, les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts de chacun des portefeuilles. On y trouve plus particulièrement :
 - les revenus présentés par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
 - les crédits, les dépenses et les investissements, présentés par programmes;
 - les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
 - l'évolution des crédits initiaux par programmes;
 - les dépenses de transfert présentées par objets d'aide et par genres de bénéficiaires;
 - les dépenses de transfert et les affectations à un fonds spécial ventilées par catégories de dépenses.

Avant-propos (suite)

- La quatrième partie présente un sommaire des opérations effectuées dans les comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Un compte à fin déterminée est un mécanisme de gestion financière, prévu aux articles 6 et 7 de la Loi sur l'administration financière, qui permet de comptabiliser dans un compte distinct des sommes, reçues d'un tiers et versées au fonds consolidé du revenu, et dont l'affectation est conditionnelle à leur utilisation pour le financement d'une activité particulière prévue dans un contrat ou une entente. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

Section B : Fonds spéciaux

Cette section rend compte des opérations des fonds spéciaux. Un fonds spécial est un fonds institué en vertu d'une loi, afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

L'information sur chacun des fonds spéciaux est regroupée par portefeuilles. Les informations financières des fonds sont comptabilisées conformément à la Directive sur les conventions comptables du gouvernement, adoptée par le Conseil du trésor.

La section B se divise en trois parties.

- La première partie présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.
- La deuxième partie présente, pour chacun des fonds spéciaux, des informations sur les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que les prévisions pour ces différentes rubriques. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé du fonds.
- La troisième partie présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux et une conciliation de ces renseignements avec l'information sectorielle relative aux fonds spéciaux, présentée dans la section A du volume 1 des *Comptes publics 2020-2021*.

Arrondissement

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Structure des portefeuilles

L'information présentée dans le volume 2 correspond aux portefeuilles et aux responsabilités établis dans le *Budget de dépenses 2020-2021*. Ainsi, les transferts de responsabilités à l'intérieur du fonds général et les modifications de noms de portefeuilles ayant pu être effectués au cours de l'année ne sont pas reflétés dans ce volume.

Avant-propos (suite)

Entre la publication du *Budget de dépenses 2020-2021* et celle du *Budget de dépenses 2021-2022*, la modification suivante a été apportée :

- Le portefeuille Éducation et Enseignement supérieur a été scindé pour devenir le portefeuille Éducation et le portefeuille Enseignement supérieur.

Autres renseignements

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services ainsi que les bénéficiaires de transferts et d'affectations à un fonds spécial sont disponibles pour consultation sur le site Internet du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

Définitions

Crédits

- **Crédits autorisés**

Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Ils permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer, à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi que d'assumer d'autres coûts.

- **Crédits permanents**

Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés, en vertu d'une loi particulière, que le Parlement n'a pas à voter annuellement. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus dans le budget de dépenses de l'année et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et d'autres coûts excédentaires.

- **Crédits votés**

Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés en vertu des lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Ils correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées.

Supercatégories¹

- **Rémunération**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, occasionnels et à temps partiel, y compris les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités encourus envers les membres de l'Assemblée nationale, toute personne nommée ou désignée par cette dernière pour exercer une fonction en relevant, le personnel qu'elle dirige, les juges ainsi que les membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend tous les avantages sociaux fournis aux employés ainsi que les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

¹ SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses, des investissements et des autres coûts », volume 9, chapitre 2.

Définitions (suite)

- **Fonctionnement**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert, d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut notamment le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de sites contaminés, l'amortissement des immobilisations, de même que les dépenses découlant d'une opération de restructuration. Elle comprend également les sommes pouvant être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet jusqu'à concurrence des sommes portées au débit du fonds pour des biens ou des services fournis à ce ministère ou à cet organisme.

- **Créances douteuses et autres provisions**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

- **Transfert**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour des dépenses effectuées dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement, ni des sommes pour lesquelles il s'attend à obtenir un remboursement ultérieurement comme dans le cas des prêts.

- **Affectation à un fonds spécial**

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet. Ces sommes peuvent, notamment, pourvoir aux dépenses de rémunération et de fonctionnement ainsi qu'au coût de service de la dette d'un fonds spécial. Ne font pas partie de cette supercatégorie, les sommes allouées pouvant être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire pour des biens ou des services fournis à ce ministère ou à cet organisme que le fonds a servi à financer.

Définitions (suite)

- Service de la dette

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour les intérêts sur les dettes, l'amortissement des primes, des escomptes et des frais liés à l'émission d'emprunt et à la gestion des dettes ainsi que les gains et les pertes de change, incluant l'amortissement de ceux-ci. Elle comprend également les intérêts sur les obligations relatives aux régimes de retraite et aux autres avantages sociaux futurs. Enfin, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

- Immobilisations en ressources informationnelles

Cette supercatégorie est incluse dans le budget d'investissements. Elle comprend les sommes allouées pour les investissements encourus pour les immobilisations qui sont des développements informatiques ainsi que des équipements informatiques et bureautiques, soit pour leur acquisition, pour leur réalisation, laquelle comprend la conception jusqu'à l'implantation, de même que pour leur amélioration. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette » lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

- Immobilisations tangibles

Cette supercatégorie est incluse dans le budget d'investissements. Elle comprend les sommes allouées pour les investissements encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariats public-privé, à l'exclusion des immobilisations en ressources informationnelles. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette » lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

- Prêts, placements, avances et autres coûts

Cette supercatégorie comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et aux entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Sont également incluses dans cette supercatégorie les avances pour l'établissement ou le fonctionnement des fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement.

Elle comprend également l'inscription de stocks et des frais payés d'avance, les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et de services et les engagements financiers concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette ainsi que ceux découlant d'une opération de restructuration.

Définitions (suite)

Catégories¹

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories de dépenses suivantes :

- « Transfert – Rémunération », qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé;
- « Transfert – Fonctionnement », qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux;
- « Transfert – Capital », qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations;
- « Transfert – Intérêt », qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement;
- « Transfert – Support », qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert – Rémunération », « Transfert – Fonctionnement », « Transfert – Capital » et « Transfert – Intérêt »;
- « Affectation à un fonds spécial – Rémunération », qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées sur un fonds spécial;
- « Affectation à un fonds spécial – Fonctionnement », qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial;
- « Affectation à un fonds spécial – Capital », qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial;
- « Affectation à un fonds spécial – Intérêt », qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial;
- « Affectation à un fonds spécial – Support », qui comprend les affectations destinées à fournir aux bénéficiaires d'un programme géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services, un prêt ou un placement.

¹ SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses, des investissements et d'autres coûts », volume 9, chapitre 2.

Définitions (suite)

Investissements des fonds spéciaux

Les investissements des fonds spéciaux sont constitués des :

- immobilisations, qui comprennent les sommes allouées pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles en ressources informationnelles;
- prêts, placements, avances et autres coûts, qui comprennent les prêts, les fonds locaux et les avances autres que celles au fonds général du fonds consolidé du revenu, les placements à long terme consentis à des tiers sous forme d'actions et de mises de fonds, les dépôts à participation, les obligations et les billets. Sont également inclus les incidences des modifications comptables sur les années antérieures concernant des dépenses et des investissements nécessitant l'approbation du Parlement ainsi que les engagements financiers découlant d'une opération de restructuration.

SECTION

A

FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits

Année financière terminée le 31 mars 2021

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits, lesquelles donnent lieu à des crédits votés, et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois, lesquelles donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds général des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements ainsi que des avances et à assumer d'autres coûts. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, des crédits peuvent être constitués par l'autorisation de mandats spéciaux en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses et d'assumer d'autres coûts sur des crédits permanents n'est pas limitée à la somme prévue dans le budget de dépenses. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf si leur report est autorisé par le gouvernement en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, le gouvernement a modifié l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert. En raison de cette modification, l'état de l'emploi des crédits pour l'année financière terminée le 31 mars 2021 démontre des excédents des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés.

Excédents des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés (en milliers de dollars)

Portefeuilles ministériels	Programmes	Excédents
Affaires municipales et Habitation	Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles	3 079 016
Conseil exécutif	Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	34 579
Culture et Communications	Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission	1 267 637
Économie et Innovation	Programme 1 – Direction et administration	125 809

Excédents des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés (suite)
(en milliers de dollars)

Portefeuilles ministériels	Programmes	Excédents
Éducation et Enseignement supérieur	Programme 1 – Administration	18 308 555
Énergie et Ressources naturelles	Programme 1 – Gestion des ressources naturelles	6 632
Forêts, Faune et Parcs	Programme 1 – Direction et administration	262 110
Santé et Services sociaux	Programme 1 – Fonctions de coordination	16 528 457
Sécurité publique	Programme 1 – Direction et administration	129 208
Tourisme	Programme 1 – Direction, administration et gestion des programmes	445 472
Transports	Programme 2 – Administration et services corporatifs	404 422
		40 591 897

Les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription des dépenses et des autres coûts des autres programmes des portefeuilles ministériels.

Le sous-ministre des Finances,



Pierre Côté

La contrôlease des finances,



Lucie Pageau, CPA, CA

Québec, le 22 octobre 2021

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS (tableau 1)	CRÉDITS UTILISÉS (tableau 2)	AUTRES DÉCISIONS LIÉES À L'ENGAGEMENT DES CRÉDITS			EXCÉDENTS ⁽¹⁾
			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés	
Assemblée nationale	155 043	147 423			7 620	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	115 034	106 351			8 683	
Affaires municipales et Habitation	3 575 692	6 652 377			2 331	(3 079 016)
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 066 358	1 066 358				
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 237 973	1 214 988			22 985	
Conseil exécutif	1 196 602	1 196 167	17 729		17 284	(34 579)
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	1 146 676	2 414 313				(1 267 637)
Économie et Innovation	3 054 424	2 808 052	265 437		106 743	(125 809)
Éducation et Enseignement supérieur	23 232 953	41 401 113	10 029		130 366	(18 308 555)
Énergie et Ressources naturelles	235 700	242 332				(6 632)
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	294 979	290 165			4 813	
Famille	3 015 501	3 006 705			8 796	
Finances (excluant le service de la dette)	498 607	480 647			17 960	
Forêts, Faune et Parcs	758 227	1 019 596	225		516	(262 110)
Immigration, Francisation et Intégration	450 231	402 968			47 263	
Justice	1 147 390	1 113 632			33 758	
Relations internationales et Francophonie	119 221	115 152			4 070	
Santé et Services sociaux	55 120 094	69 269 069			2 379 482	(16 528 457)
Sécurité publique	1 828 416	1 956 891			733	(129 208)
Tourisme	350 196	794 868	800			(445 472)
Transports	2 893 014	3 297 267			168	(404 422)
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 571 515	4 497 933			73 582	
	106 063 846	143 494 369	294 220	-	2 867 154	(40 591 897)
Culture et Communications (service de la dette)	3 151	3 151				
Finances (service de la dette)	6 169 181	5 496 099			673 082	
Total	112 236 179	148 993 620	294 220	-	3 540 236	(40 591 897)
Votés	76 207 415	115 785 540	294 220		719 552	(40 591 897)
Permanents	36 028 764	33 208 080			2 820 684	
Total	112 236 179	148 993 620	294 220	-	3 540 236	(40 591 897)
Dépenses	109 735 791	107 889 490	294 220		3 394 185	(1 842 103)
Investissements :						
Prêts, placements, avances et autres coûts	2 185 169	40 834 886			100 076	(38 749 794)
Immobilisations tangibles	158 937	143 791			15 146	
Immobilisations en ressources informationnelles	156 281	125 453			30 828	
Total	112 236 179	148 993 620	294 220	-	3 540 236	(40 591 897)

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2021-2022.

TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1)	+	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2)	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	TOTAL
Assemblée nationale	145 288		9 756						155 043
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	113 953		(427)		1 508				115 034
Affaires municipales et Habitation	2 314 957		801 170		459 566				3 575 692
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 001 294		9 975		54 863		225		1 066 358
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 871 252		2 346 300		(4 031 032)		51 454		1 237 973
Conseil exécutif	527 409		660 020		9 046		127		1 196 602
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	859 313		173 064		114 300				1 146 676
Économie et Innovation	1 117 856		1 334 392		602 153		22		3 054 424
Éducation et Enseignement supérieur	22 357 497		155 352		663 462		56 642		23 232 953
Énergie et Ressources naturelles	145 803		2 451		87 167		279		235 700
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	295 207				(228)				294 979
Famille	2 906 467		20 200		88 834				3 015 501
Finances (excluant le service de la dette)	192 237		160 000		144 677		1 693		498 607
Forêts, Faune et Parcs	595 273		31 164		107 997		23 793		758 227
Immigration, Francisation et Intégration	589 873				(139 642)				450 231
Justice	1 103 237		8 746		3 278		32 128		1 147 390
Relations internationales et Francophonie	119 081				140				119 221
Santé et Services sociaux	42 794 917		4 874 100		1 346 494		6 104 583		55 120 094
Sécurité publique	1 695 516		26 616		81 302		24 982		1 828 416
Tourisme	167 600		23 558		159 038				350 196
Transports	1 204 805		1 523 757		164 443		9		2 893 014
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 444 327		5 454		82 088		39 646		4 571 515
	87 563 161		12 165 648		(546)		6 335 583		106 063 846
Culture et Communications (service de la dette)	3 151								3 151
Finances (service de la dette)	5 923 000				546		245 635		6 169 181
Total	93 489 312		12 165 648		-		6 581 218		112 236 179
Votés	69 072 497		7 134 917						76 207 415
Permanents	24 416 815		5 030 731				6 581 218		36 028 764
Total	93 489 312		12 165 648		-		6 581 218		112 236 179
Dépenses	91 949 150		11 578 294		571 461		5 636 887		109 735 791
Investissements :									
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 098 452		584 392		(442 006)		944 331		2 185 169
Immobilisations tangibles	248 557		2 520		(92 140)				158 937
Immobilisations en ressources informationnelles	193 153		442		(37 314)				156 281
Total	93 489 312		12 165 648		-		6 581 218		112 236 179

TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	(1)	(1)	VOTÉS AU COURS D'ANNÉES			
	VOTÉS	PERMANENTS	ANTÉRIEURES		=	TOTAL
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	(1)	
Assemblée nationale		145 288				145 288
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	60 062	53 892				113 953
Affaires municipales et Habitation	2 314 947	10				2 314 957
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 001 284	10				1 001 294
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 466 947	404 305				2 871 252
Conseil exécutif	525 505	1 904				527 409
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	859 303	10				859 313
Économie et Innovation	1 116 337	1 519				1 117 856
Éducation et Enseignement supérieur	21 087 970	1 269 526				22 357 497
Énergie et Ressources naturelles	145 794	10				145 803
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	295 172	35				295 207
Famille	2 686 657	210		219 600		2 906 467
Finances (excluant le service de la dette)	182 735	9 502				192 237
Forêts, Faune et Parcs	570 168	25 105				595 273
Immigration, Francisation et Intégration	589 864	10				589 873
Justice	843 011	260 226				1 103 237
Relations internationales et Francophonie	118 972	110				119 081
Santé et Services sociaux	26 515 163	16 279 754 (2)				42 794 917
Sécurité publique	1 658 688	36 828				1 695 516
Tourisme	167 590	10				167 600
Transports	1 204 761	44				1 204 805
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 438 817	5 510				4 444 327
	68 849 746	18 493 815	-	219 600		87 563 161
Culture et Communications (service de la dette)	3 151					3 151
Finances (service de la dette)		5 923 000				5 923 000
Total	68 852 897 (3)	24 416 815	-	219 600		93 489 312
Dépenses	67 330 943	24 398 607		219 600		91 949 150
Investissements :						
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 098 352	100				1 098 452
Immobilisations tangibles	241 930	6 628				248 557
Immobilisations en ressources informationnelles	181 673	11 481				193 153
Total	68 852 897	24 416 815	-	219 600		93 489 312

(1) Ces crédits apparaissent dans le Budget de dépenses 2020-2021.

(2) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 8 417 000 k\$ sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(3) Les crédits votés ont été autorisés en vertu du mandat spécial et des lois suivants:

Mandat spécial n°1, 2020-2021, décret 421-2020, 8 avril 2020	5 737 741 k\$
Loi n°1 sur les crédits, 2020-2021 (L.Q. 2020, c. 3)	18 890 203 k\$
Loi n°2 sur les crédits, 2020-2021 (L.Q. 2020, c. 9)	11 441 295 k\$
Loi n°3 sur les crédits, 2020-2021 (L.Q. 2020, c. 14)	32 783 658 k\$
	68 852 897 k\$

TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET	+	ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION	+	ALLOUÉS PAR DÉCISIONS ⁽¹⁾	=	TOTAL
Assemblée nationale					9 756		9 756
Personnes désignées par l'Assemblée nationale					(427)		(427)
Affaires municipales et Habitation	1 170				800 000		801 170
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	9 975						9 975
Conseil du trésor et Administration gouvernementale					2 346 300		2 346 300
Conseil exécutif					660 020		660 020
Culture et Communications (excluant le service de la dette)					173 064		173 064
Économie et Innovation					1 334 392		1 334 392
Éducation et Enseignement supérieur					155 352		155 352
Énergie et Ressources naturelles	2 451						2 451
Environnement et Lutte contre les changements climatiques							
Famille					20 200		20 200
Finances (excluant le service de la dette)					160 000		160 000
Forêts, Faune et Parcs	11 564				19 600		31 164
Immigration, Francisation et Intégration							
Justice	3 746				5 000		8 746
Relations internationales et Francophonie							
Santé et Services sociaux					4 874 100		4 874 100
Sécurité publique	1 284				25 332		26 616
Tourisme					23 558		23 558
Transports	877				1 522 880		1 523 757
Travail, Emploi et Solidarité sociale	5 454						5 454
Total	36 521		-		12 129 127		12 165 648
 Votés	 36 521				 7 098 396		 7 134 917
Permanents					5 030 731		5 030 731
Total	36 521		-		12 129 127		12 165 648
 Dépenses	 36 521				 11 541 773		 11 578 294
Investissements :							
Prêts, placements, avances et autres coûts					584 392		584 392
Immobilisations tangibles					2 520		2 520
Immobilisations en ressources informationnelles					442		442
Total	36 521		-		12 129 127		12 165 648

(1) Les crédits complémentaires alloués par décisions représentent des crédits autorisés en vertu :

- d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement;
- de dispositions d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus;
- de nouvelles lois autorisant le gouvernement à prendre les sommes requises dans le fonds consolidé du revenu;
- d'une loi sur les crédits portant sur un budget de dépenses supplémentaire;

ainsi que des révisions aux crédits permanents figurant dans un volume Crédits supplémentaires déposé à l'Assemblée nationale en cours d'année.

TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	INVESTISSEMENTS			+	DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS	=	TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles				
Assemblée nationale	5	4 534	5 915		136 969		147 423
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		563	5 113		100 675		106 351
Affaires municipales et Habitation	3 045 488	69	2 889		3 603 931		6 652 377
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 244	6 231	6 393		1 052 490		1 066 358
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	7 643	704	1 598		1 205 043		1 214 988
Conseil exécutif	34 579	82	834		1 160 673		1 196 167
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	1 274 383	172	1 951		1 137 808		2 414 313
Économie et Innovation	976 370	2	1 643		1 830 038		2 808 052
Éducation et Enseignement supérieur	16 749 540	23	13 894		24 637 655		41 401 113
Énergie et Ressources naturelles	6 632	604	2 684		232 412		242 332
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	1 545	16 463	9 239		262 918		290 165
Famille		19	7 772		2 998 914		3 006 705
Finances (excluant le service de la dette)		6	1 695		478 946		480 647
Forêts, Faune et Parcs	218 725	24 755	4 693		771 423		1 019 596
Immigration, Francisation et Intégration			13 340		389 628		402 968
Justice	6	1 370	23 592		1 088 664		1 113 632
Relations internationales et Francophonie	313	248	647		113 944		115 152
Santé et Services sociaux	17 613 093	1 424	347		51 654 205		69 269 069
Sécurité publique	80 493	7 890	14 803		1 853 705		1 956 891
Tourisme	438 127				356 741		794 868
Transports	386 698	78 255	6 413		2 825 901		3 297 267
Travail, Emploi et Solidarité sociale	3	376			4 497 554		4 497 933
	40 834 886	143 791	125 453		102 390 239		143 494 369
Culture et Communications (service de la dette)					3 151		3 151
Finances (service de la dette)					5 496 099		5 496 099
Total	40 834 886	143 791	125 453		107 889 490		148 993 620
Votés	39 890 549	138 781	116 696		75 639 514		115 785 540
Permanents	944 337	5 010	8 757		32 249 976		33 208 080
Total	40 834 886	143 791	125 453		107 889 490		148 993 620

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET LES DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	REVENUS	DÉPENSES
Assemblée nationale	537	142 984
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	1 185	103 743
Affaires municipales et Habitation	6 863	3 607 899
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	22 317	1 064 130
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	292	1 135 110
Conseil exécutif	331 439	1 154 741
Culture et Communications	3 793	1 112 456
Économie et Innovation	32 174	1 754 384
Éducation et Enseignement supérieur	227 665	24 577 704
Énergie et Ressources naturelles	32 494	234 382
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	432	277 838
Famille	26 069	3 011 138
Finances	37 560 028	5 912 456
Forêts, Faune et Parcs	45 585	786 602
Immigration, Francisation et Intégration	719 668	394 348
Justice	191 850	1 100 302
Relations internationales et Francophonie	677	117 021
Revenu	55 326 043	
Santé et Services sociaux	620 852	51 457 931
Sécurité publique	30 042	1 873 535
Tourisme		356 741
Transports	65 098	2 852 792
Travail, Emploi et Solidarité sociale	867 203	4 497 935
Total	96 112 308	107 526 172
Crédits votés utilisés		75 639 514
Crédits permanents utilisés		32 249 976
Total des dépenses nécessitant des crédits		107 889 490
Amortissement des immobilisations		154 460
Amortissement d'un avantage incitatif		(69)
Consommation de frais payés d'avance		25
Consommation de stocks		1 728
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette		(62 121)
Opération de restructuration		25 156
Variation à la baisse de la dépense		(73 215)
Variation à la baisse de provisions		(409 281)
Total des dépenses (diminution des dépenses) ne nécessitant pas de crédits		(363 318)
Total		107 526 172

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	IMPÔT SUR LE REVENU ET LES BIENS	TAXES À LA CONSOMMATION	DROITS ET PERMIS
1 Assemblée nationale			
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
3 Affaires municipales et Habitation			3 770
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation			15 910
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6 Conseil exécutif			
7 Culture et Communications			634
8 Économie et Innovation			2 913
9 Éducation et Enseignement supérieur			2
10 Énergie et Ressources naturelles			1 580
11 Environnement et Lutte contre les changements climatiques			
12 Famille			21 866
13 Finances	7 983 009		
14 Forêts, Faune et Parcs			42 264
15 Immigration, Francisation et Intégration			40 845
16 Justice			4 014
17 Relations internationales et Francophonie			
18 Revenu	33 567 452	20 932 035	46 597
19 Santé et Services sociaux			1 916
20 Sécurité publique			16 232
21 Transports			46 223
22 Travail, Emploi et Solidarité sociale			32 020
Total	41 550 461	20 932 035	276 787

Note : Les informations financières dans ce sommaire excluent les sommes inscrites dans les comptes à fin déterminée (voir la partie 4 de la section A).

- (1) La quote-part totale du gouvernement dans les revenus provenant de ses entreprises s'élève à 4 490 751 k\$ en 2020-2021 (4 418 567 k\$ en 2019-2020). Ce montant inclut une somme de 597 000 k\$ en 2020-2021 (532 000 k\$ en 2019-2020) consacrée au Fonds des générations, une somme de 66 504 k\$ en 2020-2021 (26 296 k\$ en 2019-2020) consacrée au Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis et une somme de 161 288 k\$ en 2020-2021 (0 \$ en 2019-2020) consacrée au Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux. Les entreprises du gouvernement ont déclaré des dividendes de 3 445 272 k\$ en 2020-2021 (4 772 298 k\$ en 2019-2020), dont 2 620 480 k\$ en 2020-2021 (4 214 002 k\$ en 2019-2020) ont été affectés au fonds général.

(1)										
REVENUS DIVERS	+	REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT	=	TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL DES REVENUS 2021	TOTAL DES REVENUS 2020	
537				537				537	139	1
1 185				1 185				1 185	827	2
3 093				6 863				6 863	9 614	3
6 407				22 317				22 317	21 079	4
292				292				292	500	5
1 439				1 439		330 000		331 439	895	6
3 159				3 793				3 793	5 235	7
29 262				32 174				32 174	19 072	8
32 691				32 694		194 972		227 665	217 439	9
30 914				32 494				32 494	32 201	10
432				432				432	739	11
4 203				26 069				26 069	24 563	12
308 903		3 665 959		11 957 871		25 602 158		37 560 028	33 171 198	13
3 321				45 585				45 585	38 955	14
4 572				45 417		674 251		719 668	996 898	15
154 460				158 474		33 375		191 850	237 135	16
677				677				677	573	17
779 959				55 326 043				55 326 043	53 130 339	18
299 736				301 652		319 200		620 852	228 445	19
13 809				30 042				30 042	46 609	20
18 712				64 935		163		65 098	78 677	21
84 918				116 938		750 265		867 203	943 151	22
1 782 682		3 665 959		68 207 924		27 904 384		96 112 308	89 204 285	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
ASSEMBLÉE NATIONALE			
1 Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires			
2 Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale			
3 Services statutaires aux parlementaires			
Total du portefeuille	-	-	-
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE			
4 Le Protecteur du citoyen			
5 Le Vérificateur général			
6 Administration du système électoral			
7 Le Commissaire au lobbying			
8 Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
Total du portefeuille	-	-	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION			
9 Soutien aux activités ministérielles			124 529
10 Modernisation des infrastructures municipales			403 313
11 Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités			
12 Développement des régions et des territoires			252 318
13 Promotion et développement de la région métropolitaine			143 586
14 Commission municipale du Québec			
15 Habitation			841 373
Total du portefeuille	-	-	1 765 118
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION			
16 Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			660 952
17 Organismes d'État			403 178
Total du portefeuille	-	-	1 064 130
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
18 Soutien au Conseil du trésor			
19 Soutien aux fonctions gouvernementales			
20 Commission de la fonction publique			
21 Régimes de retraite et d'assurances			
22 Fonds de suppléance			
Total du portefeuille	-	-	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2021	TOTAL 2020	
	11 041		11 041	10 006	1
	62 736		62 736	54 556	2
	69 207		69 207	68 717	3
-	142 984	-	142 984	133 279	
	19 270		19 270	17 874	4
	35 174		35 174	33 220	5
	44 118		44 118	43 363	6
	3 666		3 666	3 727	7
	1 514		1 514	1 424	8
-	103 743	-	103 743	99 608	
	54 658		179 186	147 300	9
			403 313	401 779	10
	1 779 066		1 779 066	820 200	11
			252 318	184 287	12
			143 586	438 665	13
	9 057		9 057	7 256	14
			841 373	671 799	15
-	1 842 781	-	3 607 899	2 671 286	
			660 952	597 080	16
			403 178	416 973	17
-	-	-	1 064 130	1 014 054	
	89 422		89 422	78 658	18
	602 166		602 166	1 380 528	19
	4 592		4 592	4 688	20
	438 929		438 929	439 322	21
-	1 135 110	-	1 135 110	1 903 196	22

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
CONSEIL EXÉCUTIF			
23 Cabinet du lieutenant-gouverneur			
24 Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
25 Relations canadiennes			
26 Affaires autochtones			
27 Jeunesse			
28 Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques			
29 Relations avec les Québécois d'expression anglaise			
Total du portefeuille	-	-	-
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
30 Direction, administration et soutien à la mission		21 254	
31 Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine		1 088 051	
Total du portefeuille	-	1 109 305	-
ÉCONOMIE ET INNOVATION			
32 Direction et administration			1 808
33 Développement de l'économie			683 242
34 Développement de la science, de la recherche et de l'innovation			369 377
35 Interventions relatives au Fonds du développement économique			474 675
36 Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			225 282
Total du portefeuille	-	-	1 754 384
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR			
37 Administration		1 931 092	
38 Soutien aux organismes		154 582	
39 Aide financière aux études		717 636	
40 Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire		12 208 909	
41 Enseignement supérieur		6 509 479	
42 Développement du loisir et du sport		206 819	
43 Régimes de retraite		1 308 796	
44 Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal		1 517 828	
45 Condition féminine			
Total du portefeuille	-	24 555 140	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2021	TOTAL 2020	
	713		713	717	23
	774 086		774 086	95 042	24
	13 873		13 873	13 664	25
	293 034		293 034	355 931	26
	52 988		52 988	55 788	27
	10 144		10 144	9 539	28
	9 903		9 903	5 440	29
-	1 154 741	-	1 154 741	536 121	
		3 151	24 405	57 704	30
			1 088 051	764 313	31
-	-	3 151	1 112 456	822 017	
			1 808	3 421	32
			683 242	319 386	33
			369 377	335 774	34
			474 675	1 873 215	35
			225 282	215 221	36
-	-	-	1 754 384	2 747 017	
			1 931 092	1 263 667	37
			154 582	129 456	38
			717 636	731 375	39
			12 208 909	11 188 506	40
			6 509 479	6 211 661	41
			206 819	95 449	42
			1 308 796	1 323 717	43
			1 517 828	1 214 792	44
22 564			22 564	19 191	45
22 564	-	-	24 577 704	22 177 812	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	ÉDUCATION ET CULTURE	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT
	+	+	+
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES			
46 Gestion des ressources naturelles			234 382
Total du portefeuille	-	-	234 382
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
47 Protection de l'environnement			271 110
48 Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			6 729
Total du portefeuille	-	-	277 838
FAMILLE			
49 Planification, recherche et administration			
50 Mesures d'aide à la famille			
51 Services de garde			
52 Curateur public			
Total du portefeuille	-	-	-
FINANCES			
53 Direction et administration			
54 Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière			
55 Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits			
56 Service de la dette			
Total du portefeuille	-	-	-
FORÊTS, FAUNE ET PARCS			
57 Direction et administration			50 597
58 Gestion des ressources forestières			553 084
59 Gestion des ressources fauniques et des parcs			182 921
Total du portefeuille	-	-	786 602
IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION			
60 Direction et soutien aux activités du Ministère		54 712	
61 Immigration, francisation et intégration		283 242	
62 Langue française		56 394	
Total du portefeuille	-	394 348	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2021	TOTAL 2020	
			234 382	131 868	46
-	-	-	234 382	131 868	
			271 110	223 856	47
			6 729	5 668	48
-	-	-	277 838	229 524	
51 999			51 999	51 699	49
145 628			145 628	121 259	50
2 729 858			2 729 858	2 629 375	51
83 653			83 653	76 588	52
3 011 138	-	-	3 011 138	2 878 921	
	27 517		27 517	27 870	53
	419 140		419 140	302 575	54
	31 820		31 820	28 015	55
		5 433 978	5 433 978	5 469 972	56
-	478 478	5 433 978	5 912 456	5 828 432	
			50 597	48 375	57
			553 084	408 277	58
			182 921	155 609	59
-	-	-	786 602	612 261	
			54 712	55 898	60
			283 242	265 975	61
			56 394	36 853	62
-	-	-	394 348	358 725	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	ÉDUCATION ET CULTURE	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT
JUSTICE			
63 Administration de la justice			
64 Activité judiciaire			
65 Justice administrative			
66 Indemnisation et reconnaissance			
67 Autres organismes relevant du ministre			
68 Poursuites criminelles et pénales			
Total du portefeuille	-	-	-
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE			
69 Direction et administration			19 004
70 Affaires internationales			98 017
Total du portefeuille	-	-	117 021
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
71 Fonctions de coordination	3 637 890		
72 Services dispensés à la population	37 137 994		
73 Office des personnes handicapées du Québec	12 888		
74 Régie de l'assurance maladie du Québec	10 643 526		
75 Condition des Aînés			
Total du portefeuille	51 432 297	-	-
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
76 Direction et administration			
77 Services de la Sûreté du Québec			
78 Gestion du système correctionnel			
79 Sécurité et prévention			
80 Expertises scientifiques et médico-légales			
81 Encadrement et surveillance			
82 Promotion et développement de la Capitale-Nationale			89 901
Total du portefeuille	-	-	89 901
TOURISME			
83 Direction, administration et gestion des programmes			23 663
84 Développement du tourisme			190 946
85 Organismes relevant du ministre			142 132
Total du portefeuille	-	-	356 741
TRANSPORTS			
86 Infrastructures et systèmes de transport			2 768 329
87 Administration et services corporatifs			84 463
Total du portefeuille	-	-	2 852 792

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2021	TOTAL 2020	
	401 421		401 421	397 257	63
	129 052		129 052	129 998	64
	17 904		17 904	16 391	65
174 016			174 016	160 450	66
216 362			216 362	207 179	67
	161 547		161 547	157 843	68
390 378	709 923	-	1 100 302	1 069 118	
			19 004	19 801	69
			98 017	97 755	70
-	-	-	117 021	117 556	
			3 637 890	1 004 787	71
			37 137 994	29 447 064	72
			12 888	12 946	73
			10 643 526	10 590 604	74
25 634			25 634	26 520	75
25 634	-	-	51 457 931	41 081 921	
	122 866		122 866	102 861	76
	782 592		782 592	748 557	77
	543 796		543 796	543 074	78
	260 198		260 198	296 476	79
	26 118		26 118	24 340	80
	48 062		48 062	44 832	81
			89 901	74 166	82
-	1 783 633	-	1 873 535	1 834 306	
			23 663	16 769	83
			190 946	95 000	84
			142 132	97 219	85
-	-	-	356 741	208 987	
			2 768 329	1 006 379	86
			84 463	114 403	87
-	-	-	2 852 792	1 120 782	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
88 Gouvernance, administration et services à la clientèle			
89 Mesures d'aide financière			
90 Mesures d'aide à l'emploi			955 135
Total du portefeuille	-	-	955 135
TOTAL AU 31 MARS 2021	51 432 297	26 058 793	10 254 045
TOTAL AU 31 MARS 2020	41 055 401	23 336 106	8 924 729

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2021	TOTAL 2020	
589 543			589 543	627 938	88
2 953 258			2 953 258	3 054 227	89
			955 135	878 430	90
3 542 801	-	-	4 497 935	4 560 594	
6 992 515	7 351 393	5 437 129	107 526 172		
6 974 425	6 373 495	5 473 230		92 137 387	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS +
1 Assemblée nationale	100 967	42 010	
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale	73 199	19 058	
3 Affaires municipales et Habitation	71 337	23 992	
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	136 902	66 685	1 132
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	970 784	137 130	
6 Conseil exécutif	111 989	36 272	(39)
7 Culture et Communications	30 840	24 172	174
8 Économie et Innovation	51 288	26 318	103 480
9 Éducation et Enseignement supérieur	127 882	207 265	27 258
10 Énergie et Ressources naturelles	45 271	20 660	279
11 Environnement et Lutte contre les changements climatiques	122 809	55 919	3
12 Famille	93 594	81 153	73
13 Finances	52 680	41 482	(1 479)
14 Forêts, Faune et Parcs	144 662	139 836	
15 Immigration, Francisation et Intégration	148 215	85 675	
16 Justice	472 485	225 815	16 810
17 Relations internationales et Francophonie	63 777	23 087	
18 Santé et Services sociaux	93 934	2 445 033	18 816
19 Sécurité publique	811 096	406 631	13
20 Tourisme			
21 Transports	116 825	426 183	34
22 Travail, Emploi et Solidarité sociale	156 291	72 522	45 118
Total	3 996 828	4 606 896	211 673
Crédits votés	3 327 438	1 968 217	98 030
Crédits permanents	669 391	2 520 990	160 859
Total des dépenses nécessitant des crédits	3 996 828	4 489 207	258 889
Amortissement des immobilisations		154 460	
Amortissement d'un avantage incitatif		(69)	
Consommation de frais payés d'avance		25	
Consommation de stocks		1 233	
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette			
Opération de restructuration		25 156	
Variation à la baisse de la dépense			
Variation à la baisse de provisions		(63 116)	(47 216)
Total des dépenses (diminution des dépenses) ne nécessitant pas de crédits	-	117 689	(47 216)
Total	3 996 828	4 606 896	211 673

TRANSFERT	+	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2021	TOTAL 2020	
7						142 984	133 279	1
11 486						103 743	99 608	2
3 262 570		250 000				3 607 899	2 671 286	3
859 411						1 064 130	1 014 054	4
8 906		18 289				1 135 110	1 903 196	5
1 006 518						1 154 741	536 121	6
1 054 119				3 151		1 112 456	822 017	7
1 140 004		433 294				1 754 384	2 747 017	8
24 190 299		25 000				24 577 704	22 177 812	9
103 118		65 055				234 382	131 868	10
99 107						277 838	229 524	11
106 460		2 729 858				3 011 138	2 878 921	12
384 695		1 100		5 433 978		5 912 456	5 828 432	13
130 846		371 258				786 602	612 261	14
160 458						394 348	358 725	15
349 728		35 464				1 100 302	1 069 118	16
26 908		3 248				117 021	117 556	17
48 593 050		307 097				51 457 931	41 081 921	18
292 269		363 526				1 873 535	1 834 306	19
149 477		207 264				356 741	208 987	20
358 562		1 951 187				2 852 792	1 120 782	21
2 958 095		1 265 910				4 497 935	4 560 594	22
85 246 094		8 027 552		5 437 129		107 526 172	92 137 387	
62 214 590		8 027 542		3 697		75 639 514	68 619 589	
23 403 173		10		5 495 554		32 249 976	23 999 128	
85 617 763		8 027 552		5 499 251		107 889 490	92 618 717	
						154 460	149 726	
						(69)	(69)	
						25	25	
494						1 728	202	
				(62 121)		(62 121)	(66 311)	
						25 156	87 143	
(73 215)						(73 215)	(128 085)	
(298 949)						(409 281)	(523 961)	
(371 670)		-		(62 121)		(363 318)	(481 330)	
85 246 094		8 027 552		5 437 129		107 526 172	92 137 387	

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES ⁽¹⁾	RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	+
Entreprises du secteur privé				
Établissements de santé et de services sociaux	22 630 774		10 012 027	
Institutions d'enseignement	17 199 108		2 428 269	
Municipalités et organismes municipaux				
Organismes à but non lucratif				
Personnes :				
Sécurité du revenu				
Assurance maladie				
Autres				
Organismes et entreprises du gouvernement	9 019 053		805 794	
Bénéficiaires non ventilés ⁽³⁾				
Total	48 848 935		13 246 089	

RÉPARTITION :

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales et Habitation	37 464	9 720
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	34 950	7 038
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	23 974	(34 431) ⁽⁴⁾
6	Conseil exécutif		2 384
7	Culture et Communications	89 352	148 698
8	Économie et Innovation	7 934	3 010
9	Éducation et Enseignement supérieur	17 195 607	2 473 307
10	Énergie et Ressources naturelles		
11	Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
12	Famille		
13	Finances	16 791	3 846
14	Forêts, Faune et Parcs		
15	Immigration, Francisation et Intégration		
16	Justice	90 891	19 624
17	Relations internationales et Francophonie		
18	Santé et Services sociaux	31 256 120	10 414 216
19	Sécurité publique	4 240	15 357
20	Tourisme	22 783	54 384
21	Transports	48 066	127 942
22	Travail, Emploi et Solidarité sociale	20 763	994
Total	48 848 935		13 246 089

- (1) Les bénéficiaires identifiés sont les bénéficiaires ultimes des transferts. Lorsque l'aide financière est versée par un intermédiaire et que le bénéficiaire ultime ne peut être identifié au prix d'un effort raisonnable, c'est l'intermédiaire qui est identifié comme bénéficiaire.
- (2) Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.
- (3) Les bénéficiaires non ventilés se rapportent à l'ajustement des dépenses découlant de la modification de l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.
- (4) Ce montant correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable aux organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

CAPITAL ⁽²⁾		+	INTÉRÊT	+	SUPPORT	=	TOTAL 2021	TOTAL 2020
Principal	Autres							
11 672	74 794		1 446		3 049 954		3 137 866	1 674 157
989 364	7 272		418 270		375 211		34 432 918	27 209 946
1 268 623	105 884		502 927		247 859		21 752 669	20 207 110
334 842	138 452		109 877		2 517 189		3 100 360	2 513 778
62 831	152 902		38 452		2 801 003		3 055 188	2 429 427
					2 828 364		2 828 364	2 948 394
					2 263 250		2 263 250	2 227 290
	9 624		2 207		1 501 920		1 513 751	1 420 724
159 454	24 854		43 517		262 248		10 314 920	10 049 187
2 856 896	(659)				(9 431)		2 846 806	2 034 831
5 683 683	513 125		1 116 696		15 837 566		85 246 094	72 714 845

			7	7	21	1
			11 486	11 486	11 201	2
430 129	247 227	121 180	2 416 850	3 262 570	2 466 365	3
(64)	59 738	106	757 643	859 411	814 891	4
			19 364	8 906	87 974	5
4 730		2 033	997 372	1 006 518	411 389	6
119 048		40 769	656 251	1 054 119	758 867	7
(13)	86 072	3 723	1 039 277	1 140 004	801 888	8
2 841 351	81 664	500 098	1 098 271	24 190 299	21 839 000	9
242		169	102 706	103 118	57 969	10
3 995		926	94 186	99 107	41 819	11
			106 460	106 460	79 978	12
			364 058	384 695	188 357	13
60 392		5 283	65 171	130 846	103 066	14
		33	160 425	160 458	142 755	15
	347		238 867	349 728	339 686	16
		6	26 902	26 908	28 230	17
2 067 941	22 231	418 270	4 414 273	48 593 050	40 693 227	18
57 991		2 232	212 448	292 269	295 228	19
58 180		14 129		149 477	96 553	20
39 761	15 807	7 739	119 249	358 562	400 114	21
	39		2 936 298	2 958 095	3 056 266	22
5 683 683	513 125	1 116 696	15 837 566	85 246 094	72 714 845	

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉ- RATION	FONCTION- NEMENT	CAPITAL	INTÉRÊT	SUPPORT	TOTAL 2021	TOTAL 2020
Affaires municipales et Habitation					250 000	250 000	115 000
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		18 289				18 289	9 711
Économie et Innovation		295 427			137 867	433 294	1 270 864
Éducation et Enseignement supérieur					25 000	25 000	25 000
Énergie et Ressources naturelles	5 931	3 625			55 500	65 055	8 736
Famille					2 729 858	2 729 858	2 629 375
Finances	70	430			600	1 100	1 100
Forêts, Faune et Parcs	59 582	131 673	3 987	88	175 928	371 258	245 911
Justice	10 974	6 019	176		18 296	35 464	33 075
Relations internationales et Francophonie	109	20			3 119	3 248	3 219
Santé et Services sociaux	14 870	187 114	1 164	256	103 694	307 097	229 639
Sécurité publique	273 357	60 757	8 411	1	21 000	363 526	347 752
Tourisme	10 036	5 832	9 670	1 925	179 801	207 264	112 434
Transports					1 951 187	1 951 187	180 000
Travail, Emploi et Solidarité sociale	208 617	101 315	7 881	933	947 164	1 265 910	1 215 677
Total	583 546	810 500	31 289	3 204	6 599 013	8 027 552	6 427 493

SOMMAIRE DES SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES ET D'INVESTISSEMENTS RELATIVES À LA RÉMUNÉRATION

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	DÉPENSES			+	CAPITALISÉE AUX IMMOBILISATIONS		=	TOTAL
	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial		Tangibles	Ressources informationnelles		
Assemblée nationale	100 967					1 002		101 969
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	73 199					1 287		74 487
Affaires municipales et Habitation	71 337	37 464				1 282		110 083
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	136 902	34 950				667		172 520
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	970 784	23 974				486		995 244
Conseil exécutif	111 989					240		112 230
Culture et Communications	30 840	89 352				456		120 648
Économie et Innovation	51 288	7 934				410		59 631
Éducation et Enseignement supérieur	127 882	17 195 607				1 874		17 325 363
Énergie et Ressources naturelles	45 271		5 931			431		51 632
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	122 809				2 192	1 524		126 525
Famille	93 594					2 515		96 109
Finances	52 680	16 791	70			109		69 649
Forêts, Faune et Parcs	144 662		59 582			1 258		205 502
Immigration, Francisation et Intégration	148 215					1 272		149 487
Justice	472 485	90 891	10 974			1 953		576 303
Relations internationales et Francophonie	63 777		109					63 886
Santé et Services sociaux	93 934	31 256 120	14 870					31 364 924
Sécurité publique	811 096	4 240	273 357			3 494		1 092 187
Tourisme		22 783	10 036					32 819
Transports	116 825	48 066				1 122		166 013
Travail, Emploi et Solidarité sociale	156 291	20 763	208 617					385 671
Total	3 996 828	48 848 935	583 546		2 192	21 382		53 452 882

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>537</u>	<u>139</u>
	<u>537</u>	<u>139</u>
Total des revenus divers	<u>537</u>	<u>139</u>
Total des revenus autonomes	<u>537</u>	<u>139</u>
Total des revenus	<u>537</u>	<u>139</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires					
Votés					
Permanents	11 041	11 041			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>11 041</u>	<u>11 041</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale					
Votés					
Permanents	74 695	56 721	10 449	7 526	
Ne nécessitant pas de crédits		6 015			
	<u>74 695</u>	<u>62 736</u>	<u>10 449</u>	<u>7 526</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Services statutaires aux parlementaires					
Votés					
Permanents	69 307	69 207	5	95	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>69 307</u>	<u>69 207</u>	<u>5</u>	<u>95</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>155 043</u>	<u>142 984</u>	<u>10 454</u>	<u>7 620</u>	<u>-</u>
Votés					
Permanents	155 043	136 969	10 454	7 620	
Ne nécessitant pas de crédits		6 015			
Total	<u>155 043</u>	<u>142 984</u>	<u>10 454</u>	<u>7 620</u>	<u>-</u>
Dépenses	136 969	142 984			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	100		5	95	
Immobilisations tangibles	7 339		4 534	2 806	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>10 635</u>		<u>5 915</u>	<u>4 720</u>	
Total	<u>155 043</u>	<u>142 984</u>	<u>10 454</u>	<u>7 620</u>	<u>-</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires						
1. Secrétariat général et affaires juridiques						
Permanents(1)	2 455			2 206		249
2. Affaires parlementaires						
Permanents(1)	8 586			6 901		1 685
Total	11 041	-	-	9 107		1 934
(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).						

PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale						
1. Affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale						
Permanents(1)	10 462	2		7 751		2 709
2. Affaires administratives et sécurité						
Permanents(1)	64 233	4 531	5 915	31 322		14 940
Amortissement des immobilisations						
Total	74 695	-	4 534	39 072		17 649
(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale. Il vise également les services reliés aux activités protocolaires et interparlementaires.

-	-	-	-	-	-	-	-
---	---	---	---	---	---	---	---

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles, informationnelles et à la sécurité des personnes et des biens. Il vise également les services reliés à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, aux communications ainsi qu'aux activités pédagogiques.

						7 525	6 015
-	-	-	-	-	-	7 526	6 015

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Services statutaires aux parlementaires						
1. Indemnités et allocations aux parlementaires						
Permanents(1)	14 637	5		1 677	12 859	
Permanents(2)	17 247			17 247		
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés						
Permanents(1)	29 961			26 737	3 217	
3. Services de recherche des partis politiques						
Permanents(1)	2 455			2 120	335	
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale						
Permanents(2)	5 008			5 008		
Total	69 307	5	-	-	52 789	16 411

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

(2) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Permanents	155 043	5	4 534	5 915	100 967	35 995
Amortissement des immobilisations						
Total	155 043	5	4 534	5 915	100 967	35 995

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	100 967		100 967
Fonctionnement	35 995	6 015	42 010
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	7		7
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	136 969	6 015	142 984

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leurs fonctions tant à l'hôtel du Parlement à Québec que dans leur bureau de circonscription électorale.

95

7

-	7	-	-	-	-	95	-
---	---	---	---	---	---	----	---

	7					7 620	6 015
-	7	-	-	-	-	7 620	6 015

ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires				
Votés				
Permanents	<u>10 997</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>10 997</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale				
Votés				
Permanents	<u>64 984</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>64 984</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires				
Votés				
Permanents	<u>69 307</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>69 307</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés				
Permanents	<u>145 288</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>145 288</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
		44						11 041
-	-	44		-		-		11 041
		9 711						74 695
-	-	9 711		-		-		74 695
								69 307
-	-	-		-		-		69 307
		9 756						155 043
-	-	9 756		-		-		155 043

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires			
Autres			
	7	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	7	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>Municipalités</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>Personnes</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
		7				7	21
-	-	7	-	-	-	7	21
-	-	7	-	-	-	7	21

ASSEMBLÉE NATIONALE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Support		<u>7</u>	<u>21</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>7</u>	<u>7</u>	<u>21</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location d'espaces de stationnement	15	73
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	343	349
Divers	<u>4</u>	<u>1</u>
	362	424
Amendes et confiscations		
Contributions non conformes	54	154
Divers	<u>15</u>	<u>18</u>
	68	173
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	725	207
Divers	<u>28</u>	<u>24</u>
	754	231
Total des revenus divers	<u>1 185</u>	<u>827</u>
Total des revenus autonomes	<u>1 185</u>	<u>827</u>
Total des revenus	<u>1 185</u>	<u>827</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Le Protecteur du citoyen					
Votés	19 065	18 171	638	257	
Permanents	446	398		48	
Ne nécessitant pas de crédits		701			
	<u>19 511</u>	<u>19 270</u>	<u>638</u>	<u>305</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Le Vérificateur général					
Votés	36 155	34 774	617	763	
Permanents		400			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>36 155</u>	<u>35 174</u>	<u>617</u>	<u>763</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Administration du système électoral					
Votés					
Permanents	51 760	42 340	3 301	6 120	
Ne nécessitant pas de crédits		1 779			
	<u>51 760</u>	<u>44 118</u>	<u>3 301</u>	<u>6 120</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Le Commissaire au lobbying					
Votés	5 920	3 591	1 103	1 227	
Permanents		76			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>5 920</u>	<u>3 666</u>	<u>1 103</u>	<u>1 227</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Votés					
Permanents	1 688	1 402	17	269	
Ne nécessitant pas de crédits		112			
	<u>1 688</u>	<u>1 514</u>	<u>17</u>	<u>269</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>115 034</u>	<u>103 743</u>	<u>5 676</u>	<u>8 683</u>	<u>-</u>
Votés	61 140	56 536	2 358	2 246	
Permanents	53 894	44 139	3 318	6 437	
Ne nécessitant pas de crédits		3 068			
Total	<u>115 034</u>	<u>103 743</u>	<u>5 676</u>	<u>8 683</u>	<u>-</u>
Dépenses	108 005	103 743		7 330	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	971		563	408	
Immobilisations en ressources informationnelles	6 058		5 113	945	
Total	<u>115 034</u>	<u>103 743</u>	<u>5 676</u>	<u>8 683</u>	<u>-</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
	PROGRAMME 1					
	Mission : Gouverne et justice					
1. Le Protecteur du citoyen	19 065	51	586	15 956	2 214	
Permanents(1)	446			398		
Amortissement des immobilisations						
Total	19 511	-	51	586	16 354	2 214

(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).

PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Le Vérificateur général						
1. Le Vérificateur général	36 155		32	585	29 515	5 259
Amortissement des immobilisations						
Amortissement d'un avantage incitatif						
Total	36 155	-	32	585	29 515	5 259

PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Administration du système électoral						
1. Gestion interne et soutien						
Permanents(1)	34 673		466	1 066	22 623	6 635
Amortissement des immobilisations						
2. Commission de la représentation électorale						
Permanents(1)	50				9	12
3. Activités électorales						
Permanents(1)	17 037			1 769	874	701
Amortissement des immobilisations						
Total	51 760	-	466	2 835	23 506	7 347

(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.

							257	
							48	
								701
-	-	-	-	-	-		305	701

L'objectif de ce programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer l'audit d'états financiers, l'audit de conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives et l'audit de performance, notamment celui se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1). Le champ de compétence du Vérificateur général s'étend aux organismes publics, aux organismes du gouvernement, aux réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi qu'aux bénéficiaires de subventions. Ce programme vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ses travaux à l'Assemblée nationale.

							763	
								469
								(69)
-	-	-	-	-	-		763	400

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.

							3 883	
								823
							29	
	11 486						2 207	
								956
-	11 486	-	-	-	-		6 120	1 779

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -			CRÉDITS UTILISÉS		
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 4						
Mission : Gouverne et justice						
Le Commissaire au lobbyisme						
1. Le Commissaire au lobbyisme	5 920		3	1 100	2 681	910
Amortissement des immobilisations						
Total	5 920	-	3	1 100	2 681	910

PROGRAMME 5						
Mission : Gouverne et justice						
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie						
1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie						
Permanents(1)	1 688		10	7	1 143	259
Amortissement des immobilisations						
Total	1 688	-	10	7	1 143	259

(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	61 140		87	2 271	48 152	8 384
Permanents	53 894		476	2 842	25 047	7 606
Amortissement des immobilisations						
Amortissement d'un avantage incitatif						
Total	115 034	-	563	5 113	73 199	15 990

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	73 199		73 199
Fonctionnement	15 990	3 068	19 058
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	11 486		11 486
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	100 675	3 068	103 743

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbying d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbying auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales, ainsi que de promouvoir la transparence, la légitimité et la saine pratique de ces activités afin de préserver le droit à l'information.

							1 227	
								76
-	-	-	-	-	-	1 227		76

Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie de mettre en œuvre le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale, les Règles déontologiques applicables aux membres du personnel des députés et des cabinets de l'Assemblée nationale et le Règlement concernant les règles déontologiques applicables aux membres du personnel d'un cabinet ministériel.

							269	
								112
-	-	-	-	-	-	269		112

	11 486						2 246 6 437	
								3 136 (69)
-	11 486	-	-	-	-	8 683		3 068

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Le Protecteur du citoyen				
Votés	18 405			
Permanents	446			
	18 851	-	-	
Programme 2 – Le Vérificateur général				
Votés	35 307			
Permanents				
	35 307	-	-	
Programme 3 – Administration du système électoral				
Votés				
Permanents	51 760			
	51 760	-	-	
Programme 4 – Le Commissaire au lobbyisme				
Votés	6 350			
Permanents				
	6 350	-	-	
Programme 5 – Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie				
Votés				
Permanents	1 686			
	1 686	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	60 062			
Permanents	53 892			
Total	113 953	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				660				19 065
								446
-	-	-		660		-		19 511
				848				36 155
-	-	-		848		-		36 155
								51 760
-	-	-		-		-		51 760
		(430)						5 920
-	-	(430)		-		-		5 920
		3						1 688
-	-	3		-		-		1 688
		(430)		1 508				61 140
		3						53 894
-	-	(427)		1 508		-		115 034

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 – Administration du système électoral			
Financement des partis politiques			
Remboursement des dépenses électorales – Transfert			
	11 563	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	11 563	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>Municipalités</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>Personnes</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
		11 486				11 486	11 105
							96
-	-	11 486	-	-	-	11 486	11 201
-	-	11 486	-	-	-	11 486	11 201

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Support		11 486	11 201
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>11 563</u>	<u>11 486</u>	<u>11 201</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	2021	2020
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	3 770	4 935
	3 770	4 935
Total des droits et permis	3 770	4 935
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Amortissement des contributions reportées liées aux immobilisations	963	963
Divers	19	37
	983	1 001
Intérêts		
Assainissement des eaux	100	199
Divers	13	40
	112	238
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	47	113
Subventions d'années antérieures	1 951	3 327
	1 999	3 440
Total des revenus divers	3 093	4 679
Total des revenus autonomes	6 863	9 614
Total des revenus	6 863	9 614

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Soutien aux activités ministérielles					
Votés	53 870	175 690	2 957 196		(3 079 016)
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 487			
	<u>53 879</u>	<u>179 186</u>	<u>2 957 196</u>	<u>-</u>	<u>(3 079 016)</u>
PROGRAMME 2					
Modernisation des infrastructures municipales					
Votés	403 313	403 313			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>403 313</u>	<u>403 313</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités					
Votés	1 870 066	1 779 066	91 000		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 870 066</u>	<u>1 779 066</u>	<u>91 000</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Développement des régions et des territoires					
Votés	252 318	252 318			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>252 318</u>	<u>252 318</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Promotion et développement de la région métropolitaine					
Votés	143 586	143 586			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>143 586</u>	<u>143 586</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Commission municipale du Québec					
Votés	10 827	8 998	3	1 826	
Permanents		59			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>10 827</u>	<u>9 057</u>	<u>3</u>	<u>1 826</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 7					
Habitation					
Votés	841 703	840 951	247	505	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		422			
	<u>841 703</u>	<u>841 373</u>	<u>247</u>	<u>505</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 575 692</u>	<u>3 607 899</u>	<u>3 048 446</u>	<u>2 331</u>	<u>(3 079 016)</u>
Votés	3 575 682	3 603 922	3 048 446	2 331	(3 079 016)
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 968			
Total	<u>3 575 692</u>	<u>3 607 899</u>	<u>3 048 446</u>	<u>2 331</u>	<u>(3 079 016)</u>
Dépenses	3 480 947	3 607 899		1 545	(124 529)
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	91 000		3 045 488		(2 954 488)
Immobilisations tangibles	305		69	236	
Immobilisations en ressources informationnelles	3 440		2 889	551	
Total	<u>3 575 692</u>	<u>3 607 899</u>	<u>3 048 446</u>	<u>2 331</u>	<u>(3 079 016)</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2021-2022.

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Soutien aux activités ministérielles						
Missions : Gouverne et justice, Économie et environnement						
1. Direction et administration	26 062	10	2 698	11 699	11 266	
Permanents(1)	10				10	
Amortissement des immobilisations						
2. Politiques et programmes	27 808			27 177	631	
3. Modification comptable – Paiements de transfert	2 954 488					
Total	53 879	2 954 488	10	2 698	38 877	
					11 906	

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2						
Modernisation des infrastructures municipales						
Mission : Économie et environnement						
1. Programmes en lien avec le Plan québécois des infrastructures	350 326				2 988	469
2. Autres programmes d'infrastructures municipales	52 987					
Total	403 313	-	-	-	2 988	469

PROGRAMME 3						
Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités						
Mission : Gouverne et justice						
1. Compensations tenant lieu de taxes	551 145					
2. Aide financière aux municipalités	1 032 910					
3. Mesures financières du partenariat fiscal	286 011	91 000 ⁽¹⁾				
Total	1 870 066	91 000	-	-	-	-

(1) Ce montant a été porté à la dette nette à la suite de la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert. Cette modification a également eu pour effet de diminuer de 91 000 k\$ les dépenses de transfert de l'année financière terminée le 31 mars 2021.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal et le développement régional ainsi que le traitement des divulgations d'actes répréhensibles à l'égard des municipalités. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

388								3 487
124 529							(3 079 016)	
-	124 917	-	-	-	-	(3 079 016)	3 487	

Ce programme permet de soutenir financièrement les municipalités pour maintenir, remplacer, améliorer ou construire des infrastructures de traitement d'eau potable, d'assainissement des eaux usées ou des infrastructures collectives.

346 869								
52 987								
-	399 856	-	-	-	-	-	-	

Ce programme englobe des mesures du Partenariat 2020-2024 : Pour des municipalités et des régions encore plus fortes. En outre, il vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux de même que sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

551 145								
1 032 910								
195 011								
-	1 779 066	-	-	-	-	-	-	

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4						
Mission : Économie et environnement						
Développement des régions et des territoires						
1. Soutien au développement des régions et à la ruralité	250 000					
2. Autres programmes d'aide financière aux territoires	2 318					
Total	252 318	-	-	-	-	-
PROGRAMME 5						
Mission : Économie et environnement						
Promotion et développement de la région métropolitaine						
1. Soutien à la région métropolitaine	143 586					
Total	143 586	-	-	-	-	-
PROGRAMME 6						
Mission : Gouverne et justice						
Commission municipale du Québec						
1. Commission municipale du Québec	10 827		3		7 666	1 332
Amortissement des immobilisations						
Total	10 827	-	3	-	7 666	1 332

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet de soutenir les organismes dans la réalisation de projets de développements alignés sur les priorités régionales ou qui contribuent à l'occupation et à la vitalité des territoires. Il offre également un soutien financier aux municipalités régionales de comté dans l'exercice de leur compétence pour favoriser le développement local et régional, incluant les efforts de vitalisation et de coopération intermunicipale. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement des régions et des territoires.

		250 000						
	2 318							
-	2 318	250 000	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la région métropolitaine de Montréal en assurant la cohérence des politiques et la coordination des actions gouvernementales sur ce territoire, en appuyant des initiatives et des projets structurants et en poursuivant des activités de concertation avec les principaux partenaires qui interviennent sur ce territoire.

	143 586							
-	143 586	-	-	-	-	-	-	-

En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec exerce des compétences de nature juridictionnelle ou administrative. Dans le cadre de ses fonctions juridictionnelles, elle rend des décisions exécutoires, dont des décisions concernant des demandes d'exemption de taxes municipales, des manquements en éthique et en déontologie municipales ou encore en arbitrages municipaux. En matière de compétences administratives, la Commission exerce des fonctions exécutives de contrôle, de surveillance, d'administration ou de conseil, dont des audits dans certaines municipalités et organismes municipaux, des enquêtes administratives sur les divulgations visant des élus municipaux, des administrations provisoires, des tutelles ou de l'accompagnement d'une municipalité.

						1 826		
							59	
-	-	-	-	-	-	1 826	59	

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 7		Habitation				
Mission : Économie et environnement						
1. Société d'habitation du Québec	810 977					
2. Régie du logement	28 876		56	190	21 807	6 317
Amortissement des immobilisations						
3. Régie du bâtiment du Québec	1 850					
Total	841 703	-	56	190	21 807	6 317

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	3 575 682	3 045 488	69	2 889	71 337	20 015
Permanents	10					10
Amortissement des immobilisations						
Total	3 575 692	3 045 488	69	2 889	71 337	20 025

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	71 337		71 337
Fonctionnement	20 025	3 968	23 992
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	3 262 570		3 262 570
Affectation à un fonds spécial	250 000		250 000
Service de la dette			
Total	3 603 931	3 968	3 607 899

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à répondre aux besoins en habitation des citoyens du Québec par une approche intégrée et durable. Il soutient le développement d'une offre de logements à loyer modique et abordable, la rénovation et la qualité du parc résidentiel québécois, les initiatives publiques et privées favorisant l'instauration et la consolidation de milieux de vie de qualité sur l'ensemble du territoire québécois. Ce programme vise également à soutenir les activités de la Régie du logement. En tant que tribunal spécialisé exerçant sa compétence en matière de louage résidentiel, celle-ci a principalement pour mission de décider des demandes dont elle est saisie, de favoriser la conciliation entre les locateurs et les locataires et de renseigner les citoyens quant aux droits et obligations découlant d'un bail de logement. La Régie veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements.

	810 977							
						505		
							422	
	1 850							
-	812 827	-	-	-	-	505	422	
	3 262 570	250 000				(3 076 685)		
							3 968	
-	3 262 570	250 000	-	-	-	(3 076 685)	3 968	

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles				
Votés	59 485			
Permanents	10			
	59 495	-	-	
Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales				
Votés	433 603			
Permanents				
	433 603	-	-	
Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités				
Votés	679 871			
Permanents				
	679 871	-	-	
Programme 4 – Développement des régions et des territoires				
Votés	254 657			
Permanents				
	254 657	-	-	
Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine				
Votés	42 233			
Permanents				
	42 233	-	-	
Programme 6 – Commission municipale du Québec				
Votés	12 031			
Permanents				
	12 031	-	-	
Programme 7 – Habitation				
Votés	833 067			
Permanents				
	833 067	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	2 314 947			
Permanents	10			
Total	2 314 957	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(5 616)				53 870
								10
-	-	-		(5 616)		-		53 879
				(30 289)				403 313
-	-	-		(30 289)		-		403 313
		800 000		390 194				1 870 066
-	-	800 000		390 194		-		1 870 066
				(2 339)				252 318
-	-	-		(2 339)		-		252 318
				101 353				143 586
-	-	-		101 353		-		143 586
				(1 203)				10 827
-	-	-		(1 203)		-		10 827
1 170				7 466				841 703
1 170	-	-		7 466		-		841 703
1 170		800 000		459 566				3 575 682
								10
1 170	-	800 000		459 566		-		3 575 692

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles			
Autres		6	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	388	6	-
Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales			
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées			
Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU)			
Infrastructures municipales en milieu nordique			
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales			
Programmes de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec			
Programmes des Fonds Chantiers Canada-Québec			
Programmes d'infrastructures Québec-Municipalités		455	
Programmes issus du Plan d'action économique du Canada		258	
Autres			
	399 856	714	-
Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées			
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation			
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux et des organisations internationales			
Mesures financières du partenariat fiscal			
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec			
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec			
Autres			
	1 779 066	-	-
Programme 4 – Développement des régions et des territoires			
Communautés rurales branchées		474	
Fonds d'appui au rayonnement des régions			
Villages branchés du Québec			
	2 318	474	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	Municipalités	Organismes à but non lucratif	Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Bénéficiaires non ventilés	Total 2021	Total 2020
	40	343				388	214
					124 529	124 529	93 554
-	40	343	-	-	124 529	124 917	93 768
	7 967	25				7 992	5 424
	95					95	
	15 334					15 334	11 646
	52 851	136				52 987	69 385
	77 107					77 107	67 025
2 630	56 428	3 447				62 505	61 401
3 713	120 349	7 746				132 263	131 601
277	48 161	788				49 484	49 599
	1 479	609				2 088	1 849
6 620	379 770	12 753	-	-	-	399 856	397 930
	291					291	371
	514 901					514 901	502 106
55	36 190					36 244	33 829
	195 011					195 011	176 059
							10 420
	1 703					1 703	1 668
	1 027 120	3 572	224			1 030 916	95 747
55	1 775 216	3 572	224	-	-	1 779 066	820 200
	284					758	3 006
	1 560					1 560	65 111
-	1 844	-	-	-	-	2 318	1 171
							69 287

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine			
Entente-cadre pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole			
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole			
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal			
Soutien à la réalisation de projets pilotes relatifs à l'utilisation de véhicules autonomes électriques			
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal			
Autres			
	143 586	-	-
Programme 7 – Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat			
Aide au logement social, communautaire et abordable		379	
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation		503	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec			
Lutte contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction			
	812 827	883	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	3 138 041	2 076	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
	97 722					97 722	181 705
	2 035	13 875				15 910	18 260
							50 000
							4 000
	24 389					24 389	23 803
	175	5 390				5 565	160 896
-	124 321	19 265	-	-	-	143 586	438 665
	12 456	294	101 619			114 369	90 050
	210 860	171 236	268 095			650 571	518 114
		201				704	542
				45 334		45 334	36 657
				1 850		1 850	1 153
-	223 317	171 730	369 714	47 184	-	812 827	646 515
6 674	2 504 506	207 663	369 938	47 184	124 529	3 262 570	2 466 365

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		37 464	29 347
Fonctionnement		9 720	8 463
Capital		677 356	808 331
Intérêt		121 180	132 845
Support		2 416 850	1 487 380
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 138 041</u>	<u>3 262 570</u>	<u>2 466 365</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Support		250 000	115 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>250 000</u>	<u>250 000</u>	<u>115 000</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	2021	2020
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	63	118
	63	118
Autres		
Études de dossiers	899	943
Demande d'autorisation – Zone agricole	412	419
Commercialisation des grains	268	255
Mise en marché	108	108
Abattoir et atelier	302	283
Acte déclaratoire – CPTAQ	120	134
Pêche commerciale	57	77
Préparation ou mise en conserve du poisson	86	108
Restauration et ventes au détail d'aliments	13 413	14 284
Propriétaire ou gardien de chats ou chiens	103	108
Divers	79	82
	15 846	16 801
Total des droits et permis	15 910	16 919
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Cours	49	53
Location de terrains et bâtisses	143	206
Location de services de personnel	75	53
Eau	92	91
Cale de halage	71	101
Animaux	9	58
Cotisations – Surveillance de l'utilisation du lait	577	332
Autres aides à l'agriculteur	47	76
Analyse en laboratoire	1 149	1 549
Divers	102	128
	2 314	2 646
Intérêts		
Divers	23	39
	23	39
Amendes et confiscations		
Divers	5	-
	5	-

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	2021	2020
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	683	184
Subventions d'années antérieures	3 372	1 277
Divers	11	15
	4 066	1 475
Total des revenus divers	6 407	4 161
Total des revenus autonomes	22 317	21 079
Total des revenus	22 317	21 079

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Votés	663 052	649 339	13 713		
Permanents	234	234			
Ne nécessitant pas de crédits		11 378			
	<u>663 287</u>	<u>660 952</u>	<u>13 713</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Organismes d'État					
Votés	403 070	402 916	154		
Permanents	1	1			
Ne nécessitant pas de crédits		261			
	<u>403 071</u>	<u>403 178</u>	<u>154</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 066 358</u>	<u>1 064 130</u>	<u>13 868</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Votés	1 066 123	1 052 255	13 868		
Permanents	235	235			
Ne nécessitant pas de crédits		11 640			
Total	<u>1 066 358</u>	<u>1 064 130</u>	<u>13 868</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 052 490	1 064 130			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 244		1 244		
Immobilisations tangibles	6 231		6 231		
Immobilisations en ressources informationnelles	6 393		6 393		
Total	<u>1 066 358</u>	<u>1 064 130</u>	<u>13 868</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement	Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
1. Direction et administration	72 308		5 226	6 239	28 669	32 174
Permanents(1)	13					13
Permanents(2)	222					
Amortissement des immobilisations						
2. Développement régional et développement durable	145 559		118		30 083	1 779
Variation à la baisse de provisions						
3. Transformation alimentaire et politiques bioalimentaires	118 147				10 988	1 115
4. Pêches et aquaculture commerciales	16 761		17		4 680	506
5. Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	194 739				774	129
6. Formation bioalimentaire	47 445		163		18 811	1 646
7. Santé animale et inspection des aliments	66 849		706		30 587	14 977
8. Modification comptable – Paiements de transfert	1 244	1 244				
Variation à la baisse de la dépense						
Total	663 287	1 244	6 231	6 239	124 593	52 339

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 2
Mission : Économie et environnement

Organismes d'État

1.	La Financière agricole du Québec	388 243					
2.	Commission de protection du territoire agricole du Québec	10 073			131	8 316	1 627
	Amortissement des immobilisations						
3.	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 755			24	3 994	738
	Amortissement des immobilisations						
Total		403 071	-	-	154	12 309	2 364

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objet le développement d'un secteur bioalimentaire prospère, durable et dynamique à l'écoute des consommateurs par le soutien aux entreprises de la production agricole, des pêches, de l'aquaculture, de la transformation et de la commercialisation des produits bioalimentaires. Il vise également à former des personnes compétentes en agroalimentaire et à assurer la sécurité des aliments.

222								11 720
	113 579							(140)
	106 044							
1 050	10 508							
	193 836							
	26 824							
	20 579							
								(202)
1 271	471 370	-	-	-	-	-	-	11 378

Ce programme vise à favoriser une gestion responsable des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles, de la pêche et alimentaires et de préserver la vocation agricole des sols arables.

	388 243							223
								38
1	388 243	-	-	-	-	-	-	261

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	1 066 123	1 244	6 231	6 393	136 902	54 691
Permanents	235					13
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de la dépense						
Variation à la baisse de provisions						
Total	1 066 358	1 244	6 231	6 393	136 902	54 703

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	136 902		136 902
Fonctionnement	54 703	11 981	66 685
Créances douteuses et autres provisions	1 272	(140)	1 132
Transfert	859 612	(202)	859 411
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	1 052 490	11 640	1 064 130

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
1 050 222	859 612							11 981 (202) ⁽¹⁾ (140)
1 272	859 612	-	-		-	-	-	11 640

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments				
Votés	564 116			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>564 125</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Organismes d'État				
Votés	437 168			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>437 168</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 001 284			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>1 001 294</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
8 562				90 374				663 052
						225		234
<u>8 562</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>90 374</u>		<u>225</u>		<u>663 287</u>
1 413				(35 511)				403 070
						1		1
<u>1 413</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(35 511)</u>		<u>1</u>		<u>403 071</u>
9 975				54 863				1 066 123
						225		235
<u>9 975</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>54 863</u>		<u>225</u>		<u>1 066 358</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique		18 016	
Amélioration de la santé animale		15 232	
Appui à la formation		240	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles		9 171	
Appui au développement en région		52 698	
Appui au secteur de la transformation		28 159	587
Prime-Vert		16 767	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles		193 799	30
Autres		408	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	<u>471 370</u>	<u>334 488</u>	<u>617</u>
Programme 2 – Organismes d'État			
La Financière agricole du Québec		346 254	
	<u>388 243</u>	<u>346 254</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>859 612</u>	<u>680 742</u>	<u>617</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 202 k\$ liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
2 887		21 036		87		42 026	20 349
1 222						16 454	14 796
5 022		24 764				30 027	6 457
129	235	974				10 508	13 002
649	2 397	35 640				91 385	79 387
272		32 319		1 688		63 023	34 254
611		5 228				22 606	22 775
		3		3		193 836	220 788
621	23	454				1 506	479
					(202)	(202)	(195)
<u>11 413</u>	<u>2 655</u>	<u>120 418</u>	<u>-</u>	<u>1 778</u>	<u>(202)</u>	471 168 ⁽¹⁾	412 093
				41 989		388 243	402 798
-	-	-	-	41 989	-	388 243	402 798
<u>11 413</u>	<u>2 655</u>	<u>120 418</u>	<u>-</u>	<u>43 766</u>	<u>(202)</u>	<u>859 411</u> ⁽¹⁾	<u>814 891</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		34 950	34 983
Fonctionnement		7 038	7 061
Capital		59 673	64 347
Intérêt		106	48
Support		757 643	708 451
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>859 612</u>	<u>859 411</u> ⁽¹⁾	<u>814 891</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 202 k\$ liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	<u>18</u>	<u>18</u>
	<u>18</u>	<u>18</u>
Intérêts		
Divers	<u>(3)</u>	<u>2</u>
	<u>(3)</u>	<u>2</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>277</u>	<u>315</u>
	<u>277</u>	<u>315</u>
Autres		
Opération de restructuration	<u>-</u>	<u>164</u>
	<u>-</u>	<u>164</u>
Total des revenus divers	<u>292</u>	<u>500</u>
Total des revenus autonomes	<u>292</u>	<u>500</u>
Total des revenus	<u>292</u>	<u>500</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Soutien au Conseil du trésor					
Votés	92 212	86 988	2 165	3 059	
Permanents	19	18		1	
Ne nécessitant pas de crédits		2 415			
	<u>92 231</u>	<u>89 422</u>	<u>2 165</u>	<u>3 059</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux fonctions gouvernementales					
Votés	680 441	670 432	1 602	8 407	
Permanents	10 940	4 114	6 040	786	
Ne nécessitant pas de crédits		(72 380)			
	<u>691 382</u>	<u>602 166</u>	<u>7 643</u>	<u>9 192</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Votés	5 561	4 561	136	864	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		31			
	<u>5 561</u>	<u>4 592</u>	<u>136</u>	<u>864</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Votés	4 000	2 312		1 688	
Permanents	444 799	436 617		8 181	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>448 799</u>	<u>438 929</u>	<u>-</u>	<u>9 869</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Votés					
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 237 973</u>	<u>1 135 110</u>	<u>9 944</u>	<u>22 985</u>	<u>-</u>
Votés	782 214	764 293	3 904	14 017	
Permanents	455 758	440 750	6 040	8 968	
Ne nécessitant pas de crédits		(69 934)			
Total	<u>1 237 973</u>	<u>1 135 110</u>	<u>9 944</u>	<u>22 985</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 222 509	1 135 110		17 466	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	7 768		7 643	125	
Immobilisations tangibles	1 150		704	446	
Immobilisations en ressources informationnelles	6 546		1 598	4 948	
Total	<u>1 237 973</u>	<u>1 135 110</u>	<u>9 944</u>	<u>22 985</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		Soutien au Conseil du trésor				
1. Direction et administration	38 696	704	1 415	20 778	12 430	
Permanents(1)	19				18	
Amortissement des immobilisations						
2. Gouvernance en gestion des ressources humaines	21 759			18 113	3 646	
3. Gouvernance en gestion des ressources budgétaires et d'infrastructures	13 893			13 456	436	
4. Gouvernance en gestion des ressources informationnelles	13 259		46	11 332	1 777	
Amortissement des immobilisations						
5. Gouvernance en gestion des marchés publics	4 605			4 594	11	
Total	92 231	-	704	1 461	68 274	18 319
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>					<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>	
Créances douteuses et autres provisions	<u>Transfert</u>	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme assure le financement de la prestation de services du personnel du Secrétariat du Conseil du trésor, laquelle a pour objet le soutien au Conseil du trésor, l'élaboration d'avis à l'intention du gouvernement et l'appui à la direction de l'administration gouvernementale en matière de gestion et d'utilisation des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles.								
414							2 955	
							1	2 413
							104	
								2
-	414	-	-	-	-	3 059	2 415	

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
1. Financement des services gouvernementaux	156 797	1 602 ⁽³⁾		2 703	150 292	
Opération de restructuration						
2. Financement de l'Autorité des marchés publics	16 750					
3. Financement des activités gouvernementales de recherche, d'examen ou d'enquête	1 305				1 305	
Permanents(1)	4 900			3 619	496	
4. Financement des conditions de travail	467 568			467 568		
5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100					
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de la stratégie de transformation numérique gouvernementale	8 307					
7. Infrastructures technologiques Québec	11 326			9 956	1 370	
Permanents(2)	6 040	6 040 ⁽³⁾				
Amortissement des immobilisations						
Opération de restructuration						
8. Passif au titre des sites contaminés	18 289					
Variation à la baisse de provisions						
Total	691 382	7 643	-	-	483 845	153 462

(1) Loi sur les commissions d'enquête (RLRQ, chapitre C-37).

(2) Loi sur Infrastructures technologiques Québec (RLRQ, chapitre I-8.4).

(3) Ce montant représente les engagements financiers provenant d'une opération de restructuration.

PROGRAMME 3
Mission : Gouverne et justice

Commission de la fonction publique

1. Commission de la fonction publique Amortissement des immobilisations	5 561			136	3 710	851
Total	5 561	-	-	136	3 710	851

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme contribue au financement des obligations et des services nécessaires au fonctionnement de l'appareil gouvernemental.

								2 200
								19 641
								16 750
							786	
							100	
							8 307	
								11
								5 515
		18 289						
								(97 548)
-	18 950	18 289	-	-	-	9 192		(72 380)

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission de la fonction publique afin de lui permettre de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la Loi sur la fonction publique (RLRQ, chapitre F-3.1.1), de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis, d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et, si elle le juge utile, de faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

							864	
								31
-	-	-	-	-	-	864		31

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 4 Régimes de retraite et d'assurances						
Mission : Gouverne et justice						
1. Régime de retraite des fonctionnaires						
Permanents(1)	22 871			22 739		
2. Régime de retraite de certains enseignants						
Permanents(2)	22 294					
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics						
Permanents(3)	165 480			165 480 ⁽⁹⁾		
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	4 000			632		
Permanents(4)	12			12		
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels						
Permanents(5)	22 732			21 587		
6. Régime de retraite des juges						
Permanents(6)	31 807			24 902		
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec						
Permanents(7)	70 119			70 119		
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement						
Permanents(8)	109 486			109 486		
Total	448 799	-	-	-	414 956	-

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).

(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, c. 6).

(5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).

(6) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(7) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

(8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(9) Cette somme inclut des dépenses de 10 129 k\$ relatives au Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ).

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>					<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>	
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
							132	
	22 294							
							1 688	
	1 680							
							1 144	
							6 905	
<u>-</u>	<u>23 974</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>-</u>	<u>-</u>	<u>9 869</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -			CRÉDITS UTILISÉS		
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice	Fonds de suppléance					
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes						
2. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier						
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des besoins en investissements						
Total	-	-	-	-	-	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	782 214	1 602	704	1 598	552 842	172 118
Permanents	455 758	6 040			417 942	514
Amortissement des immobilisations						
Opération de restructuration						
Variation à la baisse de provisions						
Total	1 237 973	7 643	704	1 598	970 784	172 633

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	970 784		970 784
Fonctionnement	172 633	(35 503)	137 130
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	43 337	(34 431)	8 906
Affectation à un fonds spécial	18 289		18 289
Service de la dette			
Total	1 205 043	(69 934)	1 135 110

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux ainsi qu'à certaines mesures qui sont annoncées au Budget 2020-2021.

-	-	-	-	-	-	-	-
	21 044	18 289				14 017	
	22 294					8 968	
							2 458
							25 156
							(97 548)
-	43 337	18 289	-	-	-	22 985	(69 934)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor				
Votés	102 898			
Permanents	<u>19</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>102 917</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales				
Votés	244 297			
Permanents	<u>4 900</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>249 197</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 – Commission de la fonction publique				
Votés	5 911			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>5 911</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances				
Votés	4 445			
Permanents	<u>399 386</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>403 830</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 – Fonds de suppléance				
Votés	2 109 396			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>2 109 396</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	2 466 947			
Permanents	<u>404 305</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>2 871 252</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(10 686)				92 212
								19
-	-	-		(10 686)		-		92 231
				436 144				680 441
						6 040		10 940
-	-	-		436 144		6 040		691 382
				(350)				5 561
-	-	-		(350)		-		5 561
				(444)				4 000
						45 413		444 799
-	-	-		(444)		45 413		448 799
		2 346 300		(4 455 696)				
-	-	2 346 300		(4 455 696)		-		-
		2 346 300		(4 031 032)		51 454		782 214
-	-	2 346 300		(4 031 032)		51 454		455 758
								1 237 973

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor			
Autres		31	
	445	31	-
Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales			
Autorité des marchés publics			568
Financement du passif au titre des sites contaminés			
Autres		1 200	
	18 950	1 200	568
Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics			1 110
Régime de retraite de certains enseignants			
	25 225	-	1 110
TOTAL DU PORTEFEUILLE	44 619	1 231	1 678

(1) Ce montant inclut une somme de 34 431 k\$ pour des dépenses liées à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable aux organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, qui n'ont pas d'incidence sur les crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
1	15	368				414	165
1	15	368	-	-	-	414	165
				16 750		16 750	15 200
(34 999)				1 000		(34 431)	47 236
						2 200	2 000
(34 999)	-	-	-	17 750	-	(15 481) ⁽¹⁾	64 436
570						1 680	1 660
22 294						22 294	21 712
22 863	-	-	-	-	-	23 974	23 372
(12 135)	15	368	-	17 750	-	8 906 ⁽¹⁾	87 974

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		23 974	23 372
Fonctionnement		(34 431)	47 236
Support		19 364	17 365
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>44 619</u>	<u>8 906</u> ⁽¹⁾	<u>87 974</u>

(1) Ce montant inclut une somme de 34 431 k\$ pour des dépenses liées à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable aux organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, qui n'ont pas d'incidence sur les crédits.

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Fonctionnement		18 289	9 711
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>18 289</u>	<u>18 289</u>	<u>9 711</u>

CONSEIL EXÉCUTIF**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	<u> </u>	<u>2</u>
	<u>-</u>	<u>2</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	149	15
Subventions d'années antérieures	<u>1 290</u>	<u>879</u>
	<u>1 439</u>	<u>893</u>
Total des revenus divers	<u>1 439</u>	<u>895</u>
Total des revenus autonomes	<u>1 439</u>	<u>895</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Accord Québec - Canada - Internet haute vitesse	<u>330 000</u>	<u> </u>
	<u>330 000</u>	<u>-</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>330 000</u>	<u>-</u>
Total des revenus	<u>331 439</u>	<u>895</u>

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Votés	758	713		45	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>758</u>	<u>713</u>	<u>-</u>	<u>45</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Votés	778 993	778 097	35 474	1	(34 579)
Permanents	2 021	2 021			
Ne nécessitant pas de crédits		(6 032)			
	<u>781 014</u>	<u>774 086</u>	<u>35 474</u>	<u>1</u>	<u>(34 579)</u>
PROGRAMME 3					
Relations canadiennes					
Votés	14 499	13 873	3	623	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>14 499</u>	<u>13 873</u>	<u>3</u>	<u>623</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Affaires autochtones					
Votés	326 403	293 063		33 340	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		(39)			
	<u>326 413</u>	<u>293 034</u>	<u>-</u>	<u>33 340</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Jeunesse					
Votés	53 553	52 988		564	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>53 553</u>	<u>52 988</u>	<u>-</u>	<u>564</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques					
Votés	10 464	10 006	18	441	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		138			
	<u>10 464</u>	<u>10 144</u>	<u>18</u>	<u>441</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 7					
Relations avec les Québécois d'expression anglaise					
Votés	9 903	9 903			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>9 903</u>	<u>9 903</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 196 602</u>	<u>1 154 741</u>	<u>35 495</u>	<u>35 014</u>	<u>(34 579)</u>
Votés	1 194 571	1 158 642	35 495	35 014	(34 579)
Permanents	2 031	2 031			
Ne nécessitant pas de crédits		(5 931)			
Total	<u>1 196 602</u>	<u>1 154 741</u>	<u>35 495</u>	<u>35 014</u>	<u>(34 579)</u>
Dépenses	1 195 617	1 154 741		34 944	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1		34 579		(34 579)
Immobilisations tangibles	144		82	62	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>841</u>		<u>834</u>	<u>7</u>	
Total	<u>1 196 602</u>	<u>1 154 741</u>	<u>35 495</u>	<u>35 014</u>	<u>(34 579)</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2021-2022.

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice						
	Cabinet du lieutenant-gouverneur					
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	758			701		12
Total	758	-	-	701		12
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice						
	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
1. Cabinet du premier ministre	5 867			4 182		552
Permanents(1)	17					17
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	13 889			10 950		2 939
3. Direction générale de la gouvernance et de l'administration	686 638	79	816	18 537		7 186
Amortissement des immobilisations						
4. Indemnités de l'exécutif						
Permanents(1)	2 004			2 004		
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	72 599			53 797		18 802
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales						
7. Modification comptable – Paiements de transfert		34 579				
Variation à la baisse de la dépense						
Total	781 014	34 579	79	816	89 470	29 496

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

						45	
-	-	-	-	-	-	45	-

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

1 132

660 020

641

						(34 579)	
-	661 152	-	-	-	-	(34 578)	(6 673)

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Relations canadiennes						
1. Cabinet de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne	293				124	20
2. Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	11 602		3		4 455	1 214
3. Représentation du Québec au Canada	2 603				1 433	866
Total	14 499	-	3	-	6 012	2 101
PROGRAMME 4						
Mission : Gouverne et justice						
Affaires autochtones						
1. Cabinet de la ministre responsable des Affaires autochtones	1 131				768	172
Permanents(1)	10					10
2. Secrétariat aux affaires autochtones	325 271				4 175	1 481
Variation à la baisse de provisions						
Total	326 413	-	-	-	4 942	1 663
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre la défense et la promotion des compétences et des intérêts du Québec dans ses relations avec les autres gouvernements au Canada.

	46						103	
	5 714						216	
							304	
-	5 760	-	-	-	-	-	623	-

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

	110						82	
	286 358				17 319		15 939	
								(39)
-	286 468	-	-	17 319	-	16 021		(39)

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5						
Mission : Gouverne et justice						
Jeunesse						
1. Secrétariat à la jeunesse	53 553				1 860	281
Total	53 553	-	-	-	1 860	281
PROGRAMME 6						
Mission : Gouverne et justice						
Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques						
1. Cabinet de la ministre de la Justice Volet accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques	333				165	12
2. Commission d'accès à l'information Amortissement des immobilisations	7 998			18	6 424	1 285
3. Réforme des institutions démocratiques	1 393				1 069	323
4. Accès à l'information et protection des renseignements personnels	741				609	100
Total	10 464	-	-	18	8 268	1 721
PROGRAMME 7						
Mission : Gouverne et justice						
Relations avec les Québécois d'expression anglaise						
1. Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise	9 903				737	219
Total	9 903	-	-	-	737	219

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.

	50 848			410		154	
-	50 848	-	-	410	-	154	-

Ce programme vise à améliorer l'efficacité de nos institutions démocratiques et plus particulièrement de notre cadre électoral, à élaborer les orientations gouvernementales, en matière de transparence des institutions, à modifier et bonifier à cet effet les lois et règlements relatifs à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels de même qu'à promouvoir et assurer l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. Finalement, d'assurer un rôle-conseil pour le gouvernement en ces matières.

	17					139	
						271	138
						31	
-	17	-	-	-	-	441	138

Ce programme vise à offrir une structure administrative formelle pour assurer le lien entre les organismes gouvernementaux et les communautés québécoises d'expression anglaise et pour s'assurer de la prise en compte de leurs préoccupations dans les orientations et les décisions gouvernementales ainsi qu'en matière d'accès aux programmes gouvernementaux. Il assure un rôle-conseil auprès du gouvernement, des ministères et organismes en matière de relations avec les Québécois d'expression anglaise. Finalement, il assure l'interaction avec le gouvernement fédéral sur les enjeux, ententes, programmes ou politiques pouvant avoir une incidence sur les Québécois d'expression anglaise.

	8 947						
-	8 947	-	-	-	-	-	-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	1 194 571	34 579	82	834	109 986	35 465
Permanents	2 031				2 004	27
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de la dépense						
Variation à la baisse de provisions						
Total	1 196 602	34 579	82	834	111 989	35 492

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	111 989		111 989
Fonctionnement	35 492	780	36 272
Créances douteuses et autres provisions		(39)	(39)
Transfert	1 013 191	(6 673)	1 006 518
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	1 160 673	(5 931)	1 154 741

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	1 013 191				17 729		(17 294)	
								780
								(6 673) ⁽¹⁾
								(39)
-	1 013 191	-	-		17 729	-	(17 294)	(5 931)

CONSEIL EXÉCUTIF

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Cabinet du lieutenant-gouverneur				
Votés	758			
Permanents				
	758	-	-	
Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif				
Votés	100 940			
Permanents	1 895			
	102 834	-	-	
Programme 3 – Relations canadiennes				
Votés	15 865			
Permanents				
	15 865	-	-	
Programme 4 – Affaires autochtones				
Votés	337 604			
Permanents	10			
	337 613	-	-	
Programme 5 – Jeunesse				
Votés	53 641			
Permanents				
	53 641	-	-	
Programme 6 – Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques				
Votés	10 178			
Permanents				
	10 178	-	-	
Programme 7 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise				
Votés	6 520			
Permanents				
	6 520	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	525 505			
Permanents	1 904			
Total	527 409	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								758
-	-	-		-		-		758
		660 020		18 033		126		778 993
								2 021
-	-	660 020		18 033		126		781 014
				(1 366)				14 499
-	-	-		(1 366)		-		14 499
				(11 201)		1		326 403
-	-	-		(11 201)		1		10
				(88)				53 553
-	-	-		(88)		-		53 553
				286				10 464
-	-	-		286		-		10 464
				3 382				9 903
-	-	-		3 382		-		9 903
		660 020		9 046		127		1 194 571
-	-							2 031
-	-	660 020		9 046		127		1 196 602

CONSEIL EXÉCUTIF
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Québec haut débit		660 020	
Autres		15	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	661 152	660 034	-
Programme 3 – Relations canadiennes			
Appui à la francophonie canadienne			
Appui aux relations canadiennes			
Centre de la francophonie des Amériques			
Soutien à la recherche			
Autres			
	5 858	-	-
Programme 4 – Affaires autochtones			
Entente avec la nation naskapie			
Entente avec les Inuits (Sanarrutik)			
Entente sur la gouvernance crie (Eeyou Istchee)			
Ententes avec la nation crie		6 612	
Financement du coût de la vie au Nunavik			
Financement global de l'Administration régionale Kativik			
Financement global des villages nordiques			
Fonds de développement pour les autochtones		77	
Fonds d'initiatives autochtones		2 330	
Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits			
Projets ponctuels autochtones		48	2
Autres			
	318 086	9 067	2
Programme 5 – Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse			
	51 263	-	-
Programme 6 – Accès à l'information et réforme des institutions démocratiques			
Autres			
	110	-	-
Programme 7 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise			
Programme d'appui aux organismes et institutions desservant les communautés d'expression anglaise			1 470
Autres			
	8 947	-	1 470
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 045 418	669 101	1 472

(1) Ces dépenses incluent une somme de 6 673 k\$ liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
						660 020	
11	18	1 089				1 132	452
					(6 673)	(6 673)	(1 849)
<u>11</u>	<u>18</u>	<u>1 089</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(6 673)</u>	654 479 ⁽¹⁾	<u>(1 398)</u>
102		2 252				2 354	1 267
58		222				281	432
				2 384		2 384	2 386
696						696	1 644
2		44				46	54
<u>858</u>	<u>-</u>	<u>2 518</u>	<u>-</u>	<u>2 384</u>	<u>-</u>	5 760	<u>5 783</u>
	2 374					2 374	2 356
	8 522	17 228				25 750	23 658
	5 000					5 000	5 000
	99 070					105 683	155 175
	17 200					17 200	15 700
	83 021					83 021	79 927
	19 799					19 799	19 652
	438					516	825
40	10 639	10 003	78			23 090	29 306
		742				742	743
5	71	3 057				3 182	16 065
3	1	106				110	479
<u>48</u>	<u>246 136</u>	<u>31 137</u>	<u>78</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	286 468	<u>348 885</u>
1 274	480	49 045	19	30		50 848	53 690
<u>1 274</u>	<u>480</u>	<u>49 045</u>	<u>19</u>	<u>30</u>	<u>-</u>	50 848	<u>53 690</u>
		17				17	54
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>17</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	17	<u>54</u>
1 094	199	5 924		90		8 776	4 366
	135	36				171	9
1 094	334	5 960	-	90	-	8 947	4 374
<u>3 283</u>	<u>246 968</u>	<u>89 766</u>	<u>97</u>	<u>2 504</u>	<u>(6 673)</u>	1 006 518 ⁽¹⁾	<u>411 389</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Fonctionnement		2 384	2 386
Capital		4 730	17 447
Intérêt		2 033	1 699
Support		<u>997 372</u>	<u>389 857</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 045 418</u>	<u>1 006 518</u> ⁽¹⁾	<u>411 389</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 6 673 k\$ liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

CULTURE ET COMMUNICATIONS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Droits et permis		
Autres		
Examens de films et de demandes de permis	487	654
Présentation de films en public	<u>147</u>	<u>631</u>
	634	1 285
Total des droits et permis	<u>634</u>	<u>1 285</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel vidéo	1 410	2 128
Location de locaux	338	1 327
Divers	<u> </u>	<u>3</u>
	1 748	3 457
Amendes et confiscations		
Divers	<u>1</u>	<u> </u>
	1	-
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	391	400
Subventions d'années antérieures	<u>1 019</u>	<u>93</u>
	1 410	492
Total des revenus divers	<u>3 159</u>	<u>3 950</u>
Total des revenus autonomes	<u>3 793</u>	<u>5 235</u>
Total des revenus	<u><u>3 793</u></u>	<u><u>5 235</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Direction, administration et soutien à la mission					
Votés	61 767	52 898	1 276 505		(1 267 637)
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		(28 503)			
	<u>61 777</u>	<u>24 405</u>	<u>1 276 505</u>	<u>-</u>	<u>(1 267 637)</u>
PROGRAMME 2					
Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine					
Votés	1 088 051	1 088 051			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 088 051</u>	<u>1 088 051</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 149 828</u>	<u>1 112 456</u>	<u>1 276 505</u>	<u>-</u>	<u>(1 267 637)</u>
Votés	1 149 818	1 140 949	1 276 505		(1 267 637)
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		(28 503)			
Total	<u>1 149 828</u>	<u>1 112 456</u>	<u>1 276 505</u>	<u>-</u>	<u>(1 267 637)</u>
Dépenses	1 140 959	1 112 456			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	6 746		1 274 383		(1 267 637)
Immobilisations tangibles	172		172		
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>1 951</u>		<u>1 951</u>		
Total	<u>1 149 828</u>	<u>1 112 456</u>	<u>1 276 505</u>	<u>-</u>	<u>(1 267 637)</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2021-2022.

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 1 Missions : Éducation et culture, service de la dette	Direction, administration et soutien à la mission					
1. Direction et administration	29 922		106	1 951	10 406	14 307
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
2. Soutien à la mission	24 610		66		20 070	4 474
Amortissement des immobilisations						
3. Conseil du patrimoine culturel du Québec	490				364	125
4. Modification comptable – Paiements de transfert	6 746	1 274 383				
Variation à la baisse de la dépense						
Total	61 777	1 274 383	172	1 951	30 840	18 916

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2
Mission : Éducation et culture

Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine

1. Actions en matière de développement culturel, de communications et de patrimoine	255 092
2. Musées nationaux	80 045
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	43 852
4. Société de développement des entreprises culturelles	312 821

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion et au classement des films présentés au Québec par des distributeurs qui en détiennent les droits et à faire connaître ce classement au public. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action du Conseil du patrimoine culturel du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.								
3 151								
								5 180
								25
								50
							(1 267 637)	
								(33 758)
-	-	-	3 151		-	-	(1 267 637)	(28 503)

255 092

CULTURE ET COMMUNICATIONS
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2 (suite) Mission : Éducation et culture		Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine				
5. Société de télédiffusion du Québec	77 761					
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	211 921					
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	76 225					
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	30 334					
Total	1 088 051	-	-	-	-	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 149 818	1 274 383	172	1 951	30 840	18 907
Permanents	10					10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
Variation à la baisse de la dépense						
Total	1 149 828	1 274 383	172	1 951	30 840	18 916

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	30 840		30 840
Fonctionnement	18 916	5 256	24 172
Créances douteuses et autres provisions	174		174
Transfert	1 087 877	(33 758)	1 054 119
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette	3 151		3 151
Total	1 140 959	(28 503)	1 112 456

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoire

	77 761						
	211 921						
	76 225						
	30 334						
174	1 087 877	-	-	-	-	-	-
174	1 087 877		3 151			(1 267 637)	
							5 230
							25
							(33 758) ⁽¹⁾
174	1 087 877	-	3 151	-	-	(1 267 637)	(28 503)

CULTURE ET COMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission				
Votés	65 919			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>65 928</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine				
Votés	796 536			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>796 536</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	862 454			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>862 464</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(4 152)				61 767
								10
-	-	-		(4 152)		-		61 777
		173 064		118 452				1 088 051
-	-	173 064		118 452		-		1 088 051
		173 064		114 300				1 149 818
								10
-	-	173 064		114 300		-		1 149 828

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	-	-	-
Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine			
Aide au fonctionnement			
Aide aux immobilisations			
Aide aux initiatives de partenariat			
Aide aux projets		6 418	
Autres interventions particulières en culture et en communications		3 070	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec – fonctionnement			
Bibliothèque et Archives nationales du Québec – programmes d'aide			
Conseil des arts et des lettres du Québec – fonctionnement			
Conseil des arts et des lettres du Québec – programmes d'aide			
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec			
Musée d'Art contemporain de Montréal			
Musée de la Civilisation			
Musée des beaux-arts de Montréal			
Musée national des beaux-arts du Québec			
Société de développement des entreprises culturelles – fonctionnement			
Société de développement des entreprises culturelles – programmes d'aide		261 144	
Société de la Place des Arts de Montréal			
Société de télédiffusion du Québec			
Société du Grand Théâtre de Québec			
	1 087 877	270 633	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 087 877	270 633	-

(1) Ces dépenses incluent une somme de 33 758 k\$ liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	+	Bénéficiaires non ventilés	=	Total 2021	Total 2020
										(33 758)		(33 758)	(5 446)
-		-		-		-		-		(33 758)		(33 758) ⁽¹⁾	(5 446)
2 984		20		47 709								50 713	68 641
1 562		48 700		66 325				3 354				119 940	116 040
		12 773		684								13 457	12 875
508		907		17 296		466						25 594	15 925
87		191		38 744		245		3 051				45 388	26 720
								74 850				74 850	70 723
				1 374								1 374	1 374
								8 087				8 087	7 506
				184 226		19 609						203 835	161 116
								30 334				30 334	30 266
								10 846				10 846	10 657
								29 311				29 311	27 438
				14 316				1 031				15 347	15 183
								24 540				24 540	24 770
								11 686				11 686	8 967
				37 981		241		1 595				300 961	68 168
								31 709				31 709	19 745
								77 761				77 761	71 512
								12 144				12 144	6 687
5 140		62 590		408 655		20 560		320 299		-		1 087 877	764 313
5 140		62 590		408 655		20 560		320 299		(33 758)		1 054 119 ⁽¹⁾	758 867

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		89 352	88 686
Fonctionnement		148 698	116 083
Capital		119 048	142 396
Intérêt		40 769	41 658
Support		656 251	370 044
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 087 877</u>	<u>1 054 119</u> ⁽¹⁾	<u>758 867</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 33 758 k\$ liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

ÉCONOMIE ET INNOVATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Droits et permis		
Autres		
Rembourrage	2 761	2 929
Visa – Crédit d'impôt pour le design	126	124
Divers	<u>25</u>	<u>37</u>
	2 913	3 090
Total des droits et permis	<u>2 913</u>	<u>3 090</u>
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	184	67
Subventions d'années antérieures	29 078	15 672
Dommages et intérêts	<u></u>	<u>243</u>
	29 262	15 982
Total des revenus divers	<u>29 262</u>	<u>15 982</u>
Total des revenus autonomes	<u>32 174</u>	<u>19 072</u>
Total des revenus	<u>32 174</u>	<u>19 072</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	34 226	31 907	127 454	675	(125 809)
Permanents	20	20			
Ne nécessitant pas de crédits		(30 118)			
	<u>34 246</u>	<u>1 808</u>	<u>127 454</u>	<u>675</u>	<u>(125 809)</u>
PROGRAMME 2					
Développement de l'économie					
Votés	887 319	621 143	266 169	8	
Permanents	126 500	62 100		64 400	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 013 819</u>	<u>683 242</u>	<u>266 169</u>	<u>64 408</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Développement de la science, de la recherche et de l'innovation					
Votés	369 382	369 377		5	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>369 382</u>	<u>369 377</u>	<u>-</u>	<u>5</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Votés	1 411 673	520 189	584 392	307 092	
Permanents	21	21			
Ne nécessitant pas de crédits		(45 535)			
	<u>1 411 694</u>	<u>474 675</u>	<u>584 392</u>	<u>307 092</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation					
Votés	225 282	225 282			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>225 282</u>	<u>225 282</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 054 424</u>	<u>1 754 384</u>	<u>978 015</u>	<u>372 180</u>	<u>(125 809)</u>

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
Votés	2 927 882	1 767 897	978 015	307 780	(125 809)
Permanents	126 541	62 141		64 400	
Ne nécessitant pas de crédits		(75 653)			
Total	3 054 424	1 754 384	978 015	372 180	(125 809)
Dépenses	2 201 821	1 754 384		371 783	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	850 571		976 370	10	(125 809)
Immobilisations tangibles	310		2	308	
Immobilisations en ressources informationnelles	1 722		1 643	79	
Total	3 054 424	1 754 384	978 015	372 180	(125 809)

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2021-2022.

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1		Direction et administration				
Mission : Économie et environnement						
1. Direction et administration	34 226		2	1 643	17 058	14 194
Permanents(1)	20					20
Amortissement des immobilisations						
2. Modification comptable – Paiements de transfert		125 809				
Variation à la baisse de la dépense						
Total	34 246	125 809	2	1 643	17 058	14 214

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2
Mission : Économie et environnement

Développement de l'économie

1. Politiques économiques et affaires extérieures	80 034				7 401	6 431
2. Industries stratégiques et projets économiques majeurs	147 123				9 041	3 525
3. Développement économique régional	660 162	266 169 ⁽²⁾			10 385	914
Permanents(1)	126 500					
Total	1 013 819	266 169	-	-	26 827	10 870

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Ce montant représente des prêts et avances consentis pour permettre l'augmentation de la capitalisation du Fonds local d'investissement – Mesure d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion.

	655						675	
								993
							(125 809)	
								(31 111)
-	655	-	-	-	-		(125 134)	(30 118)

Ce programme vise à soutenir le développement de l'économie du Québec dans une perspective de création d'emplois, d'augmentation de la productivité et de développement régional. Plus précisément, il favorise la croissance et la compétitivité des entreprises ainsi que le renouvellement de la base entrepreneuriale. Il a aussi pour objectifs l'accélération et l'attraction des investissements, la diversification et la consolidation de l'économie des régions, l'essor de l'entrepreneuriat collectif, de même que l'ouverture des marchés extérieurs et la conquête de ceux-ci par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des différents acteurs économiques.

	66 203							
	134 558							
	382 685						8	
62 100							64 400	
62 100	583 446	-	-	-	-		64 408	-

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Économie et environnement						
1. Soutien administratif	6 931				6 748	178
2. Soutien aux organismes et aux projets	204 398					
3. Soutien aux infrastructures de recherche	104 718					
4. Soutien à l'entrepreneuriat technologique	22 722					
5. Soutien à la relève et à la culture scientifique	21 243					
6. Soutien à la recherche industrielle	9 370					
Total	369 382	-	-	-	6 748	178

PROGRAMME 4 Interventions relatives au Fonds du développement économique

Mission : Économie et environnement

1. Mandats gouvernementaux et autres programmes	944 080	584 392 ⁽²⁾				
Permanents(1)	21					
Variation à la baisse de provisions						
2. Programme ESSOR	366 562					
3. Soutien aux projets de commercialisation	83 101					
4. Autres mesures de soutien aux entreprises	17 930					
Total	1 411 694	584 392	-	-	-	-

(1) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).

(2) Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2019-2020.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir la recherche et l'innovation dans une perspective de développement scientifique. Plus spécifiquement, ce programme vise à accroître la capacité d'innovation des entreprises et des organisations par la recherche ainsi que la valorisation de ses résultats tout en contribuant au développement d'une main-d'œuvre qualifiée et en favorisant la concertation et la mobilisation des acteurs scientifiques et des milieux socioéconomiques.

							5	
	204 398							
	104 718							
	22 722							
	21 243							
	9 370							
-	362 451	-	-	-	-	5	-	

Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds du développement économique a été institué au sein du ministère de l'Économie et de l'Innovation et son administration a été confiée à Investissement Québec.

		355 607		4 081				
21								(45 535)
85 028		12 094		252 696		16 744		
1 866		53 155		7 495		20 585		
		12 438		1 165		4 327		
86 916	-	433 294	-	265 437	-	41 656	(45 535)	

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5						
Mission : Économie et environnement						
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation						
1. Fonds de recherche du Québec – Santé	94 867					
2. Fonds de recherche du Québec – Société et culture	64 296					
3. Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies	65 401					
4. Commission de l'éthique en science et en technologie	718				655	63
Total	225 282	-	-	-	655	63

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	2 927 882	976 370	2	1 643	51 288	25 305
Permanents	126 541					20
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de la dépense						
Variation à la baisse de provisions						
Total	3 054 424	976 370	2	1 643	51 288	25 325

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	51 288		51 288
Fonctionnement	25 325	993	26 318
Créances douteuses et autres provisions	149 015	(45 535)	103 480
Transfert	1 171 115	(31 111)	1 140 004
Affectation à un fonds spécial	433 294		433 294
Service de la dette			
Total	1 830 038	(75 653)	1 754 384

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué de l'enveloppe affectée à la Commission de l'éthique en science et en technologie.

	94 867						
	64 296						
	65 401						
-	224 564	-	-	-	-	-	-
86 895	1 171 115	433 294		265 437		(83 466)	
62 120						64 400	
							993
							(31 111) ⁽¹⁾
							(45 535)
149 015	1 171 115	433 294	-	265 437	-	(19 066)	(75 653)

ÉCONOMIE ET INNOVATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	32 469			
Permanents	19			
	32 488	-	-	
Programme 2 – Développement de l'économie				
Votés	334 797			
Permanents	1 500			
	336 297	-	-	
Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation				
Votés	260 280			
Permanents				
	260 280	-	-	
Programme 4 – Interventions relatives au Fonds du développement économique				
Votés	273 548			
Permanents				
	273 548	-	-	
Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation				
Votés	215 244			
Permanents				
	215 244	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 116 337			
Permanents	1 519			
Total	1 117 856	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 757				34 226
						1		20
-	-	-		1 757		1		34 246
				552 523				887 319
		125 000						126 500
-	-	125 000		552 523		-		1 013 819
				109 102				369 382
-	-	-		109 102		-		369 382
		1 209 392		(71 267)		21		1 411 673
-	-	1 209 392		(71 267)		21		1 411 694
				10 038				225 282
-	-	-		10 038		-		225 282
		1 209 392		602 153		22		2 927 882
-	-	125 000				22		126 541
-	-	1 334 392		602 153		22		3 054 424

ÉCONOMIE ET INNOVATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et administration			
Autres		53	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	685	53	-
Programme 2 – Développement de l'économie			
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence		96	31
Croissance et technologies propres			
Économie sociale		1 252	
Exportation		3 146	
Fonds d'accélération des collaborations en santé			
Projet ENCQOR			
Projets mobilisateurs			
Québec haut débit		24 476	
Soutien à l'entrepreneuriat et aide aux initiatives régionales		8 668	
Soutien au développement économique de la Ville de Montréal		20 000	
Autres		208 571	
	583 453	266 209	31
Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation			
Infrastructures de recherche et d'innovation			7 272
Soutien à la recherche industrielle			
Soutien à la relève et à la culture scientifique		869	
Soutien à l'entrepreneuriat technologique		7 630	
Soutien aux organismes de recherche et d'innovation		6 184	3 490
	362 451	14 683	10 762
Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies			
Fonds de recherche du Québec – Santé			34 452
Fonds de recherche du Québec – Société et culture			
	224 564	-	34 452
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 171 153	280 945	45 246

(1) Ces dépenses incluent une somme de 31 111 k\$ liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	Municipalités	Organismes à but non lucratif	Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Bénéficiaires non ventilés	Total 2021	Total 2020
17	29	556				655	431
					(31 111)	(31 111)	(26 439)
17	29	556	-	-	(31 111)	(30 456) ⁽¹⁾	(26 007)
408	1 010	18 371				19 916	13 435
							69
	330	7 639				9 221	7 340
	120	2 535				5 801	3 798
		13 500				13 500	13 391
		13 920				13 920	13 810
		27 951				27 951	10 702
	1 908	5 667				32 052	47 832
330	887	51 343				61 229	28 419
						20 000	
14 034	19 915	127 311		10 024		379 856	146 745
14 773	24 170	268 238	-	10 024	-	583 446	285 541
51 259	1 500	42 233		2 453		104 718	77 000
				9 370		9 370	8 361
2 065	51	18 038	220			21 243	23 215
3 974		11 119				22 722	14 517
30 017		154 985		9 722		204 398	204 740
87 315	1 551	226 375	220	21 545	-	362 451	327 833
41 679			20 452	3 270		65 401	62 734
25 776			29 913	4 727		94 867	90 980
40 120			20 503	3 673		64 296	60 807
107 575	-	-	70 868	11 669	-	224 564	214 522
209 679	25 750	495 169	71 088	43 238	(31 111)	1 140 004 ⁽¹⁾	801 888

ÉCONOMIE ET INNOVATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		7 934	11 640
Fonctionnement		3 010	5 735
Capital		86 059	46 797
Intérêt		3 723	4 490
Support		1 039 277	733 226
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 171 153</u>	<u>1 140 004</u> ⁽¹⁾	<u>801 888</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 31 111 k\$ liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Fonctionnement		295 427	1 169 678
Support		137 867	101 186
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>467 919</u>	<u>433 294</u>	<u>1 270 864</u>

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	2021	2020
Droits et permis		
Autres		
Divers	2	2
	2	2
Total des droits et permis	2	2
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers		2
	-	2
Intérêts		
Prêts aux étudiants	5 134	19 204
	5 134	19 204
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	4 043	1 429
Subventions d'années antérieures	1 938	2 191
Dépenses sous forme d'indemnités	37	160
Bourses d'études	14 737	20 348
Recouvrements de tiers	6 794	7 065
Divers	7	
	27 557	31 193
Total des revenus divers	32 691	50 399
Total des revenus autonomes	32 694	50 401
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	194 972	167 038
	194 972	167 038
Total des transferts du gouvernement fédéral	194 972	167 038
Total des revenus	227 665	217 439

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	338 678	1 925 196	16 722 038		(18 308 555)
Permanents	26	26			
Ne nécessitant pas de crédits		5 871			
	<u>338 704</u>	<u>1 931 092</u>	<u>16 722 038</u>	<u>-</u>	<u>(18 308 555)</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux organismes					
Votés	154 584	154 570	14		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		13			
	<u>154 584</u>	<u>154 582</u>	<u>14</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Aide financière aux études					
Votés	877 245	700 289	41 390	135 566	
Permanents	17 347	17 347			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>894 592</u>	<u>717 636</u>	<u>41 390</u>	<u>135 566</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Votés	12 260 978	12 260 978			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(52 069)			
	<u>12 260 978</u>	<u>12 208 909</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Enseignement supérieur					
Votés	6 527 592	6 523 250		4 342	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(13 771)			
	<u>6 527 592</u>	<u>6 509 479</u>	<u>-</u>	<u>4 342</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Développement du loisir et du sport					
Votés	206 819	206 819			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>206 819</u>	<u>206 819</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 7					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	1 308 796	1 308 796			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 308 796</u>	<u>1 308 796</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 8					
Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal					
Votés	1 517 828	1 517 828			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 517 828</u>	<u>1 517 828</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 9					
Condition féminine					
Votés	23 061	22 559	15	487	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		5			
	<u>23 061</u>	<u>22 564</u>	<u>15</u>	<u>487</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>23 232 953</u>	<u>24 577 704</u>	<u>16 763 458</u>	<u>140 395</u>	<u>(18 308 555)</u>
Votés	21 906 785	23 311 487	16 763 458	140 395	(18 308 555)
Permanents	1 326 168	1 326 168			
Ne nécessitant pas de crédits		(59 951)			
Total	<u>23 232 953</u>	<u>24 577 704</u>	<u>16 763 458</u>	<u>140 395</u>	<u>(18 308 555)</u>
Dépenses	23 080 418	24 577 704		43 168	(1 600 405)
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	138 595		16 749 540	97 205	(16 708 150)
Immobilisations tangibles	28		23	5	
Immobilisations en ressources informationnelles	13 912		13 894	18	
Total	<u>23 232 953</u>	<u>24 577 704</u>	<u>16 763 458</u>	<u>140 395</u>	<u>(18 308 555)</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2021-2022.

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture	Administration					
1. Direction	13 752				7 648	5 265
Permanents(1)	26					26
2. Gouvernance des technologies, des infrastructures et des ressources	163 572		8	13 880	38 508	111 177
Amortissement des immobilisations						
3. Éducation préscolaire, enseignement primaire et secondaire	72 736				22 160	50 577
4. Politiques et relations du travail dans les réseaux	10 288				8 060	2 227
5. Relations interculturelles, Autochtones et réseau éducatif anglophone	4 744				3 783	962
6. Loisir et sport	8 680				3 519	4 881
7. Enseignement supérieur	24 891				12 190	12 702
8. Aide financière aux études	14 172				13 762	410
9. Territoires, statistiques et enseignement privé	25 843				9 115	9 827
10. Modification comptable – Paiements de transfert		10 644 447				
11. Modification comptable – Paiements de transfert – Secteur de l'enseignement supérieur		6 063 703				
Total	338 704	16 708 150	8	13 880	118 743	198 054

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement de l'aide financière aux études et du loisir et du sport.

839

5 871

280

6 901

1 500 691

(12 145 138)

99 714

(6 163 417)

-	1 608 424	-	-	-	-	(18 308 555)	5 871
---	-----------	---	---	---	---	--------------	-------

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2						
Mission : Éducation et culture						
Soutien aux organismes						
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	33 635					
2. Institut national des mines	971					
3. Soutien à des partenaires en éducation	83 917					
4. Action communautaire	30 952					
5. Conseil supérieur de l'éducation	2 754			8	2 527	218
Amortissement des immobilisations						
6. Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	78				78	
7. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2 116			6	1 883	227
Amortissement des immobilisations						
8. Commission consultative de l'enseignement privé	161				160	1
Total	154 584	-	-	14	4 648	446

PROGRAMME 3

Mission : Éducation et culture

Aide financière aux études

1. Bourses consécutives aux prêts	603 196					
2. Intérêts et remboursements aux banques	222 029	41 390				
Permanents(1)	17 347					
3. Autres bourses	52 021					
Total	894 592	41 390	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il a également pour objectifs de réaliser des activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, d'estimer les besoins de formation et d'accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines. De plus, il soutient le fonctionnement des organismes de consultation relevant du ministre ainsi que le fonctionnement des divers organismes oeuvrant en éducation.

33 635

971

83 917

30 952

9

4

-	149 475	-	-	-	-	-	13
---	---------	---	---	---	---	---	----

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

	575 760			9 966		17 469	
9 911	72 329					98 398	
17 347							
	42 288					9 733	
27 258	690 378	-	-	9 966	-	125 600	-

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMMES Éléments							
PROGRAMME 4			Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire				
Mission : Éducation et culture							
1.	Commissions scolaires	9 818 502					
2.	Commissions scolaires à statut particulier	426 615					
3.	Service de la dette des commissions scolaires	1 066 914					
	Variation à la baisse de provision pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations						
4.	Enseignement privé	593 867					
5.	Aide au transport scolaire	355 079					
Total		12 260 978	-	-	-	-	-
PROGRAMME 5			Enseignement supérieur				
Mission : Éducation et culture							
1.	Cégeps	2 265 208					
2.	Universités	3 389 951					
	Variation à la baisse de provisions						
3.	Enseignement privé au collégial	147 096					
4.	Service de la dette des cégeps	278 448					
	Variation à la baisse de provisions						
5.	Service de la dette des universités	442 547					
6.	Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	4 342					
Total		6 527 592	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires et aux établissements privés subventionnés les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

	9 818 502							
	426 615							
	1 066 914							(52 069)
	593 867							
	355 079							
-	12 260 978	-	-	-	-	-	-	(52 069)

Ce programme vise à rendre accessibles les services d'enseignement aux étudiantes et aux étudiants des collèges et des universités, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

	2 265 208							
	3 364 951	25 000						(1 339)
	147 096							
	278 448							(12 432)
	442 547							
						4 342		
-	6 498 250	25 000	-	-	-	4 342		(13 771)

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6						
Mission : Éducation et culture						
Développement du loisir et du sport						
1. Développement du loisir et du sport	206 819					
Total	206 819	-	-	-	-	-
PROGRAMME 7						
Mission : Éducation et culture						
Régimes de retraite						
1. Régime de retraite des enseignants						
Permanents(1)	107 772					
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics						
Permanents(2)	1 054 504					
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement						
Permanents(3)	146 520					
Total	1 308 796	-	-	-	-	-
(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).						
(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).						
(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).						
PROGRAMME 8						
Mission : Éducation et culture						
Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal						
1. Insuffisance fiscale						
2. Uniformisation	1 433 976					
3. Exemption	83 852					
4. Revenus accessoires						
Total	1 517 828	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

	206 819						
-	206 819	-	-	-	-	-	-

Ce programme regroupe le régime de retraite des enseignants, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicables au personnel des réseaux.

	107 772						
	1 054 504						
	146 520						
-	1 308 796	-	-	-	-	-	-

Ce programme permet de compenser les pertes de revenus directs et accessoires engendrées par les réductions du taux de taxation scolaire faisant suite à l'application de la Loi visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire (L.Q. 2019, chapitre 5).

	1 433 976						
	83 852						
-	1 517 828	-	-	-	-	-	-

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 9	Condition féminine					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1. Conseil du statut de la femme	3 440	15		2 274	726	
Amortissement des immobilisations						
2. Secrétariat à la condition féminine	19 621			2 216	2 150	
Total	23 061	-	15	4 490	2 877	

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	21 906 785	16 749 540	23	13 894	127 882	201 351
Permanents	1 326 168					26
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	<u>23 232 953</u>	<u>16 749 540</u>	<u>23</u>	<u>13 894</u>	<u>127 882</u>	<u>201 376</u>

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	127 882		127 882
Fonctionnement	201 376	5 889	207 265
Créances douteuses et autres provisions	27 258		27 258
Transfert	24 256 139	(65 839)	24 190 299
Affectation à un fonds spécial	25 000		25 000
Service de la dette			
Total	<u>24 637 655</u>	<u>(59 951)</u>	<u>24 577 704</u>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, des actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

							424	
	15 192			63				5
-	15 192	-	-	63	-	424		

9 911	22 947 343	25 000		10 029		(18 178 189)	
17 347	1 308 796						5 889
							(65 839)
27 258	24 256 139	25 000	-	10 029	-	(18 178 189)	(59 951)

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Administration				
Votés	265 221			
Permanents	19			
	265 240	-	-	
Programme 2 – Soutien aux organismes				
Votés	126 714			
Permanents				
	126 714	-	-	
Programme 3 – Aide financière aux études				
Votés	974 717			
Permanents	6 000			
	980 717	-	-	
Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire				
Votés	11 868 670			
Permanents				
	11 868 670	-	-	
Programme 5 – Enseignement supérieur				
Votés	6 447 508			
Permanents				
	6 447 508	-	-	
Programme 6 – Développement du loisir et du sport				
Votés	108 325			
Permanents				
	108 325	-	-	
Programme 7 – Régimes de retraite				
Votés				
Permanents	1 263 507			
	1 263 507	-	-	
Programme 8 – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal				
Votés	1 272 489			
Permanents				
	1 272 489	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
		13 713		59 744				338 678
						6		26
-	-	13 713		59 744		6		338 704
		11 917		15 953				154 584
-	-	11 917		15 953		-		154 584
				(97 472)		11 347		877 245
-	-	-		(97 472)		11 347		17 347
		120 073		272 236				894 592
-	-	120 073		272 236		-		12 260 978
				80 084				6 527 592
-	-	-		80 084		-		12 260 978
		9 650		88 843				6 527 592
-	-	9 650		88 843		-		206 819
						45 289		206 819
-	-	-		-		45 289		1 308 796
				245 339				1 308 796
-	-	-		245 339		-		1 517 828
								1 517 828

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 9 – Condition féminine				
Votés	24 327			
Permanents				
	<u>24 327</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	21 087 970			
Permanents	<u>1 269 526</u>			
Total	<u>22 357 497</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

173

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Administration			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
Modification comptable – Paiements de transfert – Secteur de l'enseignement supérieur			
	8 019	-	-
Programme 2 – Soutien aux organismes			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec			
Institut national des mines			
Programme d'action communautaire			
Autres			
	149 475	-	-
Programme 3 – Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts			
Intérêts et remboursements aux banques			
Autres			
	728 739	-	-
Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public			
Enseignement privé			
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Variation à la hausse (baisse) de provisions			
Service de la dette des commissions scolaires			
Transport scolaire			
	12 260 978	-	-
Programme 5 – Enseignement supérieur			
Cégeps			
Enseignement privé au collégial			
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée			
Variation à la hausse (baisse) de provisions			
Service de la dette des cégeps			
Service de la dette des universités			
Universités			
	6 502 592	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	Municipalités	Organismes à but non lucratif	Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Bénéficiaires non ventilés	Total 2021	Total 2020
167	29	1 374	6 449			8 019	7 268
					1 500 691	1 500 691	824 114
					99 714	99 714	177 651
167	29	1 374	6 449	-	1 600 405	1 608 424	1 009 034
				33 635		33 635	30 714
				971		971	971
		30 952				30 952	29 140
833		83 084				83 917	63 203
833	-	114 037	-	34 606	-	149 475	124 027
			575 760			575 760	581 239
			72 329			72 329	61 764
4			42 284			42 288	41 936
4	-	-	690 374	-	-	690 378	684 939
		21 044				21 044	9 044
10 224 073						10 224 073	9 291 612
593 867						593 867	536 446
(52 069)						(52 069)	(32 032)
1 066 914						1 066 914	1 019 633
340 579			14 500			355 079	363 803
12 173 365	-	21 044	14 500	-	-	12 208 909 ⁽¹⁾	11 188 506
2 265 208						2 265 208	2 134 477
147 096						147 096	128 226
(12 432)						(12 432)	850
278 448						278 448	256 066
442 547						442 547	400 036
3 363 613						3 363 613	3 267 007
6 484 479	-	-	-	-	-	6 484 479 ⁽²⁾	6 186 661

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 6 – Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec			
Promotion de l'activité physique		2 534	
Promotion du loisir			175
Promotion du sport			
Soutien aux organismes multidisciplinaires		1 000	
Autres			
	<u>206 819</u>	<u>3 534</u>	<u>175</u>
Programme 7 – Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics			
Régime de retraite des enseignants			
Régime de retraite du personnel d'encadrement			
	<u>1 308 796</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 8 – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal			
Exemption			
Insuffisance fiscale			
Uniformisation			
	<u>1 517 828</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 9 – Condition féminine			
Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violences sexuelles			
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes			
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en milieux autochtones			
Autres			3
	<u>15 254</u>	<u>-</u>	<u>3</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>22 698 500</u>	<u>3 534</u>	<u>178</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 52 069 k\$ liée à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

(2) Ces dépenses incluent une somme de 13 771 k\$ liée à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

(3) Ces dépenses incluent une somme de 65 840 k\$ liée à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	Municipalités	Organismes à but non lucratif	Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Bénéficiaires non ventilés	Total 2021	Total 2020
			4 785			4 785	4 473
		1 657				4 191	6 861
1 582	1 113	38 215				41 086	16 842
		54 724				54 724	30 477
		98 182				99 182	34 856
		2 851				2 851	1 940
1 582	1 113	195 629	4 785	-	-	206 819	95 449
1 054 504						1 054 504	1 016 424
107 772						107 772	124 037
146 520						146 520	183 255
1 308 796	-	-	-	-	-	1 308 796	1 323 717
83 852						83 852	167 455
1 433 976						1 433 976	1 037 151
1 517 828	-	-	-	-	-	1 517 828	1 214 792
8	48	947				1 004	847
176	2 102	10 126				12 404	7 605
	140	1 552				1 692	3 062
		90				92	363
185	2 290	12 714	-	-	-	15 192	11 877
21 487 238	3 433	344 798	716 108	34 606	1 600 405	24 190 299 ⁽³⁾	21 839 000

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		17 195 607	15 983 416
Fonctionnement		2 473 307	2 193 539
Capital		2 923 016	2 270 831
Intérêt		500 098	460 274
Support		1 098 271	930 941
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>22 698 500</u>	<u>24 190 299</u> ⁽¹⁾	<u>21 839 000</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 65 840 k\$ liée à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Support		25 000	25 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	2021	2020
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Régimes des eaux	1 542	1 545
Divers		16
	<u>1 542</u>	<u>1 561</u>
Autres		
Divers	38	39
	<u>38</u>	<u>39</u>
Total des droits et permis	<u>1 580</u>	<u>1 600</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terres de l'État	467	2 791
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	446	1 334
Frais de vente et de location de terrains	910	902
Location et concessions	25 288	24 741
Frais d'administration		(313)
Frais d'inscription aux tirages au sort	171	141
Dossier éolien – Tarif annuel d'une réserve de superficie	23	64
Autres revenus	125	
Divers	29	64
	<u>27 460</u>	<u>29 724</u>
Intérêts		
Autres revenus	50	(120)
Paiement de redevances hydrauliques	351	355
	<u>401</u>	<u>235</u>
Amendes et confiscations		
Divers	1	1
	<u>1</u>	<u>1</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	52	641
Subventions d'années antérieures	2 860	
Réhabilitation PTSC – recouvrements de tiers	140	
	<u>3 052</u>	<u>641</u>
Total des revenus divers	<u>30 914</u>	<u>30 601</u>
Total des revenus autonomes	<u>32 494</u>	<u>32 201</u>
Total des revenus	<u>32 494</u>	<u>32 201</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles					
Votés	235 412	232 123	9 920		(6 632)
Permanents	288	288			
Ne nécessitant pas de crédits		1 971			
	<u>235 700</u>	<u>234 382</u>	<u>9 920</u>	<u>-</u>	<u>(6 632)</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>235 700</u>	<u>234 382</u>	<u>9 920</u>	<u>-</u>	<u>(6 632)</u>
Votés	235 412	232 123	9 920		(6 632)
Permanents	288	288			
Ne nécessitant pas de crédits		1 971			
Total	<u>235 700</u>	<u>234 382</u>	<u>9 920</u>	<u>-</u>	<u>(6 632)</u>
Dépenses	232 412	234 382			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts			6 632		(6 632)
Immobilisations tangibles	604		604		
Immobilisations en ressources informationnelles	2 684		2 684		
Total	<u>235 700</u>	<u>234 382</u>	<u>9 920</u>	<u>-</u>	<u>(6 632)</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2021-2022.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Économie et environnement					
Gestion des ressources naturelles					
1. Direction et administration	7 437		79	6 247	912
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
2. Services partagés au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	34 120	40	2 346	21 311	10 424
Amortissement des immobilisations					
3. Ressources énergétiques	164 712		48	3 990	1 013
Permanents(2)	75				
Amortissement des immobilisations					
4. Ressources minérales	14 847		51	3 474	1 638
Permanents(2)	23				
Amortissement des immobilisations					
5. Territoire	14 297	564	160	10 250	3 223
Permanents(2)	181				
Amortissement des immobilisations					
6. Modification comptable – Paiements de transfert		6 632			
Variation à la baisse de la dépense					
Total	235 700	6 632	604	2 684	45 271
					17 218

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
								199
								12
								3 089
	104 290	55 371						
75								6
		9 684						
23								26
	100							
181								309
							(6 632)	
								(1 471)
279	104 589	65 055	-		-	-	(6 632)	1 971

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -			CRÉDITS UTILISÉS		
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	235 412	6 632	604	2 684	45 271	17 209
Permanents	288					10
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de la dépense						
Total	235 700	6 632	604	2 684	45 271	17 218

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	45 271		45 271
Fonctionnement	17 218	3 442	20 660
Créances douteuses et autres provisions	279		279
Transfert	104 589	(1 471)	103 118
Affectation à un fonds spécial	65 055		65 055
Service de la dette			
Total	232 412	1 971	234 382

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
279	104 589	65 055					(6 632)	
								3 442
								(1 471) ⁽¹⁾
279	104 589	65 055	-		-	-	(6 632)	1 971

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Gestion des ressources naturelles				
Votés	145 794			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>145 803</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	145 794			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>145 803</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
2 451				87 167				235 412
						279		288
<u>2 451</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>87 167</u>		<u>279</u>		<u>235 700</u>

2 451				87 167				235 412
						279		288
<u>2 451</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>87 167</u>		<u>279</u>		<u>235 700</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		<u>Entreprises du secteur privé</u> +	<u>Établissements de santé et de services sociaux</u> +
Programme 1 – Gestion des ressources naturelles			
Enfouissement des fils électriques			
Logistique de transport pour le gaz naturel liquéfié		11 217	
Prolongement du réseau de distribution de gaz naturel		74 908	
Soutien au raccordement et à la production de gaz naturel renouvelable		5 500	
Autres		8 397	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	<u>104 589</u>	<u>100 023</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>104 589</u>	<u>100 023</u>	<u>-</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 1 471 k\$ liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	+	<u>Municipalités</u>	+	<u>Organismes à but non lucratif</u>	+	<u>Personnes</u>	+	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	+	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	=	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
		1 883										1 883	2 239
												11 217	
												74 908	6 100
												5 500	45 000
25		108		1 566		57		929				11 081	6 551
										(1 471)		(1 471)	(1 921)
<u>25</u>		<u>1 990</u>		<u>1 566</u>		<u>57</u>		<u>929</u>		<u>(1 471)</u>		<u>103 118</u>	<u>57 969</u>
<u>25</u>		<u>1 990</u>		<u>1 566</u>		<u>57</u>		<u>929</u>		<u>(1 471)</u>		<u>103 118</u> ⁽¹⁾	<u>57 969</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Capital		242	69
Intérêt		169	249
Support		102 706	57 651
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>104 589</u>	<u>103 118</u> ⁽¹⁾	<u>57 969</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 1 471 k\$ liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		5 931	5 872
Fonctionnement		3 625	2 865
Support		55 500	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>65 055</u>	<u>65 055</u>	<u>8 736</u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	2021	2020
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	118	48
Divers	3	19
	121	67
Intérêts		
Divers	12	
	12	-
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	201	105
Subventions d'années antérieures	94	208
Réhabilitation PTSC – recouvrements de tiers		351
Divers		7
	294	672
Transferts des gouvernements autres que le fédéral		
Divers	5	1
	5	1
Total des revenus divers	432	739
Total des revenus autonomes	432	739
Total des revenus	432	739

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement					
Votés	288 325	256 334	27 200	4 792	
Permanents	35	13		22	
Ne nécessitant pas de crédits		14 763			
	<u>288 360</u>	<u>271 110</u>	<u>27 200</u>	<u>4 813</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Votés	6 619	6 572	47		
Permanents		157			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>6 619</u>	<u>6 729</u>	<u>47</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>294 979</u>	<u>277 838</u>	<u>27 247</u>	<u>4 813</u>	<u>-</u>
Votés	294 944	262 905	27 247	4 792	
Permanents	35	13		22	
Ne nécessitant pas de crédits		14 920			
Total	<u>294 979</u>	<u>277 838</u>	<u>27 247</u>	<u>4 813</u>	<u>-</u>
Dépenses	262 940	277 838		22	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 545		1 545		
Immobilisations tangibles	20 381		16 463	3 918	
Immobilisations en ressources informationnelles	10 113		9 239	874	
Total	<u>294 979</u>	<u>277 838</u>	<u>27 247</u>	<u>4 813</u>	<u>-</u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Protection de l'environnement					
Mission : Économie et environnement						
1. Direction du Ministère	13 402			7 648	1 205	
Permanents(1)	10				10	
2. Services à la gestion	58 602		2 746	9 210	23 048	
Permanents(2)	25				22 087	
Amortissement des immobilisations						
3. Évaluations et autorisations environnementales	43 437			29 536	330	
4. Contrôle environnemental et sécurité des barrages	22 639			20 222	1 262	
5. Expertise et politiques de l'eau et de l'air	43 106	1	2 201	19 786	7 399	
6. Gestion des barrages	24 134	1 544	11 092	5 489	5 044	
7. Développement durable et qualité de l'environnement	83 007		407	11 515	2 654	
Total	288 360	1 545	16 445	9 210	117 245	
					39 991	

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 2
Mission : Économie et environnement

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	6 619		18	29	5 564	1 007
Amortissement des immobilisations						
Total	6 619	-	18	29	5 564	1 007

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés, la protection des écosystèmes et des ressources, le développement du réseau d'aires protégées, ainsi que la réalisation d'activités de contrôle et d'analyses environnementales. Ce programme vise aussi à assurer l'exploitation sécuritaire et la pérennité des barrages publics sous l'autorité du Ministère ainsi que la gestion foncière du domaine hydrique de l'État et la sécurité des barrages du Québec.

		4 549						
		6					1 504	
3							22	
								14 763
		13 570						
		1 156						
		12 675					1 043	
							965	
		67 151					1 280	
3	99 107	-	-	-	-	4 813	14 763	

Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.

							157	
-	-	-	-	-	-	-	157	

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	294 944	1 545	16 463	9 239	122 809	40 989
Permanents	35					10
Amortissement des immobilisations						
Total	294 979	1 545	16 463	9 239	122 809	40 998
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
	DÉPENSES					
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total			
Rémunération	122 809		122 809			
Fonctionnement	40 998	14 920	55 919			
Créances douteuses et autres provisions	3		3			
Transfert	99 107		99 107			
Affectation à un fonds spécial						
Service de la dette						
Total	262 918	14 920	277 838			

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	99 107					4 792 22	
3							14 920
3	99 107	-	-	-	-	4 813	14 920

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Protection de l'environnement				
Votés	289 172			
Permanents	<u>35</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>289 206</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Bureau d'audiences publiques sur l'environnement				
Votés	6 001			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>6 001</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	295 172			
Permanents	<u>35</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>295 207</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+ ,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(846)				288 325
								35
-	-	-		(846)		-		288 360
				618				6 619
-	-	-		618		-		6 619
				(228)				294 944
								35
-	-	-		(228)		-		294 979

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Protection de l'environnement			
Aide à la conservation du lac Saint-Pierre			
Amélioration de la protection des sources d'eau potable		38	
Améliorer la gestion des matières résiduelles			
Assainissement de l'air			
Programme ClimatSol			
Programme ClimatSol-Plus		2 012	
Programme d'aide financière à la mise aux normes de barrages municipaux			
Programme d'aide pour l'élaboration d'un plan régional des milieux humides et hydriques			
Programme de partenariat pour les milieux naturels			
Programme de réhabilitation des terrains contaminés			
Programme d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent			
Programme pour la mise en oeuvre de plans directeurs de l'eau			
Programme pour soutenir la responsabilité élargie des producteurs			
Soutien à la lutte aux plantes exotiques envahissantes			
Soutien à la mission des organismes environnementaux			
Soutien aux conseils régionaux en environnement			
Autres		18	
	99 107	2 068	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	99 107	2 068	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
665				1 950		2 615	2 615
	6 720	1 396				8 154	4 388
	4 150	550		36 000		40 700	5 850
	3 300					3 300	3 300
	1 703					1 703	2 164
	6 141					8 152	184
	1 156					1 156	1 869
	2 249					2 249	5 498
	455	15 482				15 937	5 400
	3 232					3 232	3 343
		281				281	315
		890				890	504
				4 400		4 400	
				1 250		1 250	1 250
		444				444	444
		3 550				3 550	3 550
<u>34</u>	<u>427</u>	<u>613</u>		<u>2</u>		1 093	1 145
<u>699</u>	<u>29 533</u>	<u>23 206</u>	<u>-</u>	<u>43 602</u>	<u>-</u>	99 107	41 819
<u>699</u>	<u>29 533</u>	<u>23 206</u>	<u>-</u>	<u>43 602</u>	<u>-</u>	99 107	41 819

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Capital		3 995	4 334
Intérêt		926	986
Support		94 186	36 499
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>99 107</u>	<u>99 107</u>	<u>41 819</u>

FAMILLE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	2021	2020
Droits et permis		
Autres		
Émission de permis pour les services de garde	130	324
Renouvellement de permis pour les services de garde	170	127
Honoraires – Dossiers publics	21 529	18 362
Honoraires – Dossiers privés	37	70
Divers		1
	21 866	18 885
Total des droits et permis	21 866	18 885
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	3	1
	3	1
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	77	95
Divers	11	
	88	96
Amendes et confiscations		
Pénalités	63	220
	63	220
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 059	112
Subventions d'années antérieures	2 990	373
Divers	1	1
	4 050	486
Autres		
Opération de restructuration		4 875
	-	4 875
Total des revenus divers	4 203	5 678
Total des revenus autonomes	26 069	24 563
Total des revenus	26 069	24 563

FAMILLE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Planification, recherche et administration					
Votés	52 083	49 435	2 648		
Permanents	110	93		17	
Ne nécessitant pas de crédits		2 472			
	<u>52 193</u>	<u>51 999</u>	<u>2 648</u>	<u>17</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide à la famille					
Votés	145 648	145 648			
Permanents		(20)			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>145 648</u>	<u>145 628</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Services de garde					
Votés	2 729 858	2 729 858			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>2 729 858</u>	<u>2 729 858</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Curateur public					
Votés	67 503	53 671	5 143	8 689	
Permanents	20 300	20 211		89	
Ne nécessitant pas de crédits		9 772			
	<u>87 803</u>	<u>83 653</u>	<u>5 143</u>	<u>8 779</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 015 501</u>	<u>3 011 138</u>	<u>7 791</u>	<u>8 796</u>	<u>-</u>
Votés	2 995 091	2 978 611	7 791	8 689	
Permanents	20 410	20 303		107	
Ne nécessitant pas de crédits		12 223			
Total	<u>3 015 501</u>	<u>3 011 138</u>	<u>7 791</u>	<u>8 796</u>	<u>-</u>
Dépenses	3 000 931	3 011 138		2 017	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	100		19	81	
Immobilisations en ressources informationnelles	14 470		7 772	6 698	
Total	<u>3 015 501</u>	<u>3 011 138</u>	<u>7 791</u>	<u>8 796</u>	<u>-</u>

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Planification, recherche et administration						
1. Direction et administration	25 121			2 648	9 772	12 400
Permanents(1)	10					10
Permanents(2)	100					
Amortissement des immobilisations						
2. Planification, politique et recherche	26 963				25 787	1 175
Total	52 193	-	-	2 648	35 559	13 585

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 2

Mission : Soutien aux personnes et aux familles

Mesures d'aide à la famille

1. Soutien financier lié aux services à la famille	67 202					3 776
Variation à la baisse de provisions						
2. Administration de l'Allocation famille	35 712					35 712
3. Soutien financier aux organismes communautaires	42 734					
Total	145 648	-	-	-	-	39 488

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement et au mieux-être des familles et des enfants, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, à diriger et à coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

300								
83						17		2 472
<u>83</u>	<u>300</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>17</u>	<u>2 472</u>	

Ce programme a pour but d'accorder à des organismes communautaires oeuvrant auprès des familles, le financement en lien avec leur mission. Aussi, il soutient financièrement des organismes communautaires offrant des activités de haltes-garderies. Il assure le soutien aux municipalités et aux municipalités régionales de comté qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Il concerne également la coordination de la mise en oeuvre et du suivi des engagements pris relativement à la lutte contre l'intimidation ainsi que ceux pris pour renforcer les services à la petite enfance. Enfin, le programme finance l'administration de l'Allocation famille, le Programme de soutien financier aux services de surveillance d'élèves handicapés âgés de 12 à 21 ans ainsi que le développement du réseau de centres de pédiatrie sociale en communauté.

63 426								(20)
42 734								
<u>-</u>	<u>106 160</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(20)</u>	

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3		Services de garde				
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1. Entente avec le Gouvernement de la nation crie	18 978					
2. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	46 322					
3. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	91 250					
4. Régime d'assurance collective	33 657					
5. Soutien financier aux centres de la petite enfance	1 337 683					
6. Soutien financier aux garderies	577 997					
7. Soutien financier aux bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial et aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial	623 970					
Total	2 729 858	-	-	-	-	-

PROGRAMME 4						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Curateur public						
1. Direction et administration du Curateur public	22 238		19	842	10 609	9 656
Permanents(1)	100					
Permanents(2)	3 839				2 098	1 740
Amortissement des immobilisations						
2. Mesures de protection	45 265			4 282	29 215	4 190
Permanents(2)	16 361				16 113	248
Total	87 803	-	19	5 124	58 035	15 836

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur le Curateur public (RLRQ, chapitre C-81).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour but de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. Il procure les ressources nécessaires pour le financement des dépenses de fonctionnement des centres de la petite enfance (CPE), des garderies subventionnées et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC), ainsi que les subventions aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial. Il finance aussi les infrastructures des CPE et les régimes de retraite et d'assurance collective à l'intention du personnel des CPE, des BC et des garderies subventionnées. Ce programme englobe également le transfert budgétaire au Gouvernement de la nation crie, en vertu de l'entente de délégation de l'exercice de certains pouvoirs en matière de services de garde éducatifs à l'enfance et autres sujets connexes.

18 978							
46 322							
91 250							
33 657							
1 337 683							
577 997							
623 970							
-	-	2 729 858	-	-	-	-	-

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

11						1 112	
						89	
							9 772
						7 577	
11	-	-	-	-	-	8 779	9 772

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	2 995 091		19	7 772	75 383	66 911
Permanents	20 410				18 211	1 998
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	3 015 501	-	19	7 772	93 594	68 909

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	93 594		93 594
Fonctionnement	68 909	12 244	81 153
Créances douteuses et autres provisions	93	(20)	73
Transfert	106 460		106 460
Affectation à un fonds spécial	2 729 858		2 729 858
Service de la dette			
Total	2 998 914	12 223	3 011 138

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
93	106 460	2 729 858					8 689 107	12 244 (20)
93	106 460	2 729 858	-		-	-	8 796	12 223

FAMILLE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Planification, recherche et administration				
Votés	56 281			
Permanents	110			
	56 391	-	-	
Programme 2 – Mesures d'aide à la famille				
Votés	132 373			
Permanents				
	132 373	-	-	
Programme 3 – Services de garde				
Votés	2 430 500		219 600	
Permanents				
	2 430 500	-	219 600	
Programme 4 – Curateur public				
Votés	67 503			
Permanents	100			
	67 603	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	2 686 657		219 600	
Permanents	210			
Total	2 686 867	-	219 600	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(4 198)				52 083
								110
-	-	-		(4 198)		-		52 193
				13 274				145 648
-	-	-		13 274		-		145 648
				79 758				2 729 858
-	-	-		79 758		-		2 729 858
		20 200						67 503
-	-	20 200		-		-		20 300
								87 803
				88 834				2 995 091
		20 200						20 410
-	-	20 200		88 834		-		3 015 501

FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Planification, recherche et administration			
Autres		5	
	300	5	-
Programme 2 – Mesures d'aide à la famille			
Conciliation famille-travail-études		615	
Haltes-garderies			
Intimidation			
Mesures pour les employés syndiqués des centres de la petite enfance		26	
Mesures pour les responsables d'un service de garde en milieu familial			
Organismes communautaires – famille			
Pédiatrie sociale			
Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes			
Surveillance d'élèves handicapés de 12-21 ans			
Autres		37 171	
	106 160	37 812	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	106 460	37 817	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	+	Bénéficiaires non ventilés	=	Total 2021	Total 2020
4		5		286								300	150
4		5		286		-		-		-		300	150
124		14		577								1 330	322
				6 402								6 402	5 140
				279								279	1 755
				1 482								1 507	1 017
				976		346						1 322	3 424
				42 734								42 734	29 288
				8 070								8 070	7 000
		508		688								1 196	902
342		17		1 150								1 508	1 504
1 308		787		2 541		3						41 811	29 476
1 774		1 325		64 900		349		-		-		106 160	79 828
1 778		1 330		65 185		349		-		-		106 460	79 978

FAMILLE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Support		106 460	79 978
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>106 460</u>	<u>106 460</u>	<u>79 978</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Support		2 729 858	2 629 375
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 729 858</u>	<u>2 729 858</u>	<u>2 629 375</u>

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	2021	2020
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations pour les services de santé		
Cotisations des employeurs – Fonds des services de santé	7 687 309	7 701 493
Cotisations des particuliers – Fonds des services de santé	295 700	277 259
	7 983 009	7 978 752
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	7 983 009	7 978 752
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Garantie de prêts – Sociétés d'état	219 720	219 122
	219 720	219 122
Intérêts		
Comptes de banque	83	1 158
Gains (pertes) de change sur prêts et avances en devises étrangères	5 842	4 068
	5 926	5 226
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	9 061	2 133
Produits de la criminalité	1 975	5 558
Quote-part sanctions administratives et amendes – Loi sur encadrement secteur financier	1 424	2 150
	12 461	9 840
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	70 781	37 790
Divers	15	11
	70 796	37 801
Autres		
Opération de restructuration		15 889
	-	15 889
Total des revenus divers	308 903	287 878

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
Hydro-Québec	968 712	1 660 000
Loto-Québec	432 630	1 328 462
Société des alcools du Québec	<u>1 219 138</u>	<u>1 225 540</u>
Total des revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	<u>2 620 480</u> ⁽¹⁾	<u>4 214 002</u>
Total des revenus autonomes	<u>10 912 392</u>	<u>12 480 631</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Péréquation	13 252 644	13 124 376
Transferts pour la santé	6 799 581 ^(A)	6 617 342
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 590 213 ^(B)	1 541 650
Autres programmes	<u>3 959 719</u> ^(C)	<u>(265 367)</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>25 602 158</u>	<u>21 018 002</u>
Total des revenus	<u>36 514 549</u>	<u>33 498 633</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

(1) Aux fins des états financiers consolidés du gouvernement, la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises est de 4 490 751 k\$ en 2020-2021 (4 418 567 k\$ en 2019-2020). Le détail est présenté à la note 11, « Participations dans les entreprises du gouvernement », du volume 1 des Comptes publics 2020-2021. Cette quote-part du gouvernement inclut une somme de 597 000 k\$ en 2020-2021 (532 000 k\$ en 2019-2020) affectée au Fonds des générations, une somme de 66 504 k\$ en 2020-2021 (26 296 k\$ en 2019-2020) affectée au Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis et une somme de 161 288 k\$ en 2020-2021 (0 \$ en 2019-2020) affectée au Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux.

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	2021	2020
A) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
Année courante	9 445 929	9 113 827
Païement supplémentaire au titre du TCS (COVID-19)		112 871
Révisions des années antérieures	16 971	(2 067)
	<u>9 462 900</u>	<u>9 224 631</u>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(2 951 451)	(2 817 764)
Révisions des années antérieures	6 113	(37 826)
	<u>(2 945 338)</u>	<u>(2 855 590)</u>
	<u>6 517 562</u>	<u>6 369 041</u>
Fonds ciblés hors TCS	<u>282 019</u>	<u>248 301</u>
	<u>6 799 581</u>	<u>6 617 342</u>
B) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
Année courante	3 389 289	3 292 609
Révisions des années antérieures	6 131	(759)
	<u>3 395 420</u>	<u>3 291 850</u>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(1 808 954)	(1 727 016)
Révisions des années antérieures	3 747	(23 184)
	<u>(1 805 207)</u>	<u>(1 750 200)</u>
	<u>1 590 213</u>	<u>1 541 650</u>
C) Autres programmes		
Transfert fiscal – Programme d'allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)	(1 051 759)	(1 018 121)
Accord sur la relance sécuritaire	3 070 036	
Droit de retrait des infrastructures sociales (petite enfance)	86 233	86 275
Fonds de soutien aux travailleurs essentiels de la COVID-19	660 660	
Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire	302 504	
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	77 272	80 254
Programme canadien de prêts aux étudiants	764 194	531 914
Autres	<u>50 580</u>	<u>54 311</u>
	<u>3 959 719</u>	<u>(265 367)</u>

FINANCES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	29 439	28 074	1 184	181	
Permanents	13	13			
Ne nécessitant pas de crédits		(569)			
	<u>29 451</u>	<u>27 517</u>	<u>1 184</u>	<u>181</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière					
Votés	419 557	419 039	517		
Permanents		101			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>419 557</u>	<u>419 140</u>	<u>517</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits					
Votés	38 416	20 637		17 779	
Permanents	11 183	11 183			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>49 599</u>	<u>31 820</u>	<u>-</u>	<u>17 779</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Service de la dette					
Votés	546	546			
Permanents	6 168 635	5 495 554		673 082	
Ne nécessitant pas de crédits		(62 121)			
	<u>6 169 181</u>	<u>5 433 978</u>	<u>-</u>	<u>673 082</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>6 667 788</u>	<u>5 912 456</u>	<u>1 701</u>	<u>691 042</u>	<u>-</u>
Votés	487 957	468 296	1 701	17 960	
Permanents	6 179 831	5 506 749		673 082	
Ne nécessitant pas de crédits		(62 590)			
Total	<u>6 667 788</u>	<u>5 912 456</u>	<u>1 701</u>	<u>691 042</u>	<u>-</u>
Dépenses	6 665 906	5 912 456		690 861	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	181			181	
Immobilisations tangibles	6		6		
Immobilisations en ressources informationnelles	1 695		1 695		
Total	<u>6 667 788</u>	<u>5 912 456</u>	<u>1 701</u>	<u>691 042</u>	<u>-</u>

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
Direction et administration						
1. Direction et administration	29 439		6	1 178	15 011	12 466
Permanents(1)	10					10
Permanents(2)	3					
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	29 451	-	6	1 178	15 011	12 475
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 2					
Mission : Gouverne et justice					
Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière					
1. Politiques budgétaires, fiscales, économiques et encadrement du secteur financier	19 164			18 586	578
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	6 260		517	5 735	8
3. Soutien aux affaires fiscales, financières et économiques et à la recherche	380 715				16 154
4. Contrôleur des finances	13 418			13 348	70
Amortissement des immobilisations					
Total	419 557	-	-	37 669	16 809

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion.								
	597						181	
3								
								913 (1 482)
3	597	-	-	-	-		181	(569)

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3		Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits				
Mission : Gouverne et justice						
1. Contribution à l'Institut de la statistique du Québec	20 637					
2. Frais de services bancaires						
Permanents(1)	11 183					11 183
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus et les fraudes envers l'État	9 358					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé	8 421					
Total	49 599	-	-	-	-	11 183

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							9 358	
							8 421	
-	20 637	-	-		-	-	17 779	-

Ce programme vise à financer l'Institut de la statistique du Québec, les frais de services bancaires, des initiatives concernant la perception des revenus et les fraudes envers l'État ainsi que la modernisation des systèmes d'information dans le secteur de la santé.

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4	Service de la dette					
Mission : Service de la dette						
1. Service de la dette directe						
Permanents(1)	5 214 000					
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite						
Permanents(2)	954 635					
3. Intérêts sur le régime de rentes de survivants	546					
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
Total	6 169 181	-	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police, (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(3) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur la dette de 5 579 240 k\$, réduite de revenus nets de 1 038 322 k\$, dont 1 068 962 k\$ proviennent du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement.

(4) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite de 6 790 505 k\$, réduite de revenus de 5 835 870 k\$, dont 5 744 693 k\$ proviennent du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR).

(5) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêt sur le régime de rentes de conjoints survivants de 26 885 k\$, réduite de revenus de 26 339 k\$, provenant du Fonds du Régime de rentes de survivants.

(6) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladies accumulés de 24 757 k\$, réduite de revenus de 86 879 k\$, provenant du Fonds des congés de maladie accumulés.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à financer les dépenses gouvernementales relatives aux intérêts sur la dette directe, sur le compte des régimes de retraite, sur le régime de rentes de survivants et sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés.

			4 540 918 ⁽³⁾				673 082	
			954 635 ⁽⁴⁾					
			546 ⁽⁵⁾					
								(62 121) ⁽⁶⁾
-	-	-	5 496 099	-	-	673 082	(62 121)	

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	487 957	6	1 695	52 680	29 275
Permanents	6 179 831				11 193
Amortissement des immobilisations					
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette					
Variation à la baisse de provisions					
Total	6 667 788	-	6	52 680	40 468

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	52 680		52 680
Fonctionnement	40 468	1 014	41 482
Créances douteuses et autres provisions	3	(1 482)	(1 479)
Transfert	384 695		384 695
Affectation à un fonds spécial	1 100		1 100
Service de la dette	5 496 099	(62 121)	5 433 978
Total	5 975 045	(62 590)	5 912 456

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	384 695	1 100	546				17 960	
3			5 495 554				673 082	
								1 014
								(62 121)
								(1 482)
3	384 695	1 100	5 496 099		-	-	691 042	(62 590)

FINANCES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	32 709			
Permanents	10			
	32 719	-	-	
Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière				
Votés	54 305			
Permanents				
	54 305	-	-	
Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits				
Votés	95 721			
Permanents	9 493			
	105 213	-	-	
Programme 4 – Service de la dette				
Votés				
Permanents	5 923 000			
	5 923 000	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	182 735			
Permanents	5 932 502			
Total	6 115 237	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(3 271)				29 439
						3		13
-	-	-		(3 271)		3		29 451
		160 000		205 252				419 557
-	-	160 000		205 252		-		419 557
				(57 305)				38 416
						1 690		11 183
-	-	-		(57 305)		1 690		49 599
				546				546
						245 635		6 168 635
-	-	-		546		245 635		6 169 181
		160 000		145 222				487 957
						247 329		6 179 831
-	-	160 000		145 222		247 329		6 667 788

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et administration			
Autres		6	
	597	6	-
Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière			
Aide d'urgence pour le loyer commercial destinée aux petites entreprises		200 572	
Autres		156 700	
	363 461	357 271	-
Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits			
Institut de la statistique du Québec			
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir			
Modernisation des systèmes d'information dans le secteur de la santé			
	30 925	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	394 984	357 277	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
5	3	583				597	295
5	3	583	-	-	-	597	295
						200 572	
1 100		4 990		100		162 890	170 238
1 100	-	4 990	-	100	-	363 461	170 238
				20 637		20 637	17 824
-	-	-	-	20 637	-	20 637	17 824
1 105	3	5 573	-	20 737	-	384 695	188 357

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		16 791	14 276
Fonctionnement		3 846	3 548
Support		364 058	170 533
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>394 984</u>	<u>384 695</u>	<u>188 357</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		70	60
Fonctionnement		430	440
Support		600	600
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 100</u>	<u>1 100</u>	<u>1 100</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	2021	2020
Droits et permis		
Ressources forestières		
Bois achetés en vertu des garanties d'approvisionnement	4 502	
Érablières	102	
Divers	16	
	4 621	-
Autres		
Études de dossiers	584	575
Permis de chasse, pêche et piégeage	35 605	34 936
Permis commerciaux et particuliers	273	279
Droits pour activités commerciales	1 181	1 165
	37 644	36 955
Total des droits et permis	42 264	36 955
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	169	340
Terres de l'État	58	
Location et concessions	39	54
Amortissement des contributions reportées liées aux immobilisations	1 337	
Divers	(9)	(13)
	1 594	382
Intérêts		
Autres revenus	655	744
Divers	11	31
	666	775
Amendes et confiscations		
Pénalités	270	415
Divers	18	1
	288	416
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	696	414
Subventions d'années antérieures	76	14
	772	427
Total des revenus divers	3 321	2 000
Total des revenus autonomes	45 585	38 955
Total des revenus	45 585	38 955

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	7 719	50 470	218 923	437	(262 110)
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		118			
	<u>7 729</u>	<u>50 597</u>	<u>218 923</u>	<u>437</u>	<u>(262 110)</u>
PROGRAMME 2					
Gestion des ressources forestières					
Votés	509 238	496 677	12 561		
Permanents	48 813	48 813			
Ne nécessitant pas de crédits		7 594			
	<u>558 051</u>	<u>553 084</u>	<u>12 561</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Gestion des ressources fauniques et des parcs					
Votés	192 372	175 454	16 689	229	
Permanents	75			75	
Ne nécessitant pas de crédits		7 467			
	<u>192 447</u>	<u>182 921</u>	<u>16 689</u>	<u>304</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>758 227</u>	<u>786 602</u>	<u>248 173</u>	<u>741</u>	<u>(262 110)</u>
 Votés	 709 330	 722 601	 248 173	 666	 (262 110)
Permanents	48 898	48 823		75	
Ne nécessitant pas de crédits		15 179			
Total	<u>758 227</u>	<u>786 602</u>	<u>248 173</u>	<u>741</u>	<u>(262 110)</u>
 Dépenses	 728 545	 786 602		 506	 (43 385)
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	50		218 725	50	(218 725)
Immobilisations tangibles	24 855		24 755	100	
Immobilisations en ressources informationnelles	4 777		4 693	84	
Total	<u>758 227</u>	<u>786 602</u>	<u>248 173</u>	<u>741</u>	<u>(262 110)</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2021-2022.

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1		Direction et administration				
Mission : Économie et environnement						
1. Direction et administration	7 719		198	4 472	2 308	
Permanents(1)	10				10	
Amortissement des immobilisations						
2. Modification comptable – Paiements de transfert		218 725				
Total	7 729	218 725	-	4 472	2 318	

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2	Gestion des ressources forestières				
Mission : Économie et environnement					
1. Aménagement durable du territoire forestier	329 050				
Permanents(1)	20				
2. Suppression des feux de forêts					
Permanents(2)	48 793				48 793
3. Forestier en chef	5 248		28	4 778	442
Amortissement des immobilisations					
4. Opérations régionales	174 940	9 945	2 588	79 767	28 282
Amortissement des immobilisations					
Total	558 051	-	9 945	84 546	77 516

(1) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).

(2) Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir les autorités du Ministère dans la gestion et la coordination des activités de nature législative, gouvernementale et ministérielle.

	305						437	
								118
	43 385						(262 110)	
-	43 690	-	-	-	-	(261 673)		118

Ce programme vise à gérer l'aménagement durable des forêts publiques, à participer au développement de l'industrie des produits forestiers et à la mise en valeur des forêts privées.

		329 050						
	20							
								38
	12 150	42 208						7 556
-	12 170	371 258	-	-	-	-		7 594

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Économie et environnement						
Gestion des ressources fauniques et des parcs						
1. Protection de la faune	53 051		1 465	4	36 563	13 991
Amortissement des immobilisations						
2. Conservation, gestion et mise en valeur de la faune et des parcs	79 066		13 344	1 875	19 082	12 032
Permanents(1)	75					
Amortissement des immobilisations						
3. Société des établissements de plein air du Québec	60 255					18 800
Total	192 447	-	14 810	1 879	55 644	44 823

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	709 330	218 725	24 755	4 693	144 662	75 855
Permanents	48 898					48 803
Amortissement des immobilisations						
Total	758 227	218 725	24 755	4 693	144 662	124 657

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	144 662		144 662
Fonctionnement	124 657	15 179	139 836
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	130 846		130 846
Affectation à un fonds spécial	371 258		371 258
Service de la dette			
Total	771 423	15 179	786 602

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats. Il permet également de développer un réseau de parcs nationaux et d'en assurer la gestion et la protection.

	1 028							2 409
	32 504			225		4		
						75		5 058
	41 455							
-	74 986	-	-	225	-	79		7 467

	130 826 20	371 258		225		(261 669) 75		15 179
-	130 846	371 258	-	225	-	(261 594)		15 179

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	8 577			
Permanents	10			
	8 586	-	-	
Programme 2 – Gestion des ressources forestières				
Votés	383 408			
Permanents	25 020			
	408 428	-	-	
Programme 3 – Gestion des ressources fauniques et des parcs				
Votés	178 184			
Permanents	75			
	178 259	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	570 168			
Permanents	25 105			
Total	595 273	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(858)				7 719
								10
-	-	-		(858)		-		7 729
		11 600		114 230		23 793		509 238
								48 813
-	-	11 600		114 230		23 793		558 051
11 564		8 000		(5 376)				192 372
								75
11 564	-	8 000		(5 376)		-		192 447
11 564		19 600		107 997		23 793		709 330
								48 898
11 564	-	19 600		107 997		23 793		758 227

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et administration			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	305	-	-
Programme 2 – Gestion des ressources forestières			
Prêts forestiers		113	
Autres			
	12 170	113	-
Programme 3 – Gestion des ressources fauniques et des parcs			
Société des établissements de plein air du Québec		57	
Autres			
	74 986	57	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	87 461	170	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	+	Bénéficiaires non ventilés	=	Total 2021	Total 2020
18		15		269				4				305	378
										43 385		43 385	40 388
18		15		269		-		4		43 385		43 690	40 766
								20				20	20
100		11 607		331								12 150	14 719
100		11 607		331		-		20		-		12 170	14 739
								41 455				41 455	38 287
125		1 375		31 364				610				33 532	9 275
125		1 375		31 364		-		42 065		-		74 986	47 561
242		12 997		31 964		-		42 089		43 385		130 846	103 066

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Capital		60 392	62 447
Intérêt		5 283	10 114
Support		65 171	30 505
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>87 461</u>	<u>130 846</u>	<u>103 066</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		59 582	59 050
Fonctionnement		131 673	104 800
Capital		3 987	1 892
Intérêt		88	88
Support		175 928	80 081
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>371 258</u>	<u>371 258</u>	<u>245 911</u>

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	2021	2020
Droits et permis		
Autres		
Certificat de sélection – Ressortissants étrangers	15 309	24 930
Demande d'engagement d'un garant – Ressortissants étrangers	2 373	4 068
Demande d'un employeur relative à un emploi	3 785	3 528
Consultant en immigration	436	230
Certificat d'acceptation – Travailleurs étrangers	6 811	6 087
Certificat d'acceptation – Étudiants étrangers	12 131	13 914
	40 845	52 757
Total des droits et permis	40 845	52 757
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	1 529	1 717
Divers	9	2
	1 538	1 719
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	321	16
Subventions d'années antérieures	2 712	783
	3 034	799
Total des revenus divers	4 572	2 518
Total des revenus autonomes	45 417	55 276
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	650 270	591 622
Programme d'aide au logement provisoire	23 981	350 000
	674 251	941 622
Total des transferts du gouvernement fédéral	674 251	941 622
Total des revenus	719 668	996 898

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et soutien aux activités du Ministère					
Votés	62 601	50 189	12 412		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 513			
	<u>62 611</u>	<u>54 712</u>	<u>12 412</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Immigration, francisation et intégration					
Votés	329 136	283 242		45 893	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>329 136</u>	<u>283 242</u>	<u>-</u>	<u>45 893</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Langue française					
Votés	58 484	56 187	927	1 370	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		207			
	<u>58 484</u>	<u>56 394</u>	<u>927</u>	<u>1 370</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>450 231</u>	<u>394 348</u>	<u>13 340</u>	<u>47 263</u>	<u>-</u>
Votés	450 221	389 618	13 340	47 263	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 720			
Total	<u>450 231</u>	<u>394 348</u>	<u>13 340</u>	<u>47 263</u>	<u>-</u>
Dépenses	436 868	394 348		47 240	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	5			5	
Immobilisations en ressources informationnelles	13 358		13 340	19	
Total	<u>450 231</u>	<u>394 348</u>	<u>13 340</u>	<u>47 263</u>	<u>-</u>

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS -	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Éducation et culture						
Direction et soutien aux activités du Ministère						
1. Direction et administration	62 601			12 412	25 084	24 897
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
Total	62 611	-	-	12 412	25 084	24 906
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2						
Mission : Éducation et culture						
Immigration, francisation et intégration						
1. Services de francisation	152 415				45 415	29 760
2. Intégration	109 659				18 462	5 917
3. Immigration et prospection	52 626				26 048	12 354
4. Planification, performance et relations extérieures	14 435				11 637	2 190
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants						
Total	329 136	-	-	-	101 562	50 222
PROGRAMME 3						
Mission : Éducation et culture						
Langue française						
1. Conseil supérieur de la langue française	1 218				455	275
2. Office québécois de la langue française	31 268			927	19 775	5 199
Amortissement des immobilisations						
3. Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française	25 999				1 339	353
Total	58 484	-	-	927	21 569	5 827

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

								208
								4 513
-	208	-	-	-	-	-	-	4 513

Ce programme vise à assurer une sélection de l'immigration en adéquation avec les besoins du Québec, tout en favorisant une société francophone et inclusive qui vise la pleine participation des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles.

								60 457	16 782
								59 044	26 236
								11 930	2 295
								28	580
-	131 458	-	-	-	-	-	45 893	-	-

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect, la valorisation et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

								6	482	
								5 234	133	207
								23 552	756	
-	28 791	-	-	-	-	-	1 370	-	-	207

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	450 221			13 340	148 215	80 945
Permanents	10					10
Amortissement des immobilisations						
Total	450 231	-	-	13 340	148 215	80 955

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	148 215		148 215
Fonctionnement	80 955	4 720	85 675
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	160 458		160 458
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	389 628	4 720	394 348

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	160 458						47 263	
								4 720
-	160 458	-	-		-	-	47 263	4 720

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère				
Votés	47 686			
Permanents	10			
	47 695	-	-	
Programme 2 – Immigration, francisation et intégration				
Votés	499 694			
Permanents				
	499 694	-	-	
Programme 3 – Langue française				
Votés	42 484			
Permanents				
	42 484	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	589 864			
Permanents	10			
Total	589 873	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+ ,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				14 916				62 601 10
-	-	-		14 916		-		62 611
				(170 558)				329 136
-	-	-		(170 558)		-		329 136
				16 000				58 484
-	-	-		16 000		-		58 484
				(139 642)				450 221 10
-	-	-		(139 642)		-		450 231

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère			
Autres			
	208	-	-
Programme 2 – Immigration, francisation et intégration			
Programme d'accompagnement et de soutien à l'intégration		71	
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants			
Programme d'appui aux régions en recrutement international			
Programme Interconnexion		26	
Programme Mobilisation-Diversité			
Programme Reconnaissance des compétences et accès aux ordres professionnels			
Programme Soutien à la mission			
Autres		5	
	165 335	102	-
Programme 3 – Langue française			
Promotion et diffusion de la langue française			
Réussir ensemble en français		49	
Autres			
	29 340	49	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	194 884	151	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
		208				208	246
-	-	208	-	-	-	208	246
	130	46 263	910			47 374	41 522
			60 290			60 290	56 252
		32				32	21
		10 011				10 036	3 488
	1 851	3 708				5 559	15 512
		1 862				1 862	2 511
		5 118				5 118	4 740
21		1 161				1 187	3 856
21	1 982	68 154	61 200	-	-	131 458	127 904
3 130		17 994		2 700		23 824	10 807
970		3 943				4 962	3 795
			6			6	4
4 100	-	21 937	6	2 700	-	28 791	14 606
4 121	1 982	90 299	61 206	2 700	-	160 458	142 755

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Intérêt		33	
Support		160 425	142 755
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>194 884</u>	<u>160 458</u>	<u>142 755</u>

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	2021	2020
Droits et permis		
Autres		
Vendeurs itinérants	511	553
Prêteurs d'argent	175	165
Studio de santé	285	379
Commerçants – Véhicules routiers	2 028	2 100
Agences de voyages	436	661
Conseillers en voyage	331	458
Représentant d'agent de recouvrement	129	7
Certificat d'exemption	75	40
Divers	43	46
	4 014	4 409
Total des droits et permis	4 014	4 409
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	291	352
Actes judiciaires	32 247	40 595
Actes juridiques	26 223	34 703
Frais inscription registre contrats préalables – Services funéraires et sépulture	93	
Divers	3	36
	58 856	75 686
Intérêts		
Divers	1	
	1	-
Amendes et confiscations		
Aide aux victimes d'actes criminels	6	5
Contributions pénales	17 623	24 354
Infractions au Code de la sécurité routière	46 476	54 579
Infractions au Code criminel	9 718	12 281
Infractions à diverses lois	19 987	28 320
	93 810	119 538
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 308	1 299
Surplus – Fonds spéciaux et organismes	379	447
Recouvrements de tiers	107	123
Divers		22
	1 794	1 891
Total des revenus divers	154 460	197 115
Total des revenus autonomes	158 474	201 524

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	32 292	34 548
Conseillers juridiques auprès des autochtones	804	830
Mesures québécoises de justice familiale	204	165
Divers	<u>75</u>	<u>68</u>
	<u>33 375</u>	<u>35 611</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>33 375</u>	<u>35 611</u>
Total des revenus	<u>191 850</u>	<u>237 135</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration de la justice					
Votés	398 863	367 502	17 305	14 056	
Permanents	23 456	23 456			
Ne nécessitant pas de crédits		10 462			
	<u>422 319</u>	<u>401 421</u>	<u>17 305</u>	<u>14 056</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Activité judiciaire					
Votés	38 377	37 882	329	166	
Permanents	94 582	91 170		3 412	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>132 959</u>	<u>129 052</u>	<u>329</u>	<u>3 578</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Justice administrative					
Votés	17 905	17 904		2	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>17 905</u>	<u>17 904</u>	<u>-</u>	<u>2</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	174 016	174 016			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>174 016</u>	<u>174 016</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Autres organismes relevant du ministre					
Votés	217 613	216 318	246	1 049	
Permanents		44			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>217 613</u>	<u>216 362</u>	<u>246</u>	<u>1 049</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales					
Votés	182 276	160 415	7 088	14 773	
Permanents	300			300	
Ne nécessitant pas de crédits		1 132			
	<u>182 577</u>	<u>161 547</u>	<u>7 088</u>	<u>15 073</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 147 390</u>	<u>1 100 302</u>	<u>24 968</u>	<u>33 758</u>	<u>-</u>
Votés	855 035	800 022	24 968	30 046	
Permanents	292 355	288 643		3 712	
Ne nécessitant pas de crédits		11 637			
Total	<u>1 147 390</u>	<u>1 100 302</u>	<u>24 968</u>	<u>33 758</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 107 567	1 100 302		18 903	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	44		6	38	
Immobilisations tangibles	4 618		1 370	3 248	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>35 161</u>		<u>23 592</u>	<u>11 569</u>	
Total	<u>1 147 390</u>	<u>1 100 302</u>	<u>24 968</u>	<u>33 758</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
Administration de la justice						
1. Direction, gouvernance et administration	47 311				37 216	8 684
Permanents(1)	11				2	10
Permanents(2)	6 635				6 635	
Amortissement des immobilisations						
2. Soutien technologique et Transformation organisationnelle de la justice	87 341			16 459	19 268	34 653
3. Soutien administratif à l'activité judiciaire	173 401	6	840		62 258	105 868
4. Affaires juridiques, législatives et accès à la justice	80 759				58 282	5 682
5. Bureau des infractions et amendes	10 051				8 720	1 242
Permanents(3)	16 810					
Total	422 319	6	840	16 459	192 380	156 139

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice **Activité judiciaire**

1. Magistrature	3 808		186	3 268	195
Permanents(1)	91 084			87 013	2 276
2. Conseil de la magistrature					
Permanents(1)	3 098			279	1 603
3. Soutien à la magistrature	34 568		142	32 559	1 859
4. Comité sur la rémunération des juges					
Permanents(1)	400				
Total	132 959	-	329	123 119	5 933

(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	1 150	255					6	
								10 462
		7 433					9 529	
							4 429	
	6 184	10 609					3	
							89	
16 810								
16 810	7 334	18 296	-		-	-	14 056	10 462

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il comprend également le comité mandaté pour évaluer la rémunération des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi que pour formuler des recommandations au gouvernement.

							159	
							1 795	
							1 217	
							8	
							400	
-	-	-	-		-	-	3 578	-

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMMES Éléments						
PROGRAMME 3		Justice administrative				
Mission : Gouverne et justice						
1. Contribution du ministère de la Justice au Fonds du Tribunal administratif du Québec	17 168					
2. Conseil de la justice administrative	737				552	184
Total	17 905	-	-	-	552	184
PROGRAMME 4		Indemnisation et reconnaissance				
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1. Indemnisation des personnes victimes d'actes criminels						
Permanents(1)	172 637					18 277
2. Indemnisation et reconnaissance des actes de civisme						
Permanents(2)	1 379					144
Total	174 016	-	-	-	-	18 421
(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).						
(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).						
PROGRAMME 5		Autres organismes relevant du ministre				
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1. Commission des services juridiques	186 253					
2. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	17 918			136	14 573	3 016
Amortissement des immobilisations						
3. Office de la protection du consommateur	13 442			109	9 312	2 619
Amortissement des immobilisations						
Total	217 613	-	-	246	23 885	5 635

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une unité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

			17 168					
							1	
-	-	17 168	-	-	-	2	-	

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.

			154 360					
	1 235							
-	155 595	-	-	-	-	-	-	

Ce programme comprend trois organismes à savoir, la Commission des services juridiques qui vise à offrir des services d'aide juridique aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux et ayant un rapport avec la justice, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12) ainsi que l'Office de la protection du consommateur qui vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1).

			186 253					
							193	
								5
	546						856	
								39
-	186 799	-	-	-	-	1 049	44	

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 6		Poursuites criminelles et pénales				
Mission : Gouverne et justice						
1. Direction, gouvernance et administration	11 876				8 547	2 763
2. Directeur des poursuites criminelles et pénales	170 400		201	6 888	124 003	25 102
Amortissement des immobilisations						
3. Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales						
Permanents(1)	300					
Total	182 577	-	201	6 888	132 549	27 866

(1) Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective (RLRQ, chapitre P-27.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	855 035	6	1 370	23 592	378 557	191 868
Permanents	292 355				93 928	22 309
Amortissement des immobilisations						
Total	1 147 390	6	1 370	23 592	472 485	214 177

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	472 485		472 485
Fonctionnement	214 177	11 637	225 815
Créances douteuses et autres provisions	16 810		16 810
Transfert	349 728		349 728
Affectation à un fonds spécial	35 464		35 464
Service de la dette			
Total	1 088 664	11 637	1 100 302

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Le programme couvre également le financement du comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

						566	
						14 207	
							1 132
						300	
-	-	-	-	-	-	15 073	1 132

16 810	194 133 155 595	35 464				30 046 3 712	11 637
16 810	349 728	35 464	-	-	-	33 758	11 637

JUSTICE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Administration de la justice					
Votés	403 194				
Permanents	11 177				
	414 371	-		-	
Programme 2 – Activité judiciaire					
Votés	38 079				
Permanents	94 582				
	132 661	-		-	
Programme 3 – Justice administrative					
Votés	17 876				
Permanents					
	17 876	-		-	
Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	154 167				
	154 167	-		-	
Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre					
Votés	204 498				
Permanents					
	204 498	-		-	
Programme 6 – Poursuites criminelles et pénales					
Votés	179 364				
Permanents	300				
	179 664	-		-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	843 011				
Permanents	260 226				
Total	1 103 237	-		-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
		5 000		(9 331)				398 863
						12 280		23 456
-	-	5 000		(9 331)		12 280		422 319
				298				38 377
								94 582
-	-	-		298		-		132 959
				29				17 905
-	-	-		29		-		17 905
						19 849		174 016
-	-	-		-		19 849		174 016
3 746				9 370				217 613
3 746	-	-		9 370		-		217 613
				2 913				182 276
								300
-	-	-		2 913		-		182 577
3 746		5 000		3 278				855 035
						32 128		292 355
3 746	-	5 000		3 278		32 128		1 147 390

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Administration de la justice			
Autres		8	
	7 335	8	-
Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance			
Actes de civisme			
Indemnisation des victimes d'actes criminels			
	155 595	-	-
Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre			
Aide juridique			
Autres services juridiques			
Bourse d'études			
Commission des services juridiques			
Projets et partenariats stratégiques			
Soutien aux activités d'éducation financière			
	186 871	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	349 801	8	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
84	856	6 385				7 334	19 805
84	856	6 385	-	-	-	7 334	19 805
			1 235			1 235	1 141
			154 360			154 360	140 395
-	-	-	155 595	-	-	155 595	141 537
			72 891			72 891	67 897
			2 500			2 500	2 500
4						4	4
				110 861		110 861	107 395
6		137				142	149
		400				400	400
10	-	537	75 391	110 861	-	186 799	178 344
94	856	6 922	230 987	110 861	-	349 728	339 686

JUSTICE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		90 891	87 339
Fonctionnement		19 624	19 709
Capital		347	12 070
Support		<u>238 867</u>	<u>220 569</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>349 801</u>	<u>349 728</u>	<u>339 686</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		10 974	11 107
Fonctionnement		6 019	4 458
Capital		176	176
Support		<u>18 296</u>	<u>17 334</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>35 464</u>	<u>35 464</u>	<u>33 075</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	2021	2020
Droits et permis		
Autres		
Divers		1
	-	1
Total des droits et permis	-	1
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers		4
	-	4
Intérêts		
Gains sur fluctuation de change	2	66
Divers		29
	2	95
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	588	325
Subventions d'années antérieures	87	148
	675	473
Total des revenus divers	677	573
Total des revenus autonomes	677	573
Total des revenus	677	573

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	19 650	18 291	655	704	
Permanents	110	93		17	
Ne nécessitant pas de crédits		619			
	<u>19 760</u>	<u>19 004</u>	<u>655</u>	<u>720</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Affaires internationales					
Votés	99 462	95 560	553	3 349	
Permanents		2 457			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>99 462</u>	<u>98 017</u>	<u>553</u>	<u>3 349</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>119 221</u>	<u>117 021</u>	<u>1 207</u>	<u>4 070</u>	<u>-</u>
Votés	119 112	113 851	1 207	4 053	
Permanents	110	93		17	
Ne nécessitant pas de crédits		3 076			
Total	<u>119 221</u>	<u>117 021</u>	<u>1 207</u>	<u>4 070</u>	<u>-</u>
Dépenses	115 171	117 021		1 227	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 000		313	687	
Immobilisations tangibles	2 350		248	2 102	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>700</u>		<u>647</u>	<u>53</u>	
Total	<u>119 221</u>	<u>117 021</u>	<u>1 207</u>	<u>4 070</u>	<u>-</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Direction et administration						
1. Direction et administration	19 650		8	647	11 798	6 310
Permanents(1)	110					93
Amortissement des immobilisations						
Total	19 760	-	8	647	11 798	6 403
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2						
Mission : Économie et environnement						
Affaires internationales						
1. Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales	28 388				4 596	329
2. Représentation du Québec à l'étranger	54 534	313	240		39 442	11 972
Amortissement des immobilisations						
3. Relations bilatérales	8 640				4 428	676
4. Protocole et Bureau des missions	2 071				1 972	100
5. Relations économiques et interministérielles	2 281				1 542	532
6. Soutien aux Offices jeunesse internationaux du Québec	3 547					
Total	99 462	313	240	-	51 979	13 608

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Ministère d'assumer les activités administratives nécessaires à la réalisation de sa mission.

	184					704	
						17	
							619
-	184	-	-	-	-	720	619

Ce programme vise à promouvoir et à défendre les intérêts du Québec sur le plan international, en s'assurant du respect des compétences et de la cohérence de l'action gouvernementale.

	20 216	3 248					
						2 568	
							2 457
	2 755					781	
	208						
	3 547						
-	26 725	3 248	-	-	-	3 349	2 457

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	119 112	313	248	647	63 777	19 918
Permanents	110					93
Amortissement des immobilisations						
Total	119 221	313	248	647	63 777	20 011
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
	DÉPENSES					
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total			
Rémunération	63 777		63 777			
Fonctionnement	20 011	3 076	23 087			
Créances douteuses et autres provisions						
Transfert	26 908		26 908			
Affectation à un fonds spécial	3 248		3 248			
Service de la dette						
Total	113 944	3 076	117 021			

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	26 908	3 248					4 053 17	
								3 076
-	26 908	3 248	-		-	-	4 070	3 076

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	19 771			
Permanents	<u>110</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>19 880</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Affaires internationales				
Votés	99 201			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>99 201</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	118 972			
Permanents	<u>110</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>119 081</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(121)				19 650
								110
-	-	-		(121)		-		19 760
				261				99 462
-	-	-		261		-		99 462
				140				119 112
								110
-	-	-		140		-		119 221

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et administration			
Autres			
	226	-	-
Programme 2 – Affaires internationales			
Organismes voués à la jeunesse		1 853	
Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales		39	
Relations bilatérales			
	27 506	1 892	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	27 732	1 892	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>Municipalités</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>Personnes</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
		184				184	111
-	-	184	-	-	-	184	111
				3 547		3 547	4 698
868		14 081	158	3 255		20 216	20 846
500		1 924	12	489		2 963	2 575
1 368	-	16 004	170	7 290	-	26 725	28 118
1 368	-	16 188	170	7 290	-	26 908	28 230

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSESAnnée financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Intérêt		6	
Support		26 902	28 230
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>27 732</u>	<u>26 908</u>	<u>28 230</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSESAnnée financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		109	109
Fonctionnement		20	20
Support		3 119	3 090
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 248</u>	<u>3 248</u>	<u>3 219</u>

REVENU**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	27 095 094	25 806 779
Impôt des sociétés	<u>6 472 359</u>	<u>6 240 039</u>
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	<u>33 567 452</u>	<u>32 046 818</u>
Taxes à la consommation		
Ventes	19 952 183	19 384 902
Carburants	11 768	16 730
Tabac	847 205	818 119
Boissons alcooliques	119 456	137 157
Pari mutuel	<u>1 423</u>	<u>1 697</u>
Total des taxes à la consommation	<u>20 932 035</u>	<u>20 358 606</u>
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Divers	(3)	
Autres		
Publicité légale des entreprises	46 203	44 723
Enregistrement d'abris fiscaux et d'actions accréditives	57	55
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	928	928
Droit supplétif – Mutations immobilières	<u>(588)</u>	<u>951</u>
	46 600	46 657
Total des droits et permis	<u>46 597</u>	<u>46 657</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	15 506	14 876
Perception – R.Q. – R.R.Q.	29 531	33 505
Frais de perception – Conseil de gestion (R.Q.A.P.)	<u>5 135</u>	<u>5 918</u>
	50 173	54 300

REVENU**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	209 104	191 573
Impôt sur les profits des sociétés et le capital	197 885	156 930
Taxe sur la vente	78 183	13 735
Taxe sur les carburants	5 302	5 234
Taxe sur le tabac	1 106	830
Droit supplétif – Mutations immobilières – Intérêts	(53)	110
Droits sur les profits d'exploitation minière	194	2 137
Remise en retard de biens non réclamés	(311)	(179)
Divers	(2)	1
	<u>491 409</u>	<u>370 373</u>
Amendes et confiscations		
Aide aux victimes d'actes criminels	102	154
Dépôts judiciaires	(1 810)	(271)
Infractions aux lois fiscales	515	870
Pénalités	239 014	251 707
Frais – Chèques sans provision	556	1 125
	<u>238 378</u>	<u>253 585</u>
Total des revenus divers	<u>779 959</u>	<u>678 258</u>
 Total des revenus autonomes	 <u>55 326 043</u>	 <u>53 130 339</u>
 Total des revenus	 <u><u>55 326 043</u></u>	 <u><u>53 130 339</u></u>

Note : Le portefeuille Revenu est sous la responsabilité du ministre des Finances.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	2021	2020
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 916	1 999
	1 916	1 999
Total des droits et permis	1 916	1 999
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités – Externes		133
Assurance-hospitalisation – Étrangers		2 738
Divers		1
	-	2 872
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 317	1 516
Subventions d'années antérieures	297 416	192 442
	299 733	193 958
Donations de tiers		
Divers	3	
	3	-
Total des revenus divers	299 736	196 830
Total des revenus autonomes	301 652	198 830
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	29 615	29 615
Accord sur relance sécuritaire – Équipements de protection individuelle du Fédéral en nature	289 585	
	319 200	29 615
Total des transferts du gouvernement fédéral	319 200	29 615
Total des revenus	620 852	228 445

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Fonctions de coordination					
Votés	1 345 698	1 222 206	16 651 949		(16 528 457)
Permanents	3 317 403	2 414 850	902 552		
Ne nécessitant pas de crédits		834			
	<u>4 663 101</u>	<u>3 637 890</u>	<u>17 554 502</u>	<u>-</u>	<u>(16 528 457)</u>
PROGRAMME 2					
Services dispensés à la population					
Votés	26 470 700	26 129 595	24 552	316 554	
Permanents	11 463 660	11 205 550	35 739	222 372	
Ne nécessitant pas de crédits		(197 151)			
	<u>37 934 360</u>	<u>37 137 994</u>	<u>60 291</u>	<u>538 925</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Office des personnes handicapées du Québec					
Votés	14 210	12 845	72	1 293	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		43			
	<u>14 210</u>	<u>12 888</u>	<u>72</u>	<u>1 293</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Votés					
Permanents	12 477 375	10 643 526		1 833 849	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>12 477 375</u>	<u>10 643 526</u>	<u>-</u>	<u>1 833 849</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Condition des Aînés					
Votés	31 049	25 634		5 415	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>31 049</u>	<u>25 634</u>	<u>-</u>	<u>5 415</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>55 120 094</u>	<u>51 457 931</u>	<u>17 614 864</u>	<u>2 379 482</u>	<u>(16 528 457)</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
Votés	27 861 656	27 390 279	16 676 573	323 261	(16 528 457)
Permanents	27 258 437	24 263 926	938 291	2 056 221	
Ne nécessitant pas de crédits		(196 274)			
Total	55 120 094	51 457 931	17 614 864	2 379 482	(16 528 457)
Dépenses	54 033 634	51 457 931		2 379 429	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 084 635		17 613 093		(16 528 457)
Immobilisations tangibles	1 449		1 424	25	
Immobilisations en ressources informationnelles	376		347	28	
Total	55 120 094	51 457 931	17 614 864	2 379 482	(16 528 457)

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2021-2022.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Fonctions de coordination				
Mission : Santé et services sociaux						
1. Direction et gestion ministérielle	126 606	3	1 404	296	77 861	47 042
Permanents(1)	29					29
Permanents(2)	926					
Permanents(3)	3 316 353	902 552 ⁽⁴⁾			5 342	2 390 568
Amortissement des immobilisations						
2. Organisme-conseil	2 215				1 095	985
Permanents(3)	26				26	
3. Activités nationales	17 170					1 125
Permanents(3)	69					1
Variation à la baisse de provisions						
4. Modification comptable – Paiements de transfert	1 199 708	16 650 247				
Total	4 663 101	17 552 802	1 404	296	84 324	2 439 749

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(4) Cette somme inclut un montant de 552 267 k\$ lié aux coûts d'acquisitions de stocks et un montant de 350 285 k\$ lié à des frais payés d'avance dans l'année financière.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
926								
17 891								1 867
	135							
	16 045							
	68							(1 033)
	1 077 918						(16 528 457)	
18 816	1 094 167	-	-		-	-	(16 528 457)	834

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMMES Éléments						
PROGRAMME 2		Services dispensés à la population				
Mission : Santé et services sociaux						
1.	Santé publique	438 444	24 552 ⁽⁷⁾			
	Permanents(1)	224 944	35 739 ⁽⁷⁾			
	Consommation de stocks					
2.	Services généraux – Activités cliniques et d'aide	946 381				
	Permanents(1)	44 148				
	Variation à la baisse de provisions					
3.	Soutien à l'autonomie des personnes âgées – Soutien à domicile	1 604 087				
	Permanents(1)	52 370				
	Variation à la baisse de provisions					
4.	Soutien à l'autonomie des personnes âgées – Hébergement	3 475 394				
	Permanents(1)	2 309 612				
	Variation à la baisse de provisions					
5.	Déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme	1 080 919				
	Permanents(1)	38 387				
6.	Jeunes en difficulté	1 591 145				
	Permanents(1)	50 062				
7.	Dépendances	138 763				
	Permanents(1)	4 095				
8.	Santé mentale	1 424 283				
	Permanents(1)	112 166				
	Variation à la baisse de provisions					
9.	Santé physique	6 022 677				
	Permanents(2)	4 208 500				
	Permanents(3)	10 869				
	Permanents(1)	2 681 423				
	Permanents(4)	39				
	Variation à la baisse de provisions					
10.	Administration	1 200 991				
	Permanents(1)	50 955				
	Variation à la baisse de provisions					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être qui répondent aux besoins qui touchent l'ensemble de la population ou à des problématiques particulières.

413 892								
189 206								494
946 381								
44 148								(4 248)
1 604 087								
52 370								(4 279)
3 475 394								
2 309 612								(10 121)
1 080 919								
38 387								
1 591 145								
50 062								
138 763								
4 095								
1 424 283								
112 166								1 670
6 022 677								
3 991 504 ⁽⁸⁾							216 996	
5 531							5 338	
2 681 423							39	(114 926)
1 200 991								
50 955								(1 132)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (suite)		Services dispensés à la population				
Mission : Santé et services sociaux						
11. Soutien aux services	1 072 900					
Permanents(1)	154 126					
Variation à la baisse de provisions						
12. Gestion des bâtiments et des équipements	1 510 351					
Permanents(1)	90 666					
Variation à la baisse de provisions						
13. Organismes communautaires et autres organismes	849 413					
Permanents(1)	48 177					
14. Activités connexes	2 328 324					
Permanents(5)	1 098 778					
Permanents(6)	139 091					
Permanents(1)	119 151					
Variation à la baisse de provisions						
15. Service de la dette	1 768 020					
16. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	3 553					
17. Programme d'aide financière pour les gicleurs dans les résidences privées pour aînés	21 831					
18. Déficience physique	680 224					
Permanents(1)	26 102					
19. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour l'accessibilité des services en médecine spécialisée	313 000					
Total	37 934 360	60 291	-	-	-	-

(1) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(2) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(3) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(4) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).

(5) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(6) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(7) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

(8) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
1 072 900								
154 126								(2 676)
1 510 351								
90 666								(1 852)
849 413								
48 177								
2 021 227		307 097						
1 098 778								
139 091								
119 151								(60 081)
1 768 020								
							3 553	
21 831								
680 224								
26 102								
							313 000	
-	37 028 047	307 097	-		-	-	538 925	(197 151)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Santé et services sociaux						
Office des personnes handicapées du Québec						
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	14 210		20	52	9 611	2 305
Amortissement des immobilisations						
Total	14 210	-	20	52	9 611	2 305
PROGRAMME 4						
Mission : Santé et services sociaux						
Régie de l'assurance maladie du Québec						
1. Services médicaux						
Permanents(1)	7 628 492					
Permanents(2)	6 146					
Permanents(3)	1 606 942					
2. Services optométriques						
Permanents(1)	119 230					
Permanents(3)	234					
3. Services dentaires						
Permanents(1)	161 409					
Permanents(3)	140					
4. Services pharmaceutiques et médicaments						
Permanents(1)	2 631 277					
Permanents(3)	28 213					
5. Autres services						
Permanents(1)	161 183					
6. Administration						
Permanents(1)	132 337					
Permanents(3)	1 771					
Total	12 477 375	-	-	-	-	-

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(3) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(4) Cette somme inclut des dépenses de 3 991 504 k\$, financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme prévu dans la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la mise en oeuvre de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (RLRQ, chapitre E-20.1).

	929						1 293	
								43
-	929	-	-	-	-	1 293		43

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés et les frais d'administration, notamment dans le cadre des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments.

	5 863 343						1 765 149	
	6 146							
	1 606 942							
	74 044						45 185	
	234							
	146 866						14 543	
	140							
	2 631 277							
	28 213							
	152 211						8 972	
	132 337							
	1 771							
-	10 643 526 ⁽⁴⁾	-	-	-	-	1 833 849		-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Condition des Aînés						
</						

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	27 861 656	16 674 802	1 424	347	88 567	52 525
Permanents	27 258 437	938 291			5 368	2 390 598
Amortissement des immobilisations						
Consommation de stocks						
Variation à la baisse de provisions						
Total	55 120 094	17 613 093	1 424	347	93 934	2 443 123

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	93 934		93 934
Fonctionnement	2 443 123	1 910	2 445 033
Créances douteuses et autres provisions	18 816		18 816
Transfert	48 791 234	(198 184)	48 593 050
Affectation à un fonds spécial	307 097		307 097
Service de la dette			
Total	51 654 205	(196 274)	51 457 931

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme poursuit deux objectifs. Il vise d'abord à favoriser le vieillissement actif au sein de la société québécoise. Ensuite, il assure la mise en place des mesures permettant de lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées et de soutenir de façon particulière les personnes âgées plus vulnérables. Enfin, ce programme permet de planifier, conseiller, concerter et soutenir des politiques ou mesures propices pour combattre les préjugés et favoriser la participation, la santé et la sécurité des personnes âgées, et ce, dans une perspective d'équité intergénérationnelle et de respect de la diversité.

	14 206					2 899	
	10 360					2 515	
-	24 566	-	-	-	-	5 415	-

	26 942 090	307 097				(16 205 196)	
18 816	21 849 144					2 056 221	
							1 910
							494
							(198 678)
18 816	48 791 234	307 097	-	-	-	(14 148 975)	(196 274)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Fonctions de coordination				
Votés	181 102			
Permanents	29			
	181 131	-	-	
Programme 2 – Services dispensés à la population				
Votés	26 285 547			
Permanents	5 439 651			
	31 725 198	-	-	
Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec				
Votés	14 060			
Permanents				
	14 060	-	-	
Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec				
Votés				
Permanents	10 840 074			
	10 840 074	-	-	
Programme 5 – Condition des Aînés				
Votés	34 454			
Permanents				
	34 454	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	26 515 163			
Permanents	16 279 754			
Total	42 794 917	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 164 596				1 345 698
						3 317 374		3 317 403
-	-	-		1 164 596		3 317 374		4 663 101
				185 153				26 470 700
		4 874 100				1 149 909		11 463 660
-	-	4 874 100		185 153		1 149 909		37 934 360
				150				14 210
-	-	-		150		-		14 210
						1 637 300		12 477 375
-	-	-		-		1 637 300		12 477 375
				(3 405)				31 049
-	-	-		(3 405)		-		31 049
				1 346 494				27 861 656
		4 874 100				6 104 583		27 258 437
-	-	4 874 100		1 346 494		6 104 583		55 120 094

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Fonctions de coordination			
Autres		93	1 201
Modification comptable – Paiements de transfert			
	1 094 167	93	1 201
Programme 2 – Services dispensés à la population			
Accessibilité des services en médecine spécialisée			
Achat de vaccins et de produits biologiques			76 671
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux			101 791
Aide financière pour l'achat de lunettes et de lentilles			
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite			1 237 869
Établissements privés			861 564
Établissements publics		35 241	28 543 268
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée			
Variation à la hausse (baisse) de provisions			42 648
Loyer – établissements du réseau			107 496
Organismes communautaires et autres organismes		2 446	3 452
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique		23 456	
Rémunération des résidents en médecine			300 744
Ressources de type familial			636 999
Service de la dette			1 617 129
Services hospitaliers hors Québec			29 833
Services sanitaires aériens			
Soutien aux proches aidants			21 652
Système du sang			338 451
Transporteurs ambulanciers		520 480	
Autres		22 409	459 885
	37 566 972	604 033	34 379 451
Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées		30	82
	1 076	30	82
Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques			
Bourses d'études et de recherche			
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie			
Services dentaires			
Services médicaux			
Services optométriques			
Services pharmaceutiques et médicaments			
	12 477 375	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement +	Bénéficiaires non ventilés =	Total 2021	Total 2020
229	5	4 188	54	9 445		15 215	18 317
					1 077 918	1 077 918	856 467
<u>229</u>	<u>5</u>	<u>4 188</u>	<u>54</u>	<u>9 445</u>	<u>1 077 918</u>	1 093 133	874 783
						76 671	70 703
						101 791	99 600
				35 464		35 464	29 005
		19 891				1 237 869	1 265 536
3 815	3 935	62 248	22 730	52 996		881 455	691 910
						28 724 233	21 958 998
						42 648	84 230
						107 496	109 247
528	1 127	890 036				897 589	735 805
			70 369			93 826	98 591
						300 744	279 390
						636 999	637 954
		747				1 617 876	1 513 503
				193 258		223 091	225 314
				42 608		42 608	44 325
		1 804		96		23 552	10 131
50		3 457		72 884		414 841	400 275
716		5 055		175 950		702 201	599 109
4 919	494	75 740		106 496		669 942	347 968
<u>10 027</u>	<u>5 556</u>	<u>1 058 978</u>	<u>93 100</u>	<u>679 752</u>	<u>-</u>	36 830 896 ⁽¹⁾	29 201 593
236	5	565	10			929	1 010
<u>236</u>	<u>5</u>	<u>565</u>	<u>10</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	929	1 010
			129 676			129 676	197 141
			22 535			22 535	22 341
				134 108		134 108	131 288
			6 279	140 727		147 006	188 700
				7 476 431		7 476 431	7 435 344
				74 279		74 279	98 948
			2 011 596	647 894		2 659 490	2 516 842
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>2 170 087</u>	<u>8 473 439</u>	<u>-</u>	10 643 526	10 590 604

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 5 – Condition des Aînés			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés			2 779
Politique Vieillir et vivre ensemble		75	214
	28 007	75	2 993
TOTAL DU PORTEFEUILLE	51 167 596	604 231	34 383 727

(1) Ce montant inclut une somme de 198 184 k\$ pour des dépenses liées à la consommation de stocks et à la variation à la baisse de provisions, qui n'ont pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	+	<u>Municipalités</u>	+	<u>Organismes à but non lucratif</u>	+	<u>Personnes</u>	+	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	+	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	=	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
200		335		7 045								10 360	10 196
38		1 747		10 882				1 250				14 206	15 041
238		2 082		17 927		-		1 250		-		24 566	25 237
10 731		7 648		1 081 659		2 263 250		9 163 886		1 077 918		48 593 050 ⁽¹⁾	40 693 227

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		31 256 120	26 019 057
Fonctionnement		10 414 216	8 345 398
Capital		2 090 172	1 865 101
Intérêt		418 270	392 686
Support		4 414 273	4 070 985
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>51 167 596</u>	<u>48 593 050</u> ⁽¹⁾	<u>40 693 227</u>

(1) Ce montant inclut une somme de 198 184 k\$ pour des dépenses liées à la consommation de stocks et à la variation à la baisse de provisions, qui n'ont pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		14 870	8 883
Fonctionnement		187 114	104 340
Capital		1 164	1 064
Intérêt		256	
Support		103 694	115 352
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>307 097</u>	<u>307 097</u>	<u>229 639</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	2021	2020
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détailants	7 261	18 352
Production industrielle de boissons	1 533	1 705
	8 794	20 056
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	3 887	3 891
Appareils d'amusement	(127)	594
Bingo	766	1 124
Loteries	2 023	4 998
Courses	58	59
	6 608	10 666
Autres		
Études de dossiers	461	690
Organisation – Spectacles sportifs de combat	34	203
Permis d'explosifs	332	477
Divers	3	28
	831	1 398
Total des droits et permis	16 232	32 121
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	220	220
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	1 384	1 598
Location de chambres et pension	4 193	3 449
Conciliation et enquête – Déontologie policière	430	951
Divers	9	19
	6 237	6 236
Intérêts		
Divers	25	42
	25	42
Amendes et confiscations		
Saisie d'argent – Drogue et stupéfiants	1 673	2 996
Infractions à diverses lois	(66)	468
Divers		4
	1 607	3 467

SÉCURITÉ PUBLIQUE**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 849	2 131
Subventions d'années antérieures	2 939	2 446
Recouvrement – Services policiers – Retraite Québec	139	151
Divers	<u>13</u>	<u>15</u>
	<u>5 940</u>	<u>4 743</u>
Total des revenus divers	<u>13 809</u>	<u>14 489</u>
 Total des revenus autonomes	 <u>30 042</u>	 <u>46 609</u>
 Total des revenus	 <u>30 042</u>	 <u>46 609</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Votés	81 031	117 567	92 672		(129 208)
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		5 289			
	<u>81 040</u>	<u>122 866</u>	<u>92 672</u>	<u>-</u>	<u>(129 208)</u>
PROGRAMME 2					
Services de la Sûreté du Québec					
Votés	777 306	767 239	10 067		
Permanents	1 676	1 676			
Ne nécessitant pas de crédits		13 677			
	<u>778 982</u>	<u>782 592</u>	<u>10 067</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Gestion du système correctionnel					
Votés	543 796	543 796			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>543 796</u>	<u>543 796</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Sécurité et prévention					
Votés	198 436	198 436			
Permanents	61 762	61 762			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>260 198</u>	<u>260 198</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Expertises scientifiques et médico-légales					
Votés	26 122	26 118	4		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>26 122</u>	<u>26 118</u>	<u>4</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Encadrement et surveillance					
Votés	48 341	47 190	443	708	
Permanents	34	10		25	
Ne nécessitant pas de crédits		863			
	<u>48 376</u>	<u>48 062</u>	<u>443</u>	<u>733</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 7					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
Votés	89 901	89 901			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>89 901</u>	<u>89 901</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 828 416</u>	<u>1 873 535</u>	<u>103 186</u>	<u>733</u>	<u>(129 208)</u>
 Votés	1 764 934	1 790 248	103 186	708	(129 208)
Permanents	63 482	63 457		25	
Ne nécessitant pas de crédits		19 829			
Total	<u>1 828 416</u>	<u>1 873 535</u>	<u>103 186</u>	<u>733</u>	<u>(129 208)</u>
 Dépenses	1 805 453	1 873 535		463	(48 716)
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	8		80 493	8	(80 492)
Immobilisations tangibles	7 979		7 890	89	
Immobilisations en ressources informationnelles	14 976		14 803	173	
Total	<u>1 828 416</u>	<u>1 873 535</u>	<u>103 186</u>	<u>733</u>	<u>(129 208)</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2021-2022.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1		Direction et administration				
Mission : Gouverne et justice						
1. Direction et administration	81 031	895	11 284	37 515	30 942	
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
2. Modification comptable – Paiements de transfert		80 492				
Total	81 040	80 493	895	11 284	37 515	30 951

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2	Services de la Sûreté du Québec					
Mission : Gouverne et justice						
1. Surveillance du territoire	500 944		107	84	248 815	29 905
Permanents(1)	1 673				1 673	
2. Enquêtes criminelles	276 362		6 883	2 993	75 388	70 605
Permanents(2)	3					
Amortissement des immobilisations						
Total	778 982	-	6 990	3 077	325 876	100 509

(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet de planifier et de coordonner les activités nécessaires à la gestion des programmes du Ministère.

								395
								5 289
	48 716						(129 208)	
-	49 110	-	-	-	-		(129 208)	5 289

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

								222 034
								120 493
3								13 677
3	-	342 526	-	-	-	-	-	13 677

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Gestion du système correctionnel						
1. Services correctionnels	510 071			328 617	180 852	
2. Prestation des organismes communautaires	28 572				28 572	
3. Commission québécoise des libérations conditionnelles	5 154			4 571	582	
Total	543 796	-	-	333 189	210 007	

PROGRAMME 4

Mission : Gouverne et justice

Sécurité et prévention

1. Organisation et pratiques policières	13 881				2 195 1 020
2. Soutien aux services policiers en milieu autochtone	67 254				461 9
3. Sécurité et protection des personnes et des institutions	43 880				34 779 8 431
4. Prévention et lutte contre le crime	28 896				1 688 5 769
5. Prévention des sinistres et atténuation des risques	25 567				4 281 6 160
6. Interventions de sécurité civile	10 533				7 569 2 584
7. Gestion du rétablissement et adaptation	2 396				1 962 58
Permanents(1)	61 762				4 250 1 680
8. Prévention des incendies	6 030				2 227 17
Total	260 198	-	-	-	59 413 25 728

(1) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à protéger la société en assurant aux personnes contrevenantes en détention ou suivies dans la communauté des services pour favoriser leur réinsertion sociale. Il inclut également la Commission québécoise des libérations conditionnelles, dont le mandat consiste notamment à examiner le cas des personnes détenues admissibles à une libération conditionnelle.

601								
-	601	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme assure l'inspection des services de police et prévoit le financement des services policiers autochtones. De plus, il agit dans la lutte contre le terrorisme et en prévention de la criminalité, voit au transport et à la protection des membres du Conseil exécutif et gère les services de sécurité dans les palais de justice et certains édifices gouvernementaux. Il veille également à la mise en place des mesures et des activités de prévention et d'atténuation des risques de sinistres portant atteinte à la sécurité des personnes et de leurs biens. Lorsqu'un sinistre survient, ce programme facilite un retour à la vie normale.

10 666								
66 783								
670								
21 438								
15 127								
380								
375								
55 832								
3 786								
-	175 057	-	-	-	-	-	-	-

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5		Expertises scientifiques et médico-légales				
Mission : Gouverne et justice						
1. Services et expertises judiciaires	15 126				10 960	4 166
2. Bureau du coroner	10 996		4		7 682	3 311
Total	26 122	-	4	-	18 642	7 477

PROGRAMME 6						
Mission : Gouverne et justice						
Encadrement et surveillance						
1. Commissaire à la déontologie policière	3 725				3 172	553
2. Comité de déontologie policière	2 397				1 891	506
3. Régie des alcools, des courses et des jeux	16 643		2	441	13 057	2 435
Permanents(1)	31					
Permanents(2)	3					
Amortissement des immobilisations						
4. Commissaire à la lutte contre la corruption	16 533				9 803	6 730
5. Bureau des enquêtes indépendantes	9 043				7 387	1 656
Total	48 376	-	2	441	35 311	11 879

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (RLRQ, chapitre L-6).

PROGRAMME 7						
Mission : Économie et environnement						
Promotion et développement de la Capitale-Nationale						
1. Secrétariat à la Capitale-Nationale	67 184				1 151	250
2. Commission de la capitale nationale du Québec	22 717					
Total	89 901	-	-	-	1 151	250

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme est chargé de fournir des services divers en matière de médecine légale et d'expertise judiciaire. Il inclut également le Bureau du coroner, dont le mandat est d'investiguer ou d'enquêter sur les causes et les circonstances des décès obscurs ou violents et, s'il y a lieu, de formuler des recommandations afin d'assurer une meilleure protection de la vie humaine.

-	-	-	-	-	-	-	-
---	---	---	---	---	---	---	---

Ce programme regroupe les organisations qui exercent un rôle dans l'encadrement, la surveillance ou le contrôle des activités policières, des activités d'attribution de contrats pour le secteur public ou des secteurs économiques des boissons, des courses, des jeux et des sports de combat.

10						708	
						21	
						3	
							863
10	-	-	-	-	-	733	863

Ce programme a pour objet le développement et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec à titre de capitale nationale, en contribuant à l'aménagement et la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités et en agissant en complémentarité des milieux locaux et régionaux afin de soutenir leur développement économique, social, culturel et touristique.

	44 783	21 000					
	22 717						
-	67 500	21 000	-	-	-	-	-

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	1 764 934	80 493	7 890	14 803	805 173	385 112
Permanents	63 482				5 923	1 690
Amortissement des immobilisations						
Total	1 828 416	80 493	7 890	14 803	811 096	386 802
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
	DÉPENSES					
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total			
Rémunération	811 096		811 096			
Fonctionnement	386 802	19 829	406 631			
Créances douteuses et autres provisions	13		13			
Transfert	292 269		292 269			
Affectation à un fonds spécial	363 526		363 526			
Service de la dette						
Total	1 853 705	19 829	1 873 535			

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	236 437	363 526					(128 500)	
13	55 832						25	
								19 829
13	292 269	363 526	-		-	-	(128 475)	19 829

SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Votés	79 614			
Permanents	10			
	79 624	-	-	
Programme 2 – Services de la Sûreté du Québec				
Votés	721 917			
Permanents				
	721 917	-	-	
Programme 3 – Gestion du système correctionnel				
Votés	541 800			
Permanents				
	541 800	-	-	
Programme 4 – Sécurité et prévention				
Votés	169 285			
Permanents	36 784			
	206 068	-	-	
Programme 5 – Expertises scientifiques et médico-légales				
Votés	22 734			
Permanents				
	22 734	-	-	
Programme 6 – Encadrement et surveillance				
Votés	52 911			
Permanents	34			
	52 945	-	-	
Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale				
Votés	70 428			
Permanents				
	70 428	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 658 688			
Permanents	36 828			
Total	1 695 516	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 417				81 031
								10
-	-	-		1 417		-		81 040
1 284		15 864		38 242				777 306
		1 673				3		1 676
1 284	-	17 536		38 242		3		778 982
				1 996				543 796
-	-	-		1 996		-		543 796
		7 796		21 356		24 979		198 436
-	-	7 796		21 356		24 979		61 762
				3 389				26 122
-	-	-		3 389		-		26 122
				(4 570)				48 341
-	-	-		(4 570)		-		34
				19 473				48 376
-	-	-		19 473		-		89 901
1 284		23 659		81 302		24 982		89 901
		1 673						
1 284	-	25 332		81 302		24 982		1 764 934
								63 482
								1 828 416

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et administration			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	395	-	-
Programme 3 – Gestion du système correctionnel			
Autres			
	601	-	-
Programme 4 – Sécurité et prévention			
Cadre pour la prévention de sinistres			
Formation des policiers et des pompiers			
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac			
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes			
Sécurité civile		13 647	
Services policiers en milieu autochtone			
Autres			
	175 057	13 647	-
Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Aide à la Ville de Québec			
Commission de la capitale nationale du Québec			
Programme d'appui aux actions régionales			
	67 500	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	243 553	13 647	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	+	Bénéficiaires non ventilés	=	Total 2021	Total 2020
		43		352								395	288
										48 716		48 716	30 842
-		43		352		-		-		48 716		49 110	31 129
100				501								601	641
100		-		501		-		-		-		601	641
		15 127										15 127	14 303
		3 286						7 221				10 507	9 382
		7 334		40				25				7 400	6 877
70		7 886		5 233				1 445				14 634	12 698
		8 949		1 841		31 395						55 832	107 235
		49 859		16 925								66 783	56 874
		4 197		578								4 775	2 345
70		96 637		24 617		31 395		8 692		-		175 057	209 714
		14 800										14 800	14 800
								22 717				22 717	20 267
20 000		323		9 660								29 983	18 677
20 000		15 123		9 660		-		22 717		-		67 500	53 744
20 170		111 803		35 129		31 395		31 409		48 716		292 269	295 228

SÉCURITÉ PUBLIQUE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		4 240	4 315
Fonctionnement		15 357	13 817
Capital		57 991	37 098
Intérêt		2 232	2 674
Support		212 448	237 323
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>243 553</u>	<u>292 269</u>	<u>295 228</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		273 357	260 841
Fonctionnement		60 757	60 812
Capital		8 411	7 079
Intérêt		1	21
Support		21 000	19 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>363 526</u>	<u>363 526</u>	<u>347 752</u>

TOURISME

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Direction, administration et gestion des programmes					
Votés	16 309	23 654	438 127		(445 472)
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>16 318</u>	<u>23 663</u>	<u>438 127</u>	<u>-</u>	<u>(445 472)</u>
PROGRAMME 2					
Développement du tourisme					
Votés	191 746	190 946		800	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>191 746</u>	<u>190 946</u>	<u>-</u>	<u>800</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Organismes relevant du ministre					
Votés	142 132	142 132			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>142 132</u>	<u>142 132</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>350 196</u>	<u>356 741</u>	<u>438 127</u>	<u>800</u>	<u>(445 472)</u>
Votés	350 187	356 732	438 127	800	(445 472)
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
Total	<u>350 196</u>	<u>356 741</u>	<u>438 127</u>	<u>800</u>	<u>(445 472)</u>
Dépenses	350 196	356 741		800	(7 345)
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts			438 127		(438 127)
Immobilisations tangibles					
Immobilisations en ressources informationnelles					
Total	<u>350 196</u>	<u>356 741</u>	<u>438 127</u>	<u>800</u>	<u>(445 472)</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2021-2022.

TOURISME

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		Direction, administration et gestion des programmes				
1. Direction et administration		4 522				
Permanents(1)		10				
2. Gestion des programmes		11 787				
3. Modification comptable – Paiements de transfert		438 127				
Total		16 318	438 127	-	-	-
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		Développement du tourisme				
1. Soutien aux projets de développement du tourisme		115 513				
2. Appui aux organisations de développement touristique régional		48 223				
3. Soutien aux événements touristiques		28 010				
Total		191 746	-	-	-	-
PROGRAMME 3 Mission : Économie et environnement		Organismes relevant du ministre				
1. Société du Centre des congrès de Québec		19 523				
2. Société du Palais des congrès de Montréal		50 578				
3. Régie des installations olympiques		72 031				
Total		142 132	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes dédiés à l'industrie touristique du Québec, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et des stratégies touchant l'industrie touristique ainsi que le traitement des plaintes et les services d'accueil et d'information touristique.

		4 522						
		10						
		11 787						
	7 345						(445 472)	
-	7 345	16 318	-	-	-		(445 472)	-

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre et en assurant la promotion du Québec.

		114 713		800				
		48 223						
		28 010						
-	-	190 946	-	800	-	-	-	-

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en aménageant et en exploitant les installations publiques à caractère touristique.

	19 523							
	50 578							
	72 031							
-	142 132	-	-	-	-	-	-	-

TOURISME

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	350 187	438 127				
Permanents	10					
Total	350 196	438 127	-	-	-	-
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES			DÉPENSES			
			Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total	
Rémunération						
Fonctionnement						
Créances douteuses et autres provisions						
Transfert			149 477			149 477
Affectation à un fonds spécial			207 264			207 264
Service de la dette						
Total			356 741	-		356 741

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	149 477	207 255			800		(445 472)	
		10						
-	149 477	207 264	-		800	-	(445 472)	-

TOURISME

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction, administration et gestion des programmes				
Votés	16 309			
Permanents	10			
	16 318	-	-	
Programme 2 – Développement du tourisme				
Votés	49 828			
Permanents				
	49 828	-	-	
Programme 3 – Organismes relevant du ministre				
Votés	101 453			
Permanents				
	101 453	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	167 590			
Permanents	10			
Total	167 600	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								16 309
								10
-	-	-		-		-		16 318
				141 918				191 746
-	-	-		141 918		-		191 746
		23 558		17 120				142 132
-	-	23 558		17 120		-		142 132
		23 558		159 038				350 187
-	-	23 558		159 038		-		350 196

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction, administration et gestion des programmes			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	-	-	-
Programme 3 – Organismes relevant du ministre			
Régie des installations olympiques			
Société du Centre des congrès de Québec			
Société du Palais des congrès de Montréal			
	142 132	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	142 132	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>Municipalités</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>Personnes</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
					7 345	7 345	(665)
-	-	-	-	-	7 345	7 345	(665)
				72 031		72 031	41 278
				19 523		19 523	18 721
				50 578		50 578	37 220
-	-	-	-	142 132	-	142 132	97 219
-	-	-	-	142 132	7 345	149 477	96 553

TOURISME**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		22 783	17 959
Fonctionnement		54 384	24 697
Capital		58 180	41 207
Intérêt		14 129	12 690
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>142 132</u>	<u>149 477</u>	<u>96 553</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		10 036	10 025
Fonctionnement		5 832	6 960
Capital		9 670	6 524
Intérêt		1 925	959
Support		179 801	87 966
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>208 064</u>	<u>207 264</u>	<u>112 434</u>

TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	2021	2020
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation – Droits	39 041	37 630
Transport commercial public	326	327
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A1	2 628	2 574
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A2	2 972	2 887
Frais d'inscription et renouvellement – Intermédiaires en services de transport	188	190
	<u>45 155</u>	<u>43 608</u>
Autres		
Transfert de permis	191	407
Droits portuaires Société portuaire du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie	877	
	<u>1 068</u>	<u>407</u>
Total des droits et permis	<u>46 223</u>	<u>44 015</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	63	62
Location de terrains et bâtisses	976	758
Location – Société portuaire du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie	314	
Chemin de fer Québec central	69	47
Analyse en laboratoire	73	141
Divers	41	58
	<u>1 537</u>	<u>1 066</u>
Intérêts		
Divers	6	7
	<u>6</u>	<u>7</u>
Amendes et confiscations		
Alcofrein	590	602
	<u>591</u>	<u>602</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 692	1 763
Subventions d'années antérieures	6 305	1 392
Divers		2
	<u>7 997</u>	<u>3 157</u>
Autres		
Opération de restructuration	8 582	29 669
	<u>8 582</u>	<u>29 669</u>
Total des revenus divers	<u>18 712</u>	<u>34 502</u>
Total des revenus autonomes	<u>64 935</u>	<u>78 517</u>

TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux	<u>163</u>	<u>160</u>
	<u>163</u>	<u>160</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>163</u>	<u>160</u>
Total des revenus	<u>65 098</u>	<u>78 677</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

TRANSPORTS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS ⁽¹⁾
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Votés	2 825 820	2 746 459	79 193	168	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		21 869			
	<u>2 825 820</u>	<u>2 768 329</u>	<u>79 193</u>	<u>168</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Votés	67 140	79 389	392 173		(404 422)
Permanents	53	53			
Ne nécessitant pas de crédits		5 021			
	<u>67 193</u>	<u>84 463</u>	<u>392 173</u>	<u>-</u>	<u>(404 422)</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 893 014</u>	<u>2 852 792</u>	<u>471 366</u>	<u>168</u>	<u>(404 422)</u>
Votés	2 892 960	2 825 848	471 366	168	(404 422)
Permanents	53	53			
Ne nécessitant pas de crédits		26 890			
Total	<u>2 893 014</u>	<u>2 852 792</u>	<u>471 366</u>	<u>168</u>	<u>(404 422)</u>
Dépenses	2 808 184	2 852 792		6	(17 724)
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts			386 698		(386 698)
Immobilisations tangibles	78 355		78 255	100	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>6 475</u>		<u>6 413</u>	<u>61</u>	
Total	<u>2 893 014</u>	<u>2 852 792</u>	<u>471 366</u>	<u>168</u>	<u>(404 422)</u>

(1) Selon les dispositions de l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), les excédents doivent être imputés sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement pour l'année financière 2021-2022.

TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1	Infrastructures et systèmes de transport				
Mission : Économie et environnement					
1. Transport terrestre	2 509 971	43 868	800	53 767	372 398
Amortissement des immobilisations					
Consommation de stocks					
2. Transport maritime	214 260	730		1 262	1 059
Amortissement des immobilisations					
3. Transport aérien	90 665	33 657		6 742	9 063
Amortissement des immobilisations					
4. Commission des transports du Québec	10 924		139	8 772	1 846
Amortissement des immobilisations					
Total	2 825 820	-	78 255	938	70 542
					384 367

PROGRAMME 2

Mission : Économie et environnement

Administration et services corporatifs

1. Direction	9 289			8 203	713
Permanents(1)	19				19
2. Services corporatifs	49 081		5 475	29 918	13 689
Permanents(2)	34				
Amortissement des immobilisations					
3. Planification, recherche et développement	8 769			8 162	505
4. Modification comptable – Paiements de transfert		386 698			
Total	67 193	386 698	-	5 475	46 283
					14 926

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'entretien d'hiver des infrastructures routières de même que l'amélioration, la réfection, et l'entretien des infrastructures ferroviaires, maritimes et aériennes. Il vise aussi à établir des politiques et à verser des subventions notamment en transport adapté et à la Société des Traversiers du Québec. De plus, ce programme regroupe les activités et mandats du Secrétariat aux affaires maritimes et comprend une contribution du Ministère au Fonds des réseaux de transport terrestre pour le financement des infrastructures routières et de transport collectif.

	87 952	1 951 187						2 952
								1 233
	211 208							4 009
	41 203							12 553
							168	
								1 121
-	340 363	1 951 187	-	-	-	168		21 869

Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

	374							
34								5 021
	102							
	17 724					(404 422)		
34	18 200	-	-	-	-	(404 422)		5 021

TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS -		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	2 892 960	386 698	78 255	6 413	116 825	399 274
Permanents	53					19
Amortissement des immobilisations						
Consommation de stocks						
Total	2 893 014	386 698	78 255	6 413	116 825	399 293

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	116 825		116 825
Fonctionnement	399 293	26 890	426 183
Créances douteuses et autres provisions	34		34
Transfert	358 562		358 562
Affectation à un fonds spécial	1 951 187		1 951 187
Service de la dette			
Total	2 825 901	26 890	2 852 792

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	358 562	1 951 187					(404 254)	
34								25 657
								1 233
34	358 562	1 951 187	-		-	-	(404 254)	26 890

TRANSPORTS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport				
Votés	1 141 051			
Permanents				
	<u>1 141 051</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Administration et services corporatifs				
Votés	63 710			
Permanents	<u>44</u>			
	<u>63 754</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 204 761			
Permanents	<u>44</u>			
Total	<u>1 204 805</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
877		1 522 880		161 012				2 825 820
877	-	1 522 880		161 012		-		2 825 820
				3 431				67 140
						9		53
-	-	-		3 431		9		67 193
877		1 522 880		164 443		9		2 892 960
877	-	1 522 880		164 443		9		2 893 014

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des taxis et autocars		855	
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées			
Aide aux chemins d'accès isolés			
Aide spécifique pour le transport adapté			
Fonds bleu			
Société des Traversiers du Québec			
Soutien au déploiement des autobus scolaires électriques		5 500	
Transport aérien		25 945	
Transport ferroviaire			
Transport maritime		4 583	
Transport terrestre		50	
Autres		389	
	<u>340 363</u>	<u>37 321</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Administration et services corporatifs			
Aide à la recherche et au développement en transport			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	<u>476</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>340 839</u>	<u>37 321</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
			740			1 595	815
			8 884			8 884	8 535
	697					697	738
	62 018					62 018	115 250
				196 977		196 977	2 506
						5 500	184 737
	9 150	3 936	2 172			41 203	3 905
	350	2 150				2 500	14 556
1 000	8 518	130				14 231	2 500
		712				762	12 458
4	5 570	34				5 996	662
<u>1 004</u>	<u>86 302</u>	<u>6 962</u>	<u>11 797</u>	<u>196 977</u>	<u>-</u>	<u>340 363</u>	<u>4 684</u>
40		47		15		102	175
		374				374	265
					17 724	17 724	48 330
<u>40</u>	<u>-</u>	<u>421</u>	<u>-</u>	<u>15</u>	<u>17 724</u>	<u>18 200</u>	<u>48 770</u>
<u>1 044</u>	<u>86 302</u>	<u>7 383</u>	<u>11 797</u>	<u>196 992</u>	<u>17 724</u>	<u>358 562</u>	<u>400 114</u>

TRANSPORTS**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		48 066	44 364
Fonctionnement		127 942	114 917
Capital		55 567	85 969
Intérêt		7 739	8 685
Support		119 249	146 179
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>340 839</u>	<u>358 562</u>	<u>400 114</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Support		1 951 187	180 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 951 187</u>	<u>1 951 187</u>	<u>180 000</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	2021	2020
Droits et permis		
Autres		
Création et modification de personnes morales	17 777	14 941
Publicité légale des entreprises	14 241	13 572
Divers	2	4
	32 020	28 516
Total des droits et permis	32 020	28 516
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	831	850
Frais de perception	1 303	2 196
Divers	1	
	2 134	3 045
Intérêts		
Aide financière de dernier recours	27 076	30 832
Divers	8	8
	27 084	30 840
Amendes et confiscations		
Frais – Chèques sans provision	156	297
	156	297
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 232	2 153
Subventions d'années antérieures	52	32
Aide financière de dernier recours	38 845	79 492
Aide financière de dernier recours – Pensions alimentaires	14 361	14 300
Aide financière de dernier recours – Garants défaillants	1 053	1 682
Divers	2	1
	55 544	97 661
Total des revenus divers	84 918	131 843
Total des revenus autonomes	116 938	160 359
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entente relative au développement de la main-d'oeuvre	132 775	160 079
Entente relative au marché du travail	617 490	622 712
	750 265	782 792
Total des transferts du gouvernement fédéral	750 265	782 792
Total des revenus	867 203	943 151

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la partie 4 de la section A).

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gouvernance, administration et services à la clientèle					
Votés	605 770	589 104	379	16 287	
Permanents	58	58			
Ne nécessitant pas de crédits		381			
	<u>605 828</u>	<u>589 543</u>	<u>379</u>	<u>16 287</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide financière					
Votés	2 965 455	2 908 159		57 295	
Permanents	45 098	45 098			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 010 553</u>	<u>2 953 258</u>	<u>-</u>	<u>57 295</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Mesures d'aide à l'emploi					
Votés	955 135	955 135			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>955 135</u>	<u>955 135</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>4 571 515</u>	<u>4 497 935</u>	<u>379</u>	<u>73 582</u>	<u>-</u>
 Votés	 4 526 359	 4 452 398	 379	 73 582	
Permanents	45 156	45 156			
Ne nécessitant pas de crédits		381			
Total	<u>4 571 515</u>	<u>4 497 935</u>	<u>379</u>	<u>73 582</u>	<u>-</u>
 Dépenses	 4 568 249	 4 497 935		 70 695	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 681		3	1 678	
Immobilisations tangibles	1 585		376	1 209	
Immobilisations en ressources informationnelles					
Total	<u>4 571 515</u>	<u>4 497 935</u>	<u>379</u>	<u>73 582</u>	<u>-</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMMES Éléments						
PROGRAMME 1		Gouvernance, administration et services à la clientèle				
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							5 919	
19								381
	400						8 619	
		215 421					548	
		78 282						
							315	
	40 890						851	
		6 001					34	
19	41 965	318 747	-		-	-	16 287	381

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère tels que les mesures d'aide financière, les mesures d'aide à l'emploi ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Ce programme vise aussi à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à l'exercice de la mission dévolue au Ministère. Également, il assure l'administration de la Commission des partenaires du marché du travail. De plus, ce programme vise à élaborer, mettre en œuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail et de relations du travail. Aussi, il vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielle et de services aux citoyennes et citoyens. Enfin, il permet de verser au Fonds du Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère et il contribue à financer le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Mesures d'aide financière						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles à toutes les citoyennes et tous les citoyens qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre les ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. Ce programme permet aussi d'allouer, à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires le financement en lien avec leur mission globale. Enfin, il vise aussi à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales.

	2 804 009	30 700				57 052	
45 098							
	6 471	36 330				243	
	30 650						
45 098	2 841 130	67 029	-	-	-	57 295	-

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Le Ministère est responsable de l'offre de services publics d'emploi dont l'information sur le marché du travail, le placement et les mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Le Ministère est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre F-5).

	75 000	880 135					
-	75 000	880 135	-	-	-	-	-

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	4 526 359	3	376		156 291	72 102
Permanents	45 156					38
Amortissement des immobilisations						
Total	4 571 515	3	376	-	156 291	72 141

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	156 291		156 291
Fonctionnement	72 141	381	72 522
Créances douteuses et autres provisions	45 118		45 118
Transfert	2 958 095		2 958 095
Affectation à un fonds spécial	1 265 910		1 265 910
Service de la dette			
Total	4 497 554	381	4 497 935

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
45 118	2 958 095	1 265 910					73 582	
								381
45 118	2 958 095	1 265 910	-		-	-	73 582	381

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle				
Votés	567 560			
Permanents	10			
	567 571	-	-	
Programme 2 – Mesures d'aide financière				
Votés	3 005 791			
Permanents	5 500			
	3 011 291	-	-	
Programme 3 – Mesures d'aide à l'emploi				
Votés	865 465			
Permanents				
	865 465	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	4 438 817			
Permanents	5 510			
Total	4 444 327	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
5 454				32 755				605 770
						47		58
<u>5 454</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>32 755</u>		<u>47</u>		<u>605 828</u>
				(40 336)				2 965 455
						39 598		45 098
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(40 336)</u>		<u>39 598</u>		<u>3 010 553</u>
				89 669				955 135
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>89 669</u>		<u>-</u>		<u>955 135</u>
5 454				82 088				4 526 359
						39 646		45 156
<u>5 454</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>82 088</u>		<u>39 646</u>		<u>4 571 515</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle			
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail			
Autres			
	41 965	-	-
Programme 2 – Mesures d'aide financière			
Aide aux personnes et aux familles			
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris			
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires			
Programme de soutien financier aux corporations de développement communautaire			
	2 896 785	-	-
Programme 3 – Mesures d'aide à l'emploi			
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre		75 000	
	75 000	75 000	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	3 013 750	75 000	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>Municipalités</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>Personnes</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
				35 350		35 350	60 080
		1 140		5 475		6 615	5 478
-	-	1 140	-	40 825	-	41 965	65 558
		4 173	2 799 835			2 804 009	2 940 528
		304	28 529	2 122		30 650	27 277
		6 167				304	277
						6 167	5 626
-	-	10 645	2 828 364	2 122	-	2 841 130	2 973 708
						75 000	17 000
-	-	-	-	-	-	75 000	17 000
-	-	11 785	2 828 364	42 946	-	2 958 095	3 056 266

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		20 763	19 894
Fonctionnement		994	957
Capital		39	2
Support		2 936 298	3 035 413
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 013 750</u>	<u>2 958 095</u>	<u>3 056 266</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Rémunération		208 617	184 363
Fonctionnement		101 315	95 279
Capital		7 881	8 865
Intérêt		933	933
Support		947 164	926 238
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 270 616</u>	<u>1 265 910</u>	<u>1 215 677</u>

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS +
ASSEMBLÉE NATIONALE	
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	1 702
Total du portefeuille	1 702
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION	
2 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	
3 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
4 Projets d'infrastructures 2008	
5 Projets d'infrastructures 2015	
Total du portefeuille	-
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	
6 Financement des programmes de gestion des risques agricoles	
7 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	715
Total du portefeuille	715
CULTURE ET COMMUNICATIONS	
8 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 433
9 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
10 Financement des unités autonomes de service	200
11 Projets d'infrastructures 2008	
Total du portefeuille	1 633
ÉCONOMIE ET INNOVATION	
12 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
13 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	
14 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	102
15 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
Total du portefeuille	102
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	
16 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	
17 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
18 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	
19 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	
20 Formation dans les pénitenciers fédéraux	
21 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	622
Total du portefeuille	622

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2021	TOTAL 2020	
				1 702	8 654	1
-		-		1 702	8 654	
404				404	77 376	2
38 854				38 854	960	3
33 058				33 058	25 124	4
51 537				51 537	28 113	5
123 853		-		123 853	131 574	
121 694				121 694	90 164	6
				715	2 220	7
121 694		-		122 408	92 383	
				1 433	1 327	8
				200	721	9
9 000				9 000	628	10
9 000		-		10 633	1 903	11
		400		400	221	12
1 535				1 535	13 674	13
				102	1 366	14
23 564				23 564		15
25 099		400		25 601	15 260	
22 063				22 063	24 827	16
		3 477		3 477	4 737	17
41 291				41 291	17 118	18
10 415				10 415	23 309	19
184				184	311	20
22 896				23 518	1 087	21
96 850		3 477		100 949	71 388	

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
22	Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	28
23	Financement d'infrastructures 2018	
24	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
25	Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
	Total du portefeuille	28
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
26	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	141
	Total du portefeuille	141
FINANCES		
27	Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	
	Total du portefeuille	-
FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
28	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
29	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3
	Total du portefeuille	3
JUSTICE		
30	Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
31	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	-
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
32	Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	110 611
33	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
34	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
35	Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	
36	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	335
	Total du portefeuille	110 946
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
37	Administration de la Loi sur les armes à feu	
38	Financement des unités autonomes de service	170
39	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
40	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	923
	Total du portefeuille	1 093

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2021	TOTAL 2020	
				28	21	22
22 921				22 921	50 628	23
					534	24
4 726				4 726		25
27 646		-		27 675	51 183	
598		237		976	1 243	26
598		237		976	1 243	
495 770				495 770	999 811	27
495 770		-		495 770	999 811	
		265		265	3 867	28
460		326		789	1 238	29
460		590		1 054	5 106	
508				508	582	30
					250	31
508		-		508	832	
				110 611	111 852	32
		470		470	353	33
		19 394		19 394	21 428	34
					582	35
68 381				68 716	7 746	36
68 381		19 865		199 191	141 961	
5 908				5 908	5 778	37
3 500				3 670	3 747	38
		2 945		2 945	3 107	39
39 271		163		40 357	374 476	40
48 679		3 108		52 881	387 108	

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS +
TRANSPORTS	
41 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
42 Financement du Bureau d'évaluation médicale	
43 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	149
Total du portefeuille	149
TOTAL	117 134

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2021	TOTAL 2020	
3 234				3 234	141	41
3 234		-		3 234	141	
		4 686		4 686	4 674	42
				149	173	43
-		4 686		4 834	4 847	
1 021 772		32 362		1 171 269	1 916 070	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
ASSEMBLÉE NATIONALE		
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
Total du portefeuille	-	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION		
2 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées		
3 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		
4 Projets d'infrastructures 2008		
5 Projets d'infrastructures 2015		
Total du portefeuille	-	-
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
6 Financement des programmes de gestion des risques agricoles		
7 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
CULTURE ET COMMUNICATIONS		
8 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		1 433
9 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
10 Financement des unités autonomes de service		200
11 Projets d'infrastructures 2008		9 000
Total du portefeuille	-	10 633
ÉCONOMIE ET INNOVATION		
12 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
13 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		
14 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
15 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		
Total du portefeuille	-	-
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR		
16 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		22 063
17 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
18 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		41 291
19 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		10 415
20 Formation dans les pénitenciers fédéraux		184
21 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		8 088
Total du portefeuille	-	82 042

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2021	TOTAL 2020	
				1 702		1 702	8 654	1
-		-		1 702		1 702	8 654	
404						404	77 376	2
38 854						38 854	960	3
33 058						33 058	25 124	4
51 537						51 537	28 113	5
123 853		-		-		123 853	131 574	
121 694						121 694	90 164	6
715						715	2 220	7
122 408		-		-		122 408	92 383	
						1 433	1 327	8
							721	9
						200	628	10
						9 000	1 903	11
-		-		-		10 633	4 579	
400						400	221	12
1 535						1 535	13 674	13
102						102	1 366	14
23 564						23 564		15
25 601		-		-		25 601	15 260	
						22 063	24 827	16
3 477						3 477	4 737	17
						41 291	17 118	18
						10 415	23 309	19
						184	311	20
		15 430				23 518	1 087	21
3 477		15 430		-		100 949	71 388	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
22 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		
23 Financement d'infrastructures 2018		
24 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
25 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		
Total du portefeuille	-	-
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
26 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
FINANCES		
27 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence		
Total du portefeuille	-	-
FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
28 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
29 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
JUSTICE		
30 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		
31 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
32 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	110 611	
33 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	470	
34 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	19 394	
35 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		
36 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	68 716	
Total du portefeuille	199 191	-
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
37 Administration de la Loi sur les armes à feu		
38 Financement des unités autonomes de service		
39 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
40 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2021	TOTAL 2020	
28						28	21	22
22 921						22 921	50 628	23
							534	24
4 726						4 726		25
27 675		-		-		27 675	51 183	
976						976	1 243	26
976		-		-		976	1 243	
495 770						495 770	999 811	27
495 770		-		-		495 770	999 811	
265						265	3 867	28
789						789	1 238	29
1 054		-		-		1 054	5 106	
				508		508	582	30
							250	31
-		-		508		508	832	
						110 611	111 852	32
						470	353	33
						19 394	21 428	34
							582	35
						68 716	7 746	36
-		-		-		199 191	141 961	
				5 908		5 908	5 778	37
				3 670		3 670	3 747	38
				2 945		2 945	3 107	39
10				40 347		40 357	374 476	40
10		-		52 871		52 881	387 108	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
TRANSPORTS		
41 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
42 Financement du Bureau d'évaluation médicale		
43 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TOTAL	199 191	92 675

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE =	TOTAL 2021	TOTAL 2020	
3 234			3 234	141	41
3 234	-	-	3 234	141	
		4 686	4 686	4 674	42
		149	149	173	43
-	-	4 834	4 834	4 847	
804 059	15 430	59 914	1 171 269	1 916 070	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
ASSEMBLÉE NATIONALE	
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	
Total du portefeuille	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION	
2 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	(158)
3 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	37 028
4 Projets d'infrastructures 2008	32 769
5 Projets d'infrastructures 2015	51 276
Total du portefeuille	120 914
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	
6 Financement des programmes de gestion des risques agricoles	121 324
7 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	165
Total du portefeuille	121 489
CULTURE ET COMMUNICATIONS	
8 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	
9 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
10 Financement des unités autonomes de service	
11 Projets d'infrastructures 2008	9 000
Total du portefeuille	9 000
ÉCONOMIE ET INNOVATION	
12 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	400
13 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	1 284
14 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
15 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	23 477
Total du portefeuille	25 162
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	
16 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	11 313
17 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	2 880
18 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	41 291
19 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	10 415
20 Formation dans les pénitenciers fédéraux	184
21 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	23 040
Total du portefeuille	89 123

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2021	TOTAL 2020	
13		1 689		1 702	8 654	1
13		1 689		1 702	8 654	
352		211		404	77 376	2
1 393		434		38 854	960	3
190		100		33 058	25 124	4
224		37		51 537	28 113	5
2 158		781		123 853	131 574	
230		139		121 694	90 164	6
2		547		715	2 220	7
232		687		122 408	92 383	
281		1 153		1 433	1 327	8
					721	9
11		189		200	628	10
				9 000	1 903	11
292		1 341		10 633	4 579	
				400	221	12
251				1 535	13 674	13
		102		102	1 366	14
86				23 564		15
337		102		25 601	15 260	
183		10 568		22 063	24 827	16
		597		3 477	4 737	17
				41 291	17 118	18
				10 415	23 309	19
				184	311	20
		478		23 518	1 087	21
183		11 643		100 949	71 388	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT	+
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
22 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		
23 Financement d'infrastructures 2018		22 921
24 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
25 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		4 714
Total du portefeuille		27 635
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
26 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		248
Total du portefeuille		248
FINANCES		
27 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence		495 770 ⁽¹⁾
Total du portefeuille		495 770
FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
28 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
29 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		100
Total du portefeuille		100
JUSTICE		
30 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		
31 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille		-
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
32 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile		110 611
33 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		470
34 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		18 456
35 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		
36 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		68 516
Total du portefeuille		198 053

(1) Ce montant a été transféré à la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) pour financer des projets d'infrastructures auprès de municipalités. Au 31 mars 2021, les contributions reportées de la SOFIL s'élevaient à 1 066 878 k\$.

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT =		TOTAL 2021	TOTAL 2020	
11	17	28	21	22
		22 921	50 628	23
			534	24
11		4 726		25
23	17	27 675	51 183	
474	254	976	1 243	26
474	254	976	1 243	
		495 770	999 811	27
-	-	495 770	999 811	
	265	265	3 867	28
103	586	789	1 238	29
103	851	1 054	5 106	
	508	508	582	30
			250	31
-	508	508	832	
		110 611	111 852	32
		470	353	33
	938	19 394	21 428	34
			582	35
	200	68 716	7 746	36
-	1 138	199 191	141 961	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
37 Administration de la Loi sur les armes à feu	
38 Financement des unités autonomes de service	
39 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
40 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	26 299
Total du portefeuille	26 299
TRANSPORTS	
41 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
42 Financement du Bureau d'évaluation médicale	
43 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
TOTAL	1 113 793

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT =		TOTAL 2021	TOTAL 2020	
5 278	631	5 908	5 778	37
2 584	1 086	3 670	3 747	38
2 559	386	2 945	3 107	39
8 779	5 279	40 357	374 476	40
19 200	7 381	52 881	387 108	
35	3 200	3 234	141	41
35	3 200	3 234	141	
2 815	1 870	4 686	4 674	42
98	51	149	173	43
2 913	1 921	4 834	4 847	
25 962	31 514	1 171 269	1 916 070	

SECTION

B

FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées

Année financière terminée le 31 mars 2021

Le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable d'un fonds spécial, par l'approbation des prévisions annuelles de dépenses et d'investissements du fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit du fonds spécial. Cette approbation se fait dans le cadre de l'adoption de lois sur les crédits ou de lois particulières, notamment lors de la constitution d'un fonds spécial. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, un mandat spécial, émis en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01), peut autoriser que des dépenses et des investissements soient portés au débit des fonds spéciaux. Ces autorisations ne valent que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, les dépenses et les investissements effectués sont comparés aux sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière. Tout solde inutilisé d'une somme approuvée de dépenses ou d'investissements est périmé. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvées à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2021, des excédents des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés.

Excédents des dépenses et des investissements sur les sommes approuvées (en milliers de dollars)

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		
Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux	—	31 556
Culture et Communications		
Fonds du patrimoine culturel québécois	—	11 121
Économie et Innovation		
Capital ressources naturelles et énergie	32 569	—
Fonds du développement économique	—	488 980
Éducation et Enseignement supérieur		
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	—	97 270

Excédents des dépenses et des investissements sur les sommes approuvées (suite)
(en milliers de dollars)

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Énergie et Ressources naturelles		
Fonds de transition énergétique	142 798	34 281
Fonds d'information sur le territoire	—	32 754
Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	45 079	1 515
Famille		
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	73 453	423 097
Finances		
Fonds relatif à l'administration fiscale	200 109	—
Forêts, Faune et Parcs		
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable territoire forestier	80 258	—
Justice		
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	18 229	—
Tourisme		
Fonds de partenariat touristique	93 347	44 181
Transports		
Fonds aérien	10 929	10 982
Fonds des réseaux de transport terrestre	—	5 035 514
Travail, Emploi et Solidarité sociale		
Fonds de développement du marché du travail	35 987	—
Fonds des biens et des services	—	358
	732 758¹	6 211 609¹

1. Un excédent des dépenses et des investissements sur les sommes approuvées, respectivement de 13 448 milliers de dollars et de 5 494 893 milliers de dollars, découle de la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

Le sous-ministre des Finances,



Pierre Côté

La contrôlease des finances,



Lucie Pageau, CPA, CA

Québec, le 22 octobre 2021

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds régions et ruralité	<u>261 165</u>	<u>137 574</u>	<u>-</u>
	<u>261 165</u>	<u>137 574</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds régions et ruralité	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

FONDS RÉGIONS ET RURALITÉ

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	252 339	250 000	115 000
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	-
Total des revenus	252 339	250 000	115 000
Dépenses			
Transfert	261 165	137 574	113 900
Total des dépenses excluant le service de la dette	261 165	137 574	113 900
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	261 165	137 574	113 900
Surplus (déficit) de l'exercice	(8 826)	112 426	1 100
Surplus (déficit) cumulé au début	8 826	8 154	7 053
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	120 580	8 154
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux (*)	<u>400 000</u>	<u>271 355</u>	<u>-</u>
	<u>400 000</u>	<u>271 355</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux (*)	<u>75 000</u>	<u>106 556</u>	<u>(31 556)</u>
	<u>75 000</u>	<u>106 556</u>	<u>(31 556)</u>

(*) Le 1er septembre 2020, en vertu de l'article 26 de la Loi sur Infrastructures technologiques Québec (RLRQ, chapitre I-8.4), édictée en vertu de l'article 2 de la partie II de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec (L.Q. 2020, c. 2), est institué le Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux.

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

FONDS DES INFRASTRUCTURES ET DES SERVICES NUMÉRIQUES GOUVERNEMENTAUX
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS ⁽¹⁾	RÉELS ⁽²⁾ 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	-	1 921	-
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	-
Revenus divers	-	332 053 ⁽³⁾	-
Total des revenus	400 000	333 974	-
Dépenses			
Rémunération	-	72 556	-
Fonctionnement	-	194 923	-
Créances douteuses et autres provisions	-	13	-
Total des dépenses excluant le service de la dette	-	267 492	-
Service de la dette	-	3 864	-
Total des dépenses	400 000	271 355	-
Surplus (déficit) de l'exercice	-	62 619	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	62 619	-
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	2 251	-
Ressources informationnelles	-	33 637	-
Total des immobilisations	-	35 888	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	70 667 ⁽³⁾	-
Total des investissements	75 000	106 556	-

Note :

Le 1er septembre 2020, en vertu de l'article 26 de la Loi sur Infrastructures technologiques Québec (RLRQ, chapitre I-8.4), édictée en vertu de l'article 2 de la partie II de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec (L.Q. 2020, c. 2), est institué le Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux.

- (1) Les prévisions de dépenses et d'investissements sont présentées conformément à l'article 39 de la Loi sur Infrastructures technologiques Québec (RLRQ, chapitre I-8.4), édictée en vertu de l'article 2 de la partie II de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec (L.Q. 2020, c. 2).
- (2) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.
- (3) Les revenus divers incluent un revenu de 72 446 k\$ découlant d'une opération de restructuration; les prêts, placements, avances et autres coûts correspondent à des engagements financiers (passifs nécessitant une autorisation budgétaire) découlant de la même opération. Cette opération a été effectuée en vertu de la Loi sur Infrastructures technologiques Québec (RLRQ, chapitre I-8.4), édictée en vertu de l'article 2 de la partie II de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec (L.Q. 2020, c. 2).

CULTURE ET COMMUNICATIONS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds Avenir Mécénat Culture	5 124	5 097	-
Fonds du patrimoine culturel québécois	<u>31 630</u>	<u>10 897</u>	<u>-</u>
	<u>36 754</u>	<u>15 993</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds Avenir Mécénat Culture	-	-	-
Fonds du patrimoine culturel québécois	<u>-</u>	<u>11 121</u>	<u>(11 121)</u>
	<u>-</u>	<u>11 121</u>	<u>(11 121)</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS AVENIR MÉCÉNAT CULTURE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Taxes à la consommation	5 000	5 000	5 000
Revenus divers	6	32	100
Total des revenus	5 006	5 032	5 100
Dépenses			
Rémunération	230	-	-
Fonctionnement	20	33	93
Transfert	4 874	5 064	5 945
Total des dépenses excluant le service de la dette	5 124	5 097	6 038
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	5 124	5 097	6 038
Surplus (déficit) de l'exercice	(118)	(65)	(938)
Surplus (déficit) cumulé au début	118	369	1 307
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	304	369
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

CULTURE ET COMMUNICATIONS
**FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS ⁽¹⁾ 2020
Revenus			
Taxes à la consommation	19 500	23 500	15 500
Revenus divers	540	232	685
Total des revenus	20 040	23 732	16 185
Dépenses			
Rémunération	565	-	-
Fonctionnement	20	2	5
Transfert	31 045	10 894 ⁽¹⁾	6 028
Total des dépenses excluant le service de la dette	31 630	10 897	6 033
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	31 630	10 897	6 033
Surplus (déficit) de l'exercice	(11 590)	12 836	10 153
Surplus (déficit) cumulé au début	36 276	39 112	32 465
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	-
Dépenses	-	(11 121) ⁽¹⁾	(14 627)
Total des redressements des années antérieures	-	(11 121)	(14 627)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	36 276	27 991	17 838
Surplus (déficit) cumulé à la fin	24 686	40 827	27 991
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	11 121	-
Total des investissements	-	11 121	-

(1) Un redressement est effectué en 2020-2021 à la suite de la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert. Les données de l'année financière 2019-2020 ont été retraitées pour tenir compte de ce redressement. Cette modification a également eu pour effet de diminuer de 1 929 k\$ les dépenses de transfert de l'année financière terminée le 31 mars 2021.

ÉCONOMIE ET INNOVATION

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Capital ressources naturelles et énergie	171	32 740 ⁽¹⁾	(32 569)
Fonds du développement économique	1 052 229	663 798 ⁽¹⁾	-
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	<u>150</u>	<u>144</u>	<u>-</u>
	<u>1 052 550</u>	<u>696 683</u>	<u>(32 569)</u>
Investissements			
Capital ressources naturelles et énergie	495 695	7 485	-
Fonds du développement économique	647 359	1 136 339	(488 980)
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	<u>100 000</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>1 243 054</u>	<u>1 143 824</u>	<u>(488 980)</u>

(1) Ces dépenses excluent celles liées aux quotes-parts des participations. Les prévisions des dépenses liées aux quotes-parts des participations ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CAPITAL RESSOURCES NATURELLES ET ÉNERGIE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Revenus divers	4 455	2 204	179 117
Total des revenus	4 455	2 204	179 117
Dépenses			
Fonctionnement	-	328	4 867
Créances douteuses et autres provisions	171	32 413	97 509
Dépenses liées aux quotes-parts des participations	1 881	1 000	167
Total des dépenses excluant le service de la dette	2 052	33 740	102 544
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	2 052	33 740	102 544
Dépenses liées aux quotes-parts des participations	(1 881)	(1 000)	(167)
Total des dépenses à approuver	171	32 740	102 377
Surplus (déficit) de l'exercice	2 403	(31 537)	76 573
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	(15 723)	(127 307)	(199 452)
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	438
Dépenses	-	-	(4 866)
Total des redressements des années antérieures	-	-	(4 428)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début redressé	(15 723)	(127 307)	(203 880)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	(13 320)	(158 843)	(127 307)
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s redressé(e)s	-	252 276	15 934
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(13 320)	93 433	(111 373)
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	495 695	7 485	6 200
Total des investissements	495 695	7 485	6 200

ÉCONOMIE ET INNOVATION

FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	898 548	474 718	1 779 812
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	15 218	10 189
Revenus divers	153 681	180 492	274 203
Total des revenus	1 052 229	670 428	2 064 204
Dépenses			
Fonctionnement	72 694	115 957	789 937
Transfert	126 444	137 867	101 186
Créances douteuses et autres provisions	767 136	329 906	1 085 848
Dépenses liées aux quotes-parts des participations	-	6 630	-
Total des dépenses excluant le service de la dette	966 274	590 360	1 976 972
Service de la dette	85 955	80 068	87 232
Total des dépenses	1 052 229	670 428	2 064 204
Dépenses liées aux quotes-parts des participations	-	(6 630)	-
Total des dépenses à approuver	1 052 229	663 798	2 064 204
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	94 089	82 984	82 984
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	94 089	82 984	82 984
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	-	26 517	(106 577)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	94 089	109 501	(23 592)
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	647 359	1 136 339	847 991
Total des investissements	647 359	1 136 339	847 991

ÉCONOMIE ET INNOVATION

FONDS POUR LA CROISSANCE DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS ⁽¹⁾ 2020
Revenus			
Revenus divers	1 025	123	-
Total des revenus	1 025	123	-
Dépenses			
Fonctionnement	-	144	-
Créances douteuses et autres provisions	150	-	-
Total des dépenses excluant le service de la dette	150	144	-
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	150	144	-
Surplus (déficit) de l'exercice	875	(21)	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	875	(21)	-
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	100 000	-	-
Total des investissements	100 000	-	-

(1) Le Fonds pour la croissance des entreprises québécoises a débuté ses opérations après le 31 mars 2020.

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	93 087	67 568	-
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>-</u>
	<u>118 087</u>	<u>92 568</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	143 000	240 270	(97 270)
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>143 000</u>	<u>240 270</u>	<u>(97 270)</u>

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTSAnnée financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS ⁽¹⁾ 2020
Revenus			
Taxes à la consommation	80 000	80 000	70 000
Revenus divers	1 864	2 627	4 084
Transferts du gouvernement fédéral	-	4 000	-
Total des revenus	81 864	86 627	74 084
Dépenses			
Rémunération	717	802	761
Fonctionnement	100	44	79
Transfert	92 271	66 722 ⁽¹⁾	61 007
Total des dépenses excluant le service de la dette	93 087	67 568	61 847
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	93 087	67 568	61 847
Surplus (déficit) de l'exercice	(11 223)	19 060	12 238
Surplus (déficit) cumulé au début	186 435	205 237	203 305
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	-
Dépenses	-	(185 437) ⁽¹⁾	(195 744)
Total des redressements des années antérieures	-	(185 437)	(195 744)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	186 435	19 799	7 562
Surplus (déficit) cumulé à la fin	175 212	38 859	19 799
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	143 000	240 270 ⁽²⁾	36 357
Total des investissements	143 000	240 270	36 357

(1) Un redressement est effectué en 2020-2021 à la suite de la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert. Les données de l'année financière 2019-2020 ont été retraitées pour tenir compte de ce redressement. Cette modification a également eu pour effet de diminuer de 12 858 k\$ les dépenses de transfert de l'année financière terminée le 31 mars 2021.

(2) Ce montant inclut une somme de 185 437 k\$ liée au redressement des années antérieures à l'égard de la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTSAnnée financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	25 000	25 000	25 000
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	-
Total des revenus	25 000	25 000	25 000
Dépenses			
Transfert	25 000	25 000	25 000
Total des dépenses excluant le service de la dette	25 000	25 000	25 000
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	25 000	25 000	25 000
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles	43 866	37 767	-
Fonds de transition énergétique (*)	1 292	144 090	(142 798)
Fonds d'information sur le territoire	<u>117 902</u>	<u>106 407</u>	<u>-</u>
	<u>163 060</u>	<u>288 264</u>	<u>(142 798)</u>
Investissements			
Fonds des ressources naturelles	600	426	-
Fonds de transition énergétique (*)	-	34 281	(34 281)
Fonds d'information sur le territoire	<u>55 731</u>	<u>88 486</u>	<u>(32 754)</u>
	<u>56 331</u>	<u>123 193</u>	<u>(67 035)</u>

(*) Depuis le 1er novembre 2020, en vertu de l'article 51 de la Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification (L.Q. 2020, c. 19), le nom du Fonds de transition énergétique est remplacé par celui de Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	9 555	15 055	8 736
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	-
Droits et permis	23 269	42 151	22 771
Revenus divers	125	210	647
Total des revenus	32 949	57 416	32 154
Dépenses			
Rémunération	15 156	12 834	13 081
Fonctionnement	13 437	7 239	6 937
Transfert	15 268	17 694	9 380
Créances douteuses et autres provisions	5	-	(1)
Total des dépenses excluant le service de la dette	43 866	37 767	29 398
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	43 866	37 767	29 398
Surplus (déficit) de l'exercice	(10 918)	19 649	2 757
Surplus (déficit) cumulé au début	28 188	34 737	31 981
Surplus (déficit) cumulé à la fin	17 271	54 386	34 737
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	100	271	379
Ressources informationnelles	500	155	29
Total des immobilisations	600	426	408
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	600	426	408

Note :

Le Fonds des ressources naturelles, institué en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets. Les informations financières de tous ces volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles, à l'exception des informations financières du volet Aménagement durable du territoire forestier qui sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE (*) RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾ 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	-	51 205	-
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	-
Droits et permis	1 292	83 207	152
Revenus divers	-	4 588 ⁽²⁾	-
Total des revenus	1 292	139 000	152
Dépenses			
Rémunération	-	2 001	-
Fonctionnement	-	12 134	-
Transfert	1 292	129 943	1 309
Créances douteuses et autres provisions	-	-	(12)
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 292	144 078	1 297
Service de la dette	-	12	-
Total des dépenses	1 292	144 090	1 297
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(5 090)	(1 145)
Surplus (déficit) cumulé au début	-	1 814	2 959
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	(3 276)	1 814
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	39	-
Total des immobilisations	-	39	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	34 242 ⁽²⁾	-
Total des investissements	-	34 281	-

(*) Depuis le 1er novembre 2020, en vertu de l'article 51 de la Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification (L.Q. 2020, c. 19), le nom du Fonds de transition énergétique est remplacé par celui de Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(2) Les revenus divers incluent un revenu de 4 315 k\$ découlant d'une opération de restructuration; les prêts, placements, avances et autres coûts correspondent à des engagements financiers (passifs nécessitant une autorisation budgétaire) découlant de la même opération. Cette opération a été effectuée en vertu de la Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification (L.Q. 2020, c. 19).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>RÉELS 2020</u>
Revenus			
Revenus divers	<u>148 527</u>	<u>168 707</u>	<u>152 921</u>
Total des revenus	<u>148 527</u>	<u>168 707</u>	<u>152 921</u>
Dépenses			
Rémunération	34 001	31 636	29 641
Fonctionnement	83 901	74 768	74 544
Créances douteuses et autres provisions	<u>-</u>	<u>3</u>	<u>23</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	<u>117 902</u>	<u>106 407</u>	<u>104 208</u>
Service de la dette	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Total des dépenses	<u>117 902</u>	<u>106 407</u>	<u>104 208</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	30 625	62 300	48 713
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>612 417</u>	<u>627 897</u>	<u>579 184</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u><u>643 042</u></u>	<u><u>690 197</u></u>	<u><u>627 897</u></u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	4 945	4 245	9 624
Ressources informationnelles	<u>3 821</u>	<u>2 615</u>	<u>1 148</u>
Total des immobilisations	<u>8 765</u>	<u>6 860</u>	<u>10 773</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>46 966</u>	<u>81 626</u>	<u>65 004</u>
Total des investissements	<u><u>55 731</u></u>	<u><u>88 486</u></u>	<u><u>75 776</u></u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	36 660	81 738	(45 079)
Fonds vert (*)	<u>1 138 802</u>	<u>1 035 712</u>	<u>-</u>
	<u>1 175 462</u>	<u>1 117 450</u>	<u>(45 079)</u>
Investissements			
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	200	1 715	(1 515)
Fonds vert (*)	<u>3 292</u>	<u>1 801</u>	<u>-</u>
	<u>3 492</u>	<u>3 515</u>	<u>(1 515)</u>

(*) Depuis le 1er novembre 2020, en vertu de l'article 7 de la Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification (L.Q. 2020, c. 19), le nom du Fonds vert est remplacé par celui de Fonds d'électrification et de changements climatiques.

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾ 2021	RÉELS ⁽¹⁾ 2020
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	186	993
Droits et permis	28 589	102 277	37 521
Revenus divers	13 008	314 674 ⁽²⁾	12 989
Transferts du gouvernement fédéral	5 352	4 937	4 837
Total des revenus	46 949	422 074	56 339
Dépenses			
Rémunération	18 174	22 571	16 294
Fonctionnement	8 200	9 673	6 395
Transfert	10 211	49 213	204
Créances douteuses et autres provisions	75	282	1 267
Total des dépenses excluant le service de la dette	36 660	81 738	24 160
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	36 660	81 738	24 160
Surplus (déficit) de l'exercice	10 289	340 336	32 179
Surplus (déficit) cumulé au début	105 953	182 464	91 566
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	58 967
Dépenses	-	-	(248)
Total des redressements des années antérieures	-	-	58 719
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	105 953	182 464	150 285
Surplus (déficit) cumulé à la fin	116 242	522 799	182 464

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾ 2021	RÉELS ⁽¹⁾ 2020
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	200	103	54
Ressources informationnelles	-	1 612	-
Total des immobilisations	200	1 715	54
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	200	1 715	54

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(2) Cette somme inclut un revenu d'opération de restructuration de 305 032 k\$, opération effectuée en vertu de la Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification (L.Q. 2020, c. 19).

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS VERT (*)

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾ 2021	RÉELS ⁽¹⁾ 2020
Revenus			
Droits et permis	1 044 820	720 529	1 131 863
Revenus divers	28 230	5 360	29 470
Transferts du gouvernement fédéral	104 773	35 279	37 590
Total des revenus	1 177 823	761 167	1 198 923
Dépenses			
Rémunération	39 903	24 274	28 517
Fonctionnement	34 997	325 032 ⁽²⁾	19 363
Transfert	1 063 902	686 405	715 344
Créances douteuses et autres provisions	-	-	16
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 138 802	1 035 712	763 239
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	1 138 802	1 035 712	763 239
Surplus (déficit) de l'exercice	39 021	(274 544)	435 683
Surplus (déficit) cumulé au début	1 609 363	1 715 238	1 293 724
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	2 176	5 018
Dépenses	-	2 840 ⁽³⁾	(14 172)
Total des redressements des années antérieures	-	5 016	(9 154)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	1 609 363	1 720 254	1 284 571
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 648 384	1 445 710	1 720 254
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	2 346	1 258	531
Ressources informationnelles	947	278	158
Total des immobilisations	3 292	1 536	689
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	265 ⁽²⁾	-
Total des investissements	3 292	1 801	689

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS VERT (*)

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021 ⁽¹⁾	RÉELS ⁽¹⁾ 2020
Dépenses par portefeuille ministériel			
Affaires municipales et Habitation	15 385	3 890	1 043
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 789	1 991	877
Économie et Innovation	31 111	15 962	18 603
Éducation et Enseignement supérieur	16 750	-	-
Énergie et Ressources naturelles	479 561	283 833	305 743
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	396 618	425 712	165 804
Forêts, Faune et Parcs	6 862	18 103	6 851
Relations internationales et Francophonie	278	278	278
Santé et Services sociaux	6 313	7 936	3 501
Sécurité publique	6 469	4 523	6 418
Tourisme	223	270	-
Transports	177 444	273 214	254 122
Total des dépenses	1 138 802	1 035 712	763 239

(*) Depuis le 1er novembre 2020, en vertu de l'article 7 de la Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification (L.Q. 2020, c. 19), le nom du Fonds vert est remplacé par celui de Fonds d'électrification et de changements climatiques.

(1) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(2) Les dépenses de fonctionnement incluent une dépense de 305 485 k\$ découlant d'une opération de restructuration; les prêts, placements, avances et autres coûts correspondent à des engagements financiers (passifs nécessitant une autorisation budgétaire) découlant de la même opération. Cette opération a été effectuée en vertu de la Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification (L.Q. 2020, c. 19).

(3) Le redressement apporté aux années antérieures est relatif à l'obtention des résultats finaux du fonds pour l'année financière 2018-2019. Ce redressement de dépenses ne crée pas, dans l'année à laquelle il se rapporte, d'excédent sur les sommes approuvées.

FAMILLE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	<u>2 650 100</u>	<u>2 723 553</u>	<u>(73 453)</u>
	<u>2 650 100</u>	<u>2 723 553</u>	<u>(73 453)</u>
Investissements			
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	<u>-</u>	<u>423 097</u>	<u>(423 097)</u>
	<u>-</u>	<u>423 097</u>	<u>(423 097)</u>

FAMILLE
**FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS ⁽¹⁾ 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	2 650 100	2 729 858	2 629 375
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	-
Total des revenus	2 650 100	2 729 858	2 629 375
Dépenses			
Transfert	2 650 000	2 723 620 ⁽¹⁾	2 624 539
Créances douteuses et autres provisions	100	(67)	4
Total des dépenses excluant le service de la dette	2 650 100	2 723 553	2 624 543
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	2 650 100	2 723 553	2 624 543
Surplus (déficit) de l'exercice	-	6 305	4 832
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	5 129
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	-
Dépenses	-	(423 097) ⁽¹⁾	(433 058)
Total des redressements des années antérieures	-	(423 097)	(433 058)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	-	(423 097)	(427 929)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	(416 792)	(423 097)
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	423 097	-
Total des investissements	-	423 097	-

(1) Un redressement est effectué en 2020-2021 à la suite de la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert. Les données de l'année financière 2019-2020 ont été retraitées pour tenir compte de ce redressement. Cette modification a également eu pour effet de diminuer de 6 305 k\$ les dépenses de transfert de l'année financière terminée le 31 mars 2021.

FINANCES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de financement	2 790	2 483 ⁽¹⁾	-
Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux	400 000	161 288	-
Fonds des générations	-	- ⁽²⁾	-
Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	98 251	90 777	-
Fonds du centre financier de Montréal	1 377	1 377	-
Fonds du Plan Nord	99 878	60 412	-
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	3 748	2 864	-
Fonds relatif à l'administration fiscale	<u>1 024 766</u>	<u>1 224 874</u>	<u>(200 109)</u>
	<u>1 630 808</u>	<u>1 544 076</u>	<u>(200 109)</u>
Investissements			
Fonds de financement	-	- ⁽³⁾	-
Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux	-	-	-
Fonds des générations	-	- ⁽²⁾	-
Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	-	-	-
Fonds du centre financier de Montréal	-	-	-
Fonds du Plan Nord	-	-	-
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	14 078	150	-
Fonds relatif à l'administration fiscale	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>14 078</u>	<u>150</u>	<u>-</u>

(1) Ces dépenses excluent celles relatives au service de la dette. Les prévisions du service de la dette ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

(2) En vertu de l'article 8 de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (RLRQ, chapitre R-2.2.0.1), les prévisions de dépenses et d'investissements du Fonds des générations n'ont pas à être approuvées par le Parlement.

(3) Conformément à l'article 34 de la Loi sur le ministère des Finances (RLRQ, chapitre M-24.01), les prévisions de prêts et placements n'ont pas à être approuvées par le Parlement.

FINANCES

FONDS DE FINANCEMENT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Revenus divers	1 937 297	1 825 779	1 861 186
Total des revenus	1 937 297	1 825 779	1 861 186
Dépenses			
Rémunération	1 531	1 516	1 515
Fonctionnement	1 259	967	1 232
Total des dépenses excluant le service de la dette	2 790	2 483	2 747
Service de la dette	1 929 128	1 757 542	1 813 783
Total des dépenses	1 931 918	1 760 025	1 816 531
Surplus (déficit) de l'exercice	5 379	65 754	44 655
Surplus (déficit) cumulé au début	654 688	655 692	611 037
Surplus (déficit) cumulé à la fin	660 067	721 446	655 692
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	11 006 553	11 585 111	9 681 862
Total des investissements	11 006 553	11 585 111	9 681 862

FINANCES

FONDS DE L'AIDE FINANCIÈRE À L'INVESTISSEMENT ET DES CONTRATS SPÉCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS ⁽¹⁾	RÉELS 2021	RÉELS ⁽²⁾ 2020
Revenus			
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	-	161 288	-
Total des revenus	400 000	161 288	-
Dépenses			
Transfert	-	161 288	-
Total des dépenses excluant le service de la dette	-	161 288	-
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	400 000	161 288	-
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

(1) Les prévisions de dépenses et d'investissements sont présentées conformément à l'article 99 de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019 (L.Q. 2020, c. 5).

(2) Le Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux a débuté ses opérations après le 31 mars 2020.

FINANCES

FONDS DES GÉNÉRATIONS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>RÉELS 2020</u>
Revenus			
Taxes à la consommation	500 000	500 000	500 000
Droits et permis	1 149 000	1 407 648	1 089 271
Revenus divers	477 000	808 564	484 507
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>603 000</u>	<u>597 000</u>	<u>532 000</u>
Total des revenus	<u>2 729 000</u>	<u>3 313 212</u>	<u>2 605 779</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Service de la dette	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Total des dépenses	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	2 729 000	3 313 212	2 605 779
Surplus (déficit) cumulé au début	8 926 378	8 899 156	8 293 378
Remboursement d'emprunts	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(2 000 000)</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>11 655 378</u>	<u>12 212 369</u>	<u>8 899 156</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Ressources informationnelles	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Total des immobilisations	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>2 729 000 ⁽¹⁾</u>	<u>3 305 018 ⁽¹⁾</u>	<u>2 647 721 ⁽¹⁾</u>
Total des investissements	<u>2 729 000</u>	<u>3 305 018</u>	<u>2 647 721</u>

(1) Ce montant correspond aux sommes investies auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

FINANCES

FONDS DES REVENUS PROVENANT DE LA VENTE DE CANNABIS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Taxes à la consommation	48 181	75 640	29 066
Revenus divers	-	18	6
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	50 070	66 504	26 296
Total des revenus	98 251	142 162	55 368
Dépenses			
Fonctionnement	10 199	9 199	8 805
Transfert	87 844	81 533	38 175
Total des dépenses excluant le service de la dette	98 042	90 732	46 980
Service de la dette	209	46	34
Total des dépenses	98 251	90 777	47 014
Surplus (déficit) de l'exercice	-	51 384	8 354
Surplus (déficit) cumulé au début	918	9 272	918
Surplus (déficit) cumulé à la fin	918	60 657	9 272
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

FINANCES

FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	600	600	600
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	-
Droits et permis	888	965	933
Total des revenus	1 488	1 565	1 533
Dépenses			
Transfert	1 377	1 377	1 363
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 377	1 377	1 363
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	1 377	1 377	1 363
Surplus (déficit) de l'exercice	111	188	170
Surplus (déficit) cumulé au début	1 229	1 212	1 042
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 340	1 400	1 212
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

FINANCES

FONDS DU PLAN NORD RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	15 000	15 000	15 000
Impôt sur le revenu et les biens	79 022	79 022	79 022
Revenus divers	69	174	1 551
Total des revenus	94 091	94 196	95 573
Dépenses			
Fonctionnement	111	100	97
Transfert	99 767	60 313	65 764
Total des dépenses excluant le service de la dette	99 878	60 412	65 861
Service de la dette	-	-	1 809
Total des dépenses	99 878	60 412	67 670
Surplus (déficit) de l'exercice	(5 787)	33 784	27 903
Surplus (déficit) cumulé au début	7 733	27 921	18
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 946	61 705	27 921
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

FINANCES

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	500	82	83
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	1 535	1 534	3 389
Droits et permis	8	2	5
Revenus divers	50	46	107
Total des revenus	2 093	1 665	3 585
Dépenses			
Rémunération	2 478	2 239	2 067
Fonctionnement	1 270	626	640
Total des dépenses excluant le service de la dette	3 748	2 864	2 706
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	3 748	2 864	2 706
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 655)	(1 199)	878
Surplus (déficit) cumulé au début	5 789	5 490	4 612
Surplus (déficit) cumulé à la fin	4 134	4 291	5 490
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	263	123	163
Ressources informationnelles	15	27	31
Total des immobilisations	278	150	194
Prêts, placements, avances et autres coûts	13 800	-	-
Total des investissements	14 078	150	194

FINANCES

FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Impôt sur le revenu et les biens	1 024 766	1 224 956	978 808
Total des revenus	1 024 766	1 224 956	978 808
Dépenses			
Fonctionnement	1 024 766	1 026 180	978 808
Transfert	-	198 695	-
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 024 766	1 224 874	978 808
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	1 024 766	1 224 874	978 808
Surplus (déficit) de l'exercice	-	81	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	81	-
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	598 501	678 759	(80 258)
	<u>598 501</u>	<u>678 759</u>	<u>(80 258)</u>
Investissements			
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	18 250	10 397	-
	<u>18 250</u>	<u>10 397</u>	<u>-</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS
**FONDS DES RESSOURCES NATURELLES – VOLET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE FORESTIER
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS⁽¹⁾ 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	256 380	351 216	237 461
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	5 350
Droits et permis	301 707	320 495	274 647
Revenus divers	6 628	11 546	7 931
Transferts du gouvernement fédéral	18 616	24 627	9 760
Total des revenus	583 330	707 884	535 149
Dépenses			
Rémunération	67 566	63 467	66 071
Fonctionnement	354 137	330 147	333 532
Transfert	176 799	285 125 ⁽¹⁾	145 529
Créances douteuses et autres provisions	-	20	(54)
Total des dépenses excluant le service de la dette	598 501	678 759	545 078
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	598 501	678 759	545 078
Surplus (déficit) de l'exercice	(15 171)	29 125	(9 929)
Surplus (déficit) cumulé au début	15 171	29 851	41 671
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	-
Dépenses	-	(4 359) ⁽¹⁾	(6 250)
Total des redressements des années antérieures	-	(4 359)	(6 250)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	15 171	25 492	35 421
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	54 616	25 492

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES – VOLET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE FORESTIER RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS ⁽¹⁾ 2020
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	15 128	4 486	5 092
Ressources informationnelles	3 122	1 553	940
Total des immobilisations	18 250	6 039	6 032
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	4 359	-
Total des investissements	18 250	10 397	6 032

Note :

Le Fonds des ressources naturelles, institué en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets. Les informations financières du volet Aménagement durable du territoire forestier sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Les informations financières de tous les autres volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles.

- (1) Un redressement est effectué en 2020-2021 à la suite de la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert. Les données de l'année financière 2019-2020 ont été retraitées pour tenir compte de ce redressement. Cette modification a également eu pour effet de diminuer de 1 919 k\$ les dépenses de transfert de l'année financière terminée le 31 mars 2021.

JUSTICE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds Accès Justice	19 855	17 748	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	39 350	57 579	(18 229)
Fonds des registres du ministère de la Justice	59 465	46 469	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	46 428	44 992	-
Fonds relatif aux contrats publics	<u>8</u>	<u>5</u>	<u>-</u>
	<u>165 106</u>	<u>166 794</u>	<u>(18 229)</u>
Investissements			
Fonds Accès Justice	-	-	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	-	-	-
Fonds des registres du ministère de la Justice	3 257	882	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	2 048	1 358	-
Fonds relatif aux contrats publics	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>5 305</u>	<u>2 240</u>	<u>-</u>

JUSTICE

FONDS ACCÈS JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	111	2 374	131
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	-
Revenus divers	15 154	11 368	16 334
Transferts du gouvernement fédéral	2 605	2 538	2 577
Total des revenus	17 870	16 281	19 042
Dépenses			
Rémunération	1 219	1 267	1 197
Fonctionnement	13 583	10 349	11 756
Transfert	5 053	6 050	4 620
Créances douteuses et autres provisions	-	83	146
Total des dépenses excluant le service de la dette	19 855	17 748	17 719
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	19 855	17 748	17 719
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 985)	(1 468)	1 324
Surplus (déficit) cumulé au début	10 407	12 717	10 303
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	1 253
Dépenses	-	-	(163)
Total des redressements des années antérieures	-	-	1 090
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	10 407	12 717	11 393
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 422	11 249	12 717
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

JUSTICE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	5 754	9 948	350
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	-
Revenus divers	22 152	15 872	22 722
Transferts du gouvernement fédéral	854	608	(204)
Total des revenus	28 760	26 427	22 868
Dépenses			
Rémunération	776	1 112	770
Fonctionnement	931	382	615
Transfert	37 643	39 421	28 360
Créances douteuses et autres provisions	-	16 664	4 604
Total des dépenses excluant le service de la dette	39 350	57 579	34 349
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	39 350	57 579	34 349
Surplus (déficit) de l'exercice	(10 590)	(31 152)	(11 481)
Surplus (déficit) cumulé au début	43 678	71 056	51 617
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	39 921
Dépenses	-	-	(9 001)
Total des redressements des années antérieures	-	-	30 920
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	43 678	71 056	82 537
Surplus (déficit) cumulé à la fin	33 089	39 904	71 056
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

JUSTICE

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	-	7 433	3 078
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	-
Revenus divers	40 458	39 234	41 733
Total des revenus	40 458	46 667	44 811
Dépenses			
Rémunération	33 377	29 935	29 192
Fonctionnement	26 089	16 534	15 285
Total des dépenses excluant le service de la dette	59 465	46 469	44 478
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	59 465	46 469	44 478
Surplus (déficit) de l'exercice	(19 008)	198	333
Surplus (déficit) cumulé au début	110 586	123 881	123 549
Surplus (déficit) cumulé à la fin	91 578	124 079	123 881
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	200	-	-
Ressources informationnelles	3 057	882	2 006
Total des immobilisations	3 257	882	2 006
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	3 257	882	2 006

JUSTICE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	17 168	17 168	15 741
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	10 526	10 526	9 644
Droits et permis	500	-	-
Revenus divers	17 347	17 868	15 471
Total des revenus	45 540	45 562	40 856
Dépenses			
Rémunération	34 092	35 107	32 324
Fonctionnement	12 321	9 876	10 962
Total des dépenses excluant le service de la dette	46 413	44 982	43 286
Service de la dette	15	10	9
Total des dépenses	46 428	44 992	43 296
Surplus (déficit) de l'exercice	(888)	570	(2 440)
Surplus (déficit) cumulé au début	17 668	16 694	19 134
Surplus (déficit) cumulé à la fin	16 780	17 264	16 694
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	570	371	455
Ressources informationnelles	1 478	987	570
Total des immobilisations	2 048	1 358	1 025
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	2 048	1 358	1 025

JUSTICE

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Revenus divers	150	53	217
Total des revenus	150	53	217
Dépenses			
Fonctionnement	8	5	5
Total des dépenses excluant le service de la dette	8	5	5
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	8	5	5
Surplus (déficit) de l'exercice	142	48	211
Surplus (déficit) cumulé au début	8 563	8 636	8 425
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 705	8 684	8 636
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	72 700	24 346	-
Fonds de soutien aux proches aidants	17 980	17 980	-
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	320 527	317 450	-
	<u>411 207</u>	<u>359 777</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	-	-	-
Fonds de soutien aux proches aidants	-	-	-
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	113 742	53 926	-
	<u>113 742</u>	<u>53 926</u>	<u>-</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DE PRÉVENTION ET DE RECHERCHE EN MATIÈRE DE CANNABIS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	49 125	71 081	28 241
Revenus divers	-	75	416
Total des revenus	49 125	71 156	28 657
Dépenses			
Rémunération	2 026	1 655	1 366
Fonctionnement	3 000	1 913	1 586
Transfert	67 674	20 779	19 790
Total des dépenses excluant le service de la dette	72 700	24 346	22 741
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	72 700	24 346	22 741
Surplus (déficit) de l'exercice	(23 575)	46 810	5 915
Surplus (déficit) cumulé au début	23 990	26 249	20 334
Surplus (déficit) cumulé à la fin	415	73 059	26 249
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DE SOUTIEN AUX PROCHES AIDANTS

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Taxes à la consommation	-	15 000	15 000
Revenus divers	616	79	822
Total des revenus	616	15 079	15 822
Dépenses			
Transfert	17 980	17 980	16 172
Total des dépenses excluant le service de la dette	17 980	17 980	16 172
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	17 980	17 980	16 172
Surplus (déficit) de l'exercice	(17 364)	(2 901)	(350)
Surplus (déficit) cumulé au début	43 410	45 913	46 263
Surplus (déficit) cumulé à la fin	26 046	43 012	45 913
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	273 014	256 351	207 012
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	-
Revenus divers	45 073	56 413	43 862
Transferts du gouvernement fédéral	-	500	-
Total des revenus	318 087	313 263	250 874
Dépenses			
Rémunération	25 782	29 669	24 498
Fonctionnement	184 825	191 713	103 563
Transfert	109 663	95 780	125 761
Créances douteuses et autres provisions	-	3	15
Total des dépenses excluant le service de la dette	320 270	317 166	253 838
Service de la dette	257	284	225
Total des dépenses	320 527	317 450	254 063
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 440)	(4 187)	(3 189)
Surplus (déficit) cumulé au début	5 549	9 562	12 752
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 109	5 376	9 562
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	113 742	53 926	50 223
Total des immobilisations	113 742	53 926	50 223
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	113 742	53 926	50 223

SÉCURITÉ PUBLIQUE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de la région de la Capitale-Nationale	21 050	21 050	-
Fonds des services de police	<u>717 994</u>	<u>682 136</u>	<u>-</u>
	<u>739 044</u>	<u>703 186</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de la région de la Capitale-Nationale	-	-	-
Fonds des services de police	<u>17 366</u>	<u>14 683</u>	<u>-</u>
	<u>17 366</u>	<u>14 683</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	21 000	21 000	19 000
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	-
Total des revenus	21 000	21 000	19 000
Dépenses			
Transfert	21 050	21 050	19 000
Total des dépenses excluant le service de la dette	21 050	21 050	19 000
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	21 050	21 050	19 000
Surplus (déficit) de l'exercice	(50)	(50)	-
Surplus (déficit) cumulé au début	50	50	50
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	50
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DES SERVICES DE POLICE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	355 054	342 526	328 752
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	-
Revenus divers	362 940	339 610	354 400
Total des revenus	717 994	682 136	683 152
Dépenses			
Rémunération	557 845	544 387	542 031
Fonctionnement	159 899	137 713	140 989
Total des dépenses excluant le service de la dette	717 744	682 101	683 021
Service de la dette	250	36	131
Total des dépenses	717 994	682 136	683 152
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	13 809	11 083	11 051
Ressources informationnelles	3 557	3 600	1 512
Total des immobilisations	17 366	14 683	12 563
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	17 366	14 683	12 563

TOURISME

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de partenariat touristique	<u>220 235</u>	<u>313 581</u>	<u>(93 347)</u>
	<u>220 235</u>	<u>313 581</u>	<u>(93 347)</u>
Investissements			
Fonds de partenariat touristique	<u>1 194</u>	<u>45 375</u>	<u>(44 181)</u>
	<u>1 194</u>	<u>45 375</u>	<u>(44 181)</u>

TOURISME

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS ⁽¹⁾ 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	83 409	229 271	97 127
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	4 398	1 518
Taxes à la consommation	129 910	61 077	124 315
Revenus divers	2 251	1 538	2 946
Total des revenus	215 570	296 284	225 906
Dépenses			
Rémunération	18 565	16 907	18 080
Fonctionnement	11 287	9 021	9 498
Transfert	190 353	287 661 ⁽¹⁾	195 914
Créances douteuses et autres provisions	30	(8)	(5)
Total des dépenses excluant le service de la dette	220 235	313 581	223 487
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	220 235	313 581	223 487
Surplus (déficit) de l'exercice	(4 665)	(17 298)	2 420
Surplus (déficit) cumulé au début	12 664	15 698	15 608
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	8 228	6 844
Dépenses	-	(44 509) ⁽¹⁾	(45 455)
Total des redressements des années antérieures	-	(36 281)	(38 611)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	12 664	(20 583)	(23 003)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 000	(37 881)	(20 583)
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	5	-	-
Ressources informationnelles	75	366	367
Total des immobilisations	80	366	367
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 114	45 009 ⁽²⁾	987
Total des investissements	1 194	45 375	1 354

(1) Un redressement est effectué en 2020-2021 à la suite de la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert. Les données de l'année financière 2019-2020 ont été retraitées pour tenir compte de ce redressement. Cette modification a également eu pour effet d'augmenter de 13 448 k\$ les dépenses de transfert de l'année financière terminée le 31 mars 2021.

(2) Ce montant inclut une somme de 44 509 k\$ liée au redressement des années antérieures à l'égard de la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

TRANSPORTS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds aérien	77 838	88 767	(10 929)
Fonds de gestion de l'équipement roulant	134 580	123 429	-
Fonds de la sécurité routière	45 324	24 989	-
Fonds des réseaux de transport terrestre	5 941 478 ⁽¹⁾	5 909 427 ⁽¹⁾	-
	<u>6 199 219</u>	<u>6 146 612</u>	<u>(10 929)</u>
Investissements			
Fonds aérien	8 700	19 682	(10 982)
Fonds de gestion de l'équipement roulant	55 214	40 193	-
Fonds de la sécurité routière	198	73	-
Fonds des réseaux de transport terrestre	2 272 404	7 307 918	(5 035 514)
	<u>2 336 516</u>	<u>7 367 866</u>	<u>(5 046 496)</u>

(1) Ce montant exclut celui lié à la contribution des automobilistes au transport en commun étant donné que les dépenses liées à cette contribution ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 88.5 de la Loi sur les transports (RLRQ, chapitre T-12).

TRANSPORTS

FONDS AÉRIEN

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>RÉELS 2020</u>
Revenus			
Revenus divers	<u>79 082</u>	<u>89 349</u>	<u>82 849</u>
Total des revenus	<u>79 082</u>	<u>89 349</u>	<u>82 849</u>
Dépenses			
Rémunération	22 008	25 036	21 435
Fonctionnement	<u>54 895</u>	<u>62 959</u>	<u>59 563</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	76 903	87 995	80 998
Service de la dette	<u>934</u>	<u>772</u>	<u>886</u>
Total des dépenses	<u>77 838</u>	<u>88 767</u>	<u>81 885</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	1 244	582	964
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>61 946</u>	<u>61 799</u>	<u>60 835</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>63 191</u>	<u>62 381</u>	<u>61 799</u>
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	8 650	19 480	9 947
Ressources informationnelles	<u>50</u>	<u>202</u>	<u>905</u>
Total des immobilisations	8 700	19 682	10 852
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Total des investissements	<u>8 700</u>	<u>19 682</u>	<u>10 852</u>

TRANSPORTS

FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	2 616	497	1 124
Revenus divers	132 484	127 886	129 035
Total des revenus	135 100	128 383	130 160
Dépenses			
Rémunération	30 873	29 323	29 289
Fonctionnement	97 194	89 134	93 285
Total des dépenses excluant le service de la dette	128 067	118 457	122 575
Service de la dette	6 513	4 972	6 151
Total des dépenses	134 580	123 429	128 725
Surplus (déficit) de l'exercice	520	4 954	1 435
Surplus (déficit) cumulé au début	15 495	15 731	14 297
Surplus (déficit) cumulé à la fin	16 015	20 686	15 731
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	54 771	40 193	54 634
Ressources informationnelles	443	-	2
Total des immobilisations	55 214	40 193	54 636
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	55 214	40 193	54 636

TRANSPORTS

FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Revenus divers	55 092	47 885	49 146
Total des revenus	55 092	47 885	49 146
Dépenses			
Rémunération	13 190	1 377	1 157
Fonctionnement	20 045	21 795	22 566
Transfert	12 090	1 816	4 299
Total des dépenses excluant le service de la dette	45 324	24 989	28 022
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	45 324	24 989	28 022
Surplus (déficit) de l'exercice	9 768	22 896	21 123
Surplus (déficit) cumulé au début	22 757	36 342	15 218
Surplus (déficit) cumulé à la fin	32 525	59 238	36 342
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	198	73	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	198	73	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	198	73	-

TRANSPORTS

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS ⁽¹⁾ 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	1 460 000	1 935 587	180 000
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	134 099	239 019	189 626
Taxes à la consommation	2 291 000	1 903 766	2 189 452
Droits et permis	1 200 075	1 133 852	1 162 181
Revenus divers	162 348	172 480	166 126
Transferts du gouvernement fédéral	539 530	251 563	412 231
Total des revenus	5 787 051	5 636 267	4 299 616
Dépenses			
Rémunération	297 298	279 474	281 399
Fonctionnement	1 808 823	1 733 214	1 702 777
Transfert	3 213 054	3 252 148 ⁽¹⁾	2 491 373
Créances douteuses et autres provisions	9 500	6 676	6 922
Total des dépenses excluant le service de la dette	5 328 675	5 271 512	4 482 471
Service de la dette	705 169	726 795	694 365
Total des dépenses	6 033 843	5 998 307	5 176 836
Contribution des automobilistes au transport en commun	(92 366)	(88 880)	(88 299)
Total des dépenses à approuver	5 941 478	5 909 427	5 088 537
Surplus (déficit) de l'exercice	(246 792)	(362 040)	(877 220)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 416 788	1 266 152	1 757 308
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	-
Dépenses	-	(4 919 224) ⁽¹⁾	(4 533 160)
Total des redressements des années antérieures	-	(4 919 224)	(4 533 160)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	1 416 788	(3 653 072)	(2 775 852)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 169 996	(4 015 112)	(3 653 072)

TRANSPORTS

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS ⁽¹⁾ 2020
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	2 255 404	2 370 366	2 291 546
Ressources informationnelles	17 000	18 328	16 664
Total des immobilisations	2 272 404	2 388 693	2 308 210
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	4 919 225 ⁽²⁾	2
Total des investissements	2 272 404	7 307 918	2 308 211

(1) Un redressement est effectué en 2020-2021 à la suite de la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert. Les données de l'année financière 2019-2020 ont été retraitées pour tenir compte de ce redressement. Cette modification a également eu pour effet d'augmenter de 342 258 k\$ les dépenses de transfert de l'année financière terminée le 31 mars 2021.

(2) Ce montant inclut une somme de 4 919 224 k\$ liée au redressement des années antérieures à l'égard de la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2021</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	40 877	40 839	-
Fonds de développement du marché du travail	1 269 865	1 305 852	(35 987)
Fonds des biens et des services	121 788	112 816	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	21 942	15 410	-
Fonds du Tribunal administratif du travail	80 646	80 610	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	31 814	31 531	-
	<u>1 566 933</u>	<u>1 587 057</u>	<u>(35 987)</u>
Investissements			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	-	-
Fonds de développement du marché du travail	-	-	-
Fonds des biens et des services	2 794	3 152	(358)
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	20 400	14 600	-
Fonds du Tribunal administratif du travail	2 940	1 440	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	-	-	-
	<u>26 134</u>	<u>19 192</u>	<u>(358)</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTSAnnée financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	36 405	36 330	35 184
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	3 488	3 503	3 459
Revenus divers	-	43	37
Total des revenus	39 893	39 876	38 681
Dépenses			
Rémunération	1 520	1 489	1 531
Fonctionnement	619	354	237
Transfert	38 739	38 996	36 016
Créances douteuses et autres provisions	-	-	56
Total des dépenses excluant le service de la dette	40 877	40 839	37 839
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	40 877	40 839	37 839
Surplus (déficit) de l'exercice	(985)	(963)	841
Surplus (déficit) cumulé au début	5 345	6 013	5 172
Surplus (déficit) cumulé à la fin	4 360	5 050	6 013
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
**FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	967 755	1 066 363	1 054 956
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	23 000	1 427	1 950
Droits et permis	6 000	1 612	1 541
Revenus divers	68 852	4 993	4 279
Transferts du gouvernement fédéral	172 391	407 121	114 401
Total des revenus	1 237 998	1 481 516	1 177 127
Dépenses			
Rémunération	145 302	173 729	140 553
Fonctionnement	55 773	63 137	55 153
Transfert	1 068 791	1 067 553	992 646
Créances douteuses et autres provisions	-	1 433	271
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 269 865	1 305 852	1 188 624
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	1 269 865	1 305 852	1 188 624
Surplus (déficit) de l'exercice	(31 867)	175 664	(11 497)
Surplus (déficit) cumulé au début	91 164	107 510	119 008
Surplus (déficit) cumulé à la fin	59 297	283 175	107 510
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES BIENS ET DES SERVICES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	69 582	78 739	69 243
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	-
Revenus divers	47 206	45 776 ⁽¹⁾	43 604
Total des revenus	116 788	124 515	112 847
Dépenses			
Rémunération	67 711	68 178	66 022
Fonctionnement	54 008	44 559	38 346
Créances douteuses et autres provisions	51	58	20
Total des dépenses excluant le service de la dette	121 770	112 795	104 389
Service de la dette	18	21	23
Total des dépenses	121 788	112 816	104 411
Surplus (déficit) de l'exercice	(5 000)	11 699	8 436
Surplus (déficit) cumulé au début	64 622	68 408	59 972
Surplus (déficit) cumulé à la fin	59 622	80 107	68 408
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	2 794	411	700
Ressources informationnelles	-	44	2
Total des immobilisations	2 794	455	702
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	2 698 ⁽¹⁾	-
Total des investissements	2 794	3 152	702

(1) Les revenus divers incluent un revenu de 679 k\$ découlant d'une opération de restructuration; les prêts, placements, avances et autres coûts correspondent à des engagements financiers (passifs nécessitant une autorisation budgétaire) découlant de la même opération. Cette opération a été effectuée en vertu de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec (L.Q. 2020, c. 2).

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	17 626	9 917	11 277
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	-
Revenus divers	4 316	5 493 ⁽¹⁾	4 308
Total des revenus	21 942	15 410	15 584
Dépenses			
Fonctionnement	20 742	14 785	14 635
Total des dépenses excluant le service de la dette	20 742	14 785	14 635
Service de la dette	1 200	625	949
Total des dépenses	21 942	15 410	15 584
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	5	-
Ressources informationnelles	20 400	14 594	15 262
Total des immobilisations	20 400	14 600	15 262
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	20 400	14 600	15 262

(1) Cette somme inclut un revenu d'opération de restructuration de 431 k\$, opération effectuée en vertu de la Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec (L.Q. 2020, c. 2).

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	6 034	6 034	6 271
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	34	34	34
Revenus divers	74 578	74 542	70 396
Total des revenus	80 646	80 610	76 701
Dépenses			
Rémunération	61 199	64 294	58 800
Fonctionnement	19 364	16 259	17 842
Créances douteuses et autres provisions	-	2	2
Total des dépenses excluant le service de la dette	80 562	80 554	76 643
Service de la dette	84	56	58
Total des dépenses	80 646	80 610	76 701
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	11 488	11 488	11 488
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	(2 188)
Dépenses	-	-	2 188
Total des redressements des années antérieures	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	11 488	11 488	11 488
Surplus (déficit) cumulé à la fin	11 488	11 488	11 488
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	1 880	942	298
Ressources informationnelles	1 060	498	1 460
Total des immobilisations	2 940	1 440	1 758
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	2 940	1 440	1 758

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2021

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2021	RÉELS 2020
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	30 700	30 700	29 624
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	-	-	-
Revenus divers	70	52	335
Total des revenus	30 770	30 751	29 959
Dépenses			
Rémunération	351	319	325
Fonctionnement	188	75	75
Transfert	31 276	31 122	34 553
Créances douteuses et autres provisions	-	15	13
Total des dépenses excluant le service de la dette	31 814	31 531	34 966
Service de la dette	-	-	-
Total des dépenses	31 814	31 531	34 966
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 045)	(779)	(5 007)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 320	1 479	6 486
Surplus (déficit) cumulé à la fin	275	700	1 479
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles	-	-	-
Ressources informationnelles	-	-	-
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
Total des investissements	-	-	-

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX	Revenus	Dépenses	=
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION			
1 Fonds régions et ruralité	250 000	137 574	
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
2 Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux (*)	333 974	271 355	
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
3 Fonds Avenir Mécénat Culture	5 032	5 097	
4 Fonds du patrimoine culturel québécois	23 732	10 897	
ÉCONOMIE ET INNOVATION			
5 Capital ressources naturelles et énergie	2 204	33 740	
6 Fonds du développement économique	670 428	670 428	
7 Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	123	144	
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR			
8 Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	86 627	67 568	
9 Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	25 000	
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES			
10 Fonds des ressources naturelles	57 416	37 767	
11 Fonds de transition énergétique (*) (**)	139 000	144 090	
12 Fonds d'information sur le territoire	168 707	106 407	
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
13 Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État (*)	422 074	81 738	
14 Fonds vert (*) (***)	761 167	1 035 712	
FAMILLE			
15 Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 729 858	2 723 553	
FINANCES			
16 Fonds de financement	1 825 779	1 760 025	
17 Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux	161 288	161 288	
18 Fonds des générations	3 313 212		
19 Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	142 162	90 777	
20 Fonds du centre financier de Montréal	1 565	1 377	
21 Fonds du Plan Nord	94 196	60 412	
22 Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	1 665	2 864	
23 Fonds relatif à l'administration fiscale	1 224 956	1 224 874	
FORÊTS, FAUNE ET PARCS			
24 Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	707 884	678 759	

(*) Ces informations reposent sur les résultats préliminaires du fonds.

(**) Depuis le 1er novembre 2020, en vertu de l'article 51 de la Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification (L.Q. 2020, c. 19), le nom du Fonds de transition énergétique est remplacé par celui de Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.

(***) Depuis le 1er novembre 2020, en vertu de l'article 7 de la Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification (L.Q. 2020, c. 19), le nom du Fonds vert est remplacé par celui de Fonds d'électrification et de changements climatiques.

(1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :
- Avance de 102 k\$ au Fonds des ressources naturelles;
- Avance de 448 k\$ au Fonds d'information sur le territoire;
- Avance de 18 114 k\$ au Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier.
Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2020-2021.

Surplus (déficit) de l'exercice	ACTIFS		PASSIFS		Solde du fonds	
	Avances au fonds général	Autres actifs	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général	Autres passifs		
	+	-	-	=		
112 426	131 069			10 489	120 580	1
62 619		479 824	321 837	95 368	62 619	2
(65)	1 124			820	304	3
12 836	50 137			9 310	40 827	4
(31 537)	723 180	370 860	1 000 000	607	93 433	5
		5 553 979	4 936 459	508 018	109 501	6
(21)	500 000	145	500 000	166	(21)	7
19 060	81 865	134 551		177 558	38 859	8
	25 000			25 000		9
19 649	51 750	5 310	102 ⁽¹⁾	2 573	54 386	10
(5 090)	50 149	27 866		81 291	(3 276)	11
62 300	6 111	707 596	448 ⁽¹⁾	23 061	690 197	12
340 336	428 348	158 409		63 958	522 799	13
(274 544)	1 651 880	153 886		360 055	1 445 710	14
6 305		17 833	1 664	432 962	(416 792)	15
65 754	93	72 124 293	71 005 774	397 165	721 446	16
	161 288			161 288		17
3 313 212		12 212 369			12 212 369	18
51 384	8 919	67 336		15 598	60 657	19
188	971	429			1 400	20
33 784	105 451	11		43 757	61 705	21
(1 199)		6 413		2 122	4 291	22
81		2 795	2 714		81	23
29 125	92 638	174 620	18 114 ⁽¹⁾	194 528	54 616	24

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2021
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX	Revenus -	Dépenses =
JUSTICE		
25 Fonds Accès Justice	16 281	17 748
26 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	26 427	57 579
27 Fonds des registres du ministère de la Justice	46 667	46 469
28 Fonds du Tribunal administratif du Québec	45 562	44 992
29 Fonds relatif aux contrats publics	53	5
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
30 Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	71 156	24 346
31 Fonds de soutien aux proches aidants	15 079	17 980
32 Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	313 263	317 450
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
33 Fonds de la région de la Capitale-Nationale	21 000	21 050
34 Fonds des services de police	682 136	682 136
TOURISME		
35 Fonds de partenariat touristique	296 284	313 581
TRANSPORTS		
36 Fonds aérien	89 349	88 767
37 Fonds de gestion de l'équipement roulant	128 383	123 429
38 Fonds de la sécurité routière	47 885	24 989
39 Fonds des réseaux de transport terrestre	5 636 267	5 998 307
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
40 Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	39 876	40 839
41 Fonds de développement du marché du travail	1 481 516	1 305 852
42 Fonds des biens et des services	124 515	112 816
43 Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	15 410	15 410
44 Fonds du Tribunal administratif du travail	80 610	80 610
45 Fonds québécois d'initiatives sociales	30 751	31 531
Total fonds spéciaux	22 356 520	18 697 335
Conciliation des états financiers des fonds spéciaux avec la note 6, « Informations complémentaires – Informations par secteurs de reddition de comptes », présentée dans la section A, « Analyse des états financiers consolidés », du volume 1 des Comptes publics 2020-2021		
Élimination des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux	(1 602 404)	(1 602 404)
Fonds des générations (présenté distinctement dans les informations par secteurs de reddition de comptes)	(3 313 212)	
Harmonisation des conventions comptables de certains fonds spéciaux avec celles adoptées par le Conseil du trésor	(15 285)	(19 291)
Autres ajustements	(67 532)	27 966
Informations par secteurs de reddition de comptes – fonds spéciaux	17 358 086	17 103 606

- (1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :
- Avance de 9 382 k\$ au Fonds des services de police;
 - Avance de 43 033 k\$ au Fonds aérien.
- Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2020-2021.

	ACTIFS		PASSIFS		Solde du fonds	
	Avances au fonds général +	Autres actifs -	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général -	Autres passifs =		
Surplus (déficit) de l'exercice						
(1 468)	23 946	2 108		14 804	11 249	25
(31 152)	31 803	8 219		118	39 904	26
198	157 954	4 635		38 509	124 079	27
570		28 419		11 155	17 264	28
48	8 695			10	8 684	29
46 810	87 843	4 410		19 193	73 059	30
(2 901)	42 985	27			43 012	31
(4 187)	25 519	385 290	85 987	319 446	5 376	32
(50)						33
		143 249	85 502 ⁽¹⁾	57 747		34
(17 298)	76 178	11 873	2 167	123 765	(37 881)	35
582	42 473	122 377	74 658 ⁽¹⁾	27 811	62 381	36
4 954	2 170	268 031	229 626	19 889	20 686	37
22 896	41 688	19 578		2 027	59 238	38
(362 040)		29 984 784	22 940 478	11 059 418	(4 015 112)	39
(963)	6 436	10		1 396	5 050	40
175 664	479 352	31 306		227 483	283 175	41
11 699	26 011	62 689		8 593	80 107	42
		48 475	47 052	1 423		43
	10 707	35 952		35 171	11 488	44
(779)	688	48		35	700	45
3 659 186	5 134 418	123 360 002	101 252 583	14 573 688	12 668 149	
(3 313 212)						
4 006						
(95 498)						
254 481						

